

Des Effets de la Solidarité Passive dans les rapports entre le Créancier et le Débiteur

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 13 Mars 1934, à 14 heures

PAR

HOANG Hoai

JURY

Président : M. DEMOGUE, Professeur.

*Suffragants : MM. ESMEIN.
NIBOYET.*

PARIS

LES ÉDITIONS DOMAT-MONTCHRESTIEN

F. LOVITON ET C^{ie}

160, Rue Saint-Jacques

1934

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ou improbation aux opinions émises dans les thèses. Ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

Des Effets de la Solidarité Passive dans ses rapports entre le Créancier et le Débiteur

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 13 Mars 1934, à 14 heures

PAR

HOANG Hoaï

JURY

Président : M. DEMOGUE, Professeur.

*Suffragants : MM. ESMEIN.
NIBOYET.*

PARIS

LES ÉDITIONS DOMAT-MONTCHRESTIEN

F. LOVITON ET C^{ie}

160, Rue Saint-Jacques

1934

Abréviations

C. civ. — Code civil.

C. comm. — Code de commerce.

Civ. — Chambre civile de la Cour de Cassation.

D. — Dalloz périodique.

D. H. — Dalloz hebdomadaire.

J. G. ou Jur. gén. — Répertoire alphabétique Dalloz.

Req. — Chambre des Requêtes de la Cour de Cassation.

S. — Sirey.



INTRODUCTION

L'idée d'obligation domine à ce point aujourd'hui la structure et l'enchevêtrement des rapports juridiques qui existent entre les hommes qu'elle constitue ce qu'on a justement appelé la trame de la vie juridique (1) : l'obligation apparaît donc nettement comme le centre moteur du droit (2).

Parmi tant d'autres questions offertes par la matière des obligations, les effets de la solidarité passive dans les rapports du créancier et du débiteur sont une illustration de la remarque précédente : l'ampleur du sujet proposé se révèle par la diversité des hypothèses qu'il engendre à tel point qu'on s'est restreint au cours de cette étude à l'examen des questions concernant le droit civil pur, alors qu'en droit commercial, en droit fiscal même, l'examen

(1) Cf. l'historique J. G. V^o Oblig. n^{os} 12 à 33. Exposé des motifs par Bigot de Préameneu du 7 pluviôse an 12 (loc. cit. p. 12) : « Cette idée offre le tableau des rapports les plus multipliés des hommes en société ». Nous donnons ci-après les références concernant les passages du rapport précité sur les textes du code civil relatifs à notre sujet : Jur. gén. V^o Oblig. : — art. 1203 (n^{os} 66 et 229) ; art. 1204 (n^{os} 66 et 403 ; art. 1206 (n^{os} 67 et 229) ; art. 1208 (n^{os} 64 et 229) ; art. 1209 (n^{os} 69 et 402) ; art. 1210 (n^{os} 70, 231 et 403) ; art. 1211 (n^{os} 71, 231 et 403) ; art. 1212 (n^{os} 74 et 404) ; art. 1215 (n^o 72).

(2) Tout en maintenant la théorie dualiste des deux notions fondamentales du droit réel et du droit de créance (cf. Bonnecase, *Introduction à l'Etude du droit*, p. 265 ; Planiol I n^o 2154 ; Capitant II, introduction).

des questions de solidarité aurait exigé des développements aussi importants que ceux qui suivent.

En effet la solidarité passive est une question qui a toujours présenté depuis le droit romain et l'ancien droit une remarquable abondance de textes qui ont retenu l'attention doctrinale et fourni une jurisprudence assez variée. Le code civil l'a largement traitée dans ses articles 1201 et suivants et leur commentaire serait aujourd'hui bien près d'être épuisé, si la question ne s'était pas renouvelée et même étendue grâce à ce caractère universel qu'on a attribué au concept obligation. La doctrine et la jurisprudence ont interprété d'une manière très extensive certains de ces textes, aboutissant même à leur faire produire des effets secondaires non prévus en 1804.

Les obligations plures, dit M. le Professeur Capitant, ont donné lieu à une jurisprudence des plus importantes et constitué l'une des matières les plus profondément creusées par la science depuis les Romains jusqu'à nos jours (1).

Il convient d'examiner la place occupée par la solidarité passive dans la matière des obligations et quelques notions générales et élémentaires doivent prendre leur place dans cette introduction.

Et tout d'abord, à quels besoins pratiques répond la solidarité passive ? (2).

L'obligation est un rapport juridique en vertu duquel l'activité économique ou purement sociale d'une personne est mise à la disposition d'une autre personne sous la forme positive d'une prestation à fournir ou sous la forme

(1) Capitant II, p. 176, Comp. Planiol II, n° 160.

(2) Stefan, *Des différentes sûretés personnelles et de leur évolution favorable à l'application de la solidarité*, thèse, Paris 1900.

négative d'une abstention à observer ; ce *vinculum juris* groupe donc en principe deux personnes, d'une part, le créancier qui a le pouvoir d'exiger l'exécution d'une prestation déterminée positive ou négative et susceptible d'évaluation pécuniaire (1), d'autre part, le débiteur qui est astreint à l'exécution. Un certain dynamisme se dégage donc de cette obligation en ce qu'elle contraint le débiteur envers le créancier et qu'en principe, tant que la dette n'a pas été exécutée, le débiteur reste tenu d'accomplir la prestation qui en fait l'objet (2).

Cet accomplissement dépend de la volonté du débiteur, mais le créancier peut l'y contraindre par tous moyens de droit et même s'il n'y a pas exécution en nature prétendre à l'exécution en équivalent, c'est-à-dire se faire payer des dommages-intérêts.

Le créancier préfère de beaucoup l'exécution volontaire de son débiteur : aussi prend-il la plupart du temps les précautions nécessaires pour assurer par avance cette exécution volontaire en s'abstenant d'user de moyens de contrainte décisifs qui aboliraient toute volonté du débi-

(1) Bonnecase, loc. cit. (Comp. Capit. loc. cit. Justinien, *Institutes* (Livre III, titre XIII, pr.) : *Obligatio est juris vinculum, quo necessitate adstringimur alicujus servandae rei, secundum nostrae civitatis jura.* — Comp. Rép. prat. D. V^e Bicus n^o 228. : « Le droit personnel appelé aussi droit de créance ou obligation, est celui qui permet à une personne appelée créancier de contraindre une autre personne appelée débiteur soit à une dation, soit à l'accomplissement d'un fait, soit à une abstention ». Cf. Rép. prat. V Oblig. n^o 2.

(2) Cf. J. G. V^e Oblig. n^o 8 : l'obligation qui crée un devoir pour le débiteur a toujours pour corrélatif un droit pour le créancier ; ce droit peut être seulement personnel ou réel.

teur. Tel est le cadre juridique de la présente étude et c'est cette idée générale de la garantie du créancier qu'il convient de mettre en relief en cette introduction. Le créancier doit se protéger contre l'insolvabilité de son débiteur dont il se défie en principe : pour cela, il doit se procurer une sûreté.

La situation du créancier en l'absence de toute sûreté spéciale est en effet précaire. S'il est vrai que l'effet général de l'obligation est de donner pour gage au créancier le patrimoine de son débiteur, sans qu'il soit besoin d'une affectation spéciale (art. 2092 Cod. civ.) (1), il n'y a là qu'un principe que la pratique et la réalité se chargent d'amoindrir en de fortes proportions : de plus il convient de remarquer que l'art. 2092 n'a pas pour effet de changer tous les créanciers en gagistes : il n'y a ici aucun droit réel de gage. « On veut seulement exprimer ici cette idée que tous les biens d'un débiteur répondent de l'exécution de ses obligations » (2), c'est-à-dire de l'exécution sur les biens, forme normale et principale de l'exécution forcée.

(1) Planiol II, n° 2310. Notre ancien droit disait : « Qui s'oblige oblige le sien ». Il s'en suit que la seule capacité exigée du débiteur est celle de s'obliger ; la capacité d'aliéner est indifférente.

(2) Planiol II n° 179. Dans un sens général, le mot gage désigne tout ce qui peut garantir un droit (art. 2093 C. civ.). Il y a là un droit de gage général et tacite, sans prendre le mot gage dans son acception précise et technique. Ce droit de gage général a son fondement selon quelques auteurs dans le droit naturel : (Cf. C. civ. annoté art. 2092-2093, nos 1, 6, 7 et 8 et les références bibliographiques) il est la conséquence légale, nécessaire et forcée de toute obligation personnelle. Notons enfin qu'il est indivisible et que le créancier ne peut pas y renoncer (loc. cit., nos 12 et 13) (Comp. n° 36 et s.).

Il résulte de là que les insolvable sont pratiquement irresponsables : qui n'a rien n'a pas de dettes (1). Ce gage peut être compromis de bien des façons par le débiteur : il peut par sa négligence laisser perdre ses droits par prescription notamment : le créancier peut alors sauver son gage en exerçant l'action oblique de l'article 1166 Cod. civ., conséquence de son droit de gage, mais soumise à des conditions restrictives qui réduisent fortement son utilité pratique ; le débiteur peut aussi faire disparaître son patrimoine par fraude, auquel cas le créancier exercera l'action paulienne de l'article 1167, soumise également à des conditions sévères d'exercice. Enfin d'une manière générale, le débiteur peut diminuer son patrimoine en contractant des aliénations normales ou de nouvelles dettes.

En somme le créancier est l'ayant cause universel de son débiteur, c'est-à-dire que son droit de gage embrasse en principe tous les biens du débiteur, et que lui, créancier, subit toutes les fluctuations qui peuvent se produire dans l'état de ses biens (2). Tout ce qui sort du patrimoine du débiteur sort du gage du créancier.

En laissant de côté le danger que peut courir le créancier du fait des aliénations normales de son débiteur et l'examen des moyens qu'il devra employer pour s'en préserver (3), il apparaît que le créancier doit craindre également et surtout le concours d'autres créanciers au cas où son débiteur viendrait à contracter de nouvelles dettes :

(1) Comp. Emmanuel Lévy, *l'affirmation du droit collectif* (Revue critique 1904, t. XXXIII, p. 57).

(2) C. civ. ann. art. 2092-2093, n° 22 et s.

(3) C'est là en effet toute la matière des sûretés réelles qui se trouve en dehors de notre sujet : Planiol II, n° 2311.

c'est ce second danger qu'il faut examiner ici, parce que précisément la solidarité passive y remédie dans ses effets en partie : il est tout aussi grave d'ailleurs, dit M. Planiol, que le premier et peut-être est-il plus fréquent dans la pratique : il y a plus de débiteurs qui arrivent à l'insolvabilité par l'augmentation démesurée de leur passif que par le gaspillage et l'anéantissement de leur actif. L'utilité pratique de la solidarité passive est ainsi démontrée déjà dans une large mesure.

Tous ces créanciers chirographaires ont des droits égaux sur le patrimoine du débiteur : c'est là un grand principe de droit qui a pour effet, à supposer que le gage soit insuffisant pour les désintéresser, de ne leur accorder qu'un dividende sur leur créance. L'article 2093 Cod. civ., consacre cette grande loi du concours, cette répartition proportionnelle s'effectue par la procédure de distribution par contribution en droit civil tout au moins (1).

Quel sera le moyen à employer pour garantir le créancier contre ce péril, et pour assurer par là du crédit au débiteur en lui permettant de contracter plus facilement ?

Le créancier pourra exiger de son débiteur une sûreté personnelle, qui sera ou bien une caution, ou bien un débiteur solidaire.

La caution est un débiteur secondaire que s'adjoint le débiteur principal pour qu'il soit son garant : en prenant ainsi pour une même dette deux débiteurs au lieu d'un, le créancier multiplie ses chances d'être désintéressé intégralement de ce qu'il réclame. Le débiteur solidaire, lui, est

(1) La faillite est spéciale pour les commerçants dont les créanciers chirographiques viennent au marc le franc (au sol la livre plus anciennement) Planiol II, n° 191 et s.).

en quelque sorte l'ombre du débiteur qui se l'est adjoint ou que le créancier a adjoint à ce dernier.

Le débiteur solidaire est sur le même rang que son collègue et comme nous le verrons, le créancier peut indifféremment s'adresser à l'un ou à l'autre pour se faire payer.

« Solidarité, cautionnement, dit M. Capitant (1), ces garanties reposent toujours sur la confiance du créancier en quelqu'un ou quelques-uns... » La solidarité n'est au fond qu'un cautionnement mutuel (2).

« Ces sûretés personnelles sont les plus usitées, les seules usitées même, à l'enfance des sociétés. Il y a de cela plusieurs raisons : la pauvreté des débiteurs, l'impossibilité où ils sont d'engager leurs biens les plus importants du patrimoine, les immeubles, considérés longtemps comme étant moins la propriété de leur détenteur que celle de la famille dont celui-ci est le représentant actuel ; enfin la solidarité qui existe entre les membres du groupe (domus, gens) auquel appartient le débiteur, solidarité lui permettant de trouver aisément des répondants. La survivance plus ou moins latente de ces raisons jointe aux imperfections du régime hypothécaire romain, voilà ce qui explique

(1) Capitant II, p. 729.

(2) Planiol II, n° 2316, note 1 : chacun des débiteurs solidaires fait l'office de caution pour la part des autres, encore que la loi ne les traite pas à tous égards comme cautions les uns des autres ; la différence principale est que les codébiteurs solidaires sont tous débiteurs principaux pour une part, tandis que la caution n'est pour le tout qu'un débiteur accessoire. L'indivisibilité conventionnelle joue aussi mais dans une moindre mesure le rôle de sûreté personnelle : elle complète notamment les effets de la solidarité (cf., Planiol II, nos 789 et 803 et infra.). Sur le cautionnement solidaire cf. Planiol II, n° 2351.

la fréquence et l'importance des sûretés personnelles en droit romain (1).

La disparition de ces diverses causes a amené de nos jours la prédominance des sûretés réelles considérées comme supérieures aux sûretés personnelles parce qu'elles ne font pas courir au créancier le risque non seulement de venir au marc le franc en concurrence avec les autres créanciers du débiteur mais aussi de l'insolvabilité de la caution ou du débiteur solidaire et qui viendrait s'ajouter à celle de son débiteur principal ou du débiteur solidaire déjà interpellé.

Les sûretés personnelles, principalement la solidarité, offrent encore aujourd'hui malgré tout un véritable intérêt : celle-ci donne au créancier une sorte de garantie (*alternata fidejussio*) soit qu'il la stipule lui-même, soit que la loi la lui accorde d'office : c'est une sûreté parfois plus forte que le cautionnement du moment où la caution peut invoquer le bénéfice de discussion et de division, car la solidarité et la division de l'obligation sont deux notions extrêmes.

Pour qu'une sûreté remplisse sa fonction économique, qui est celle d'être un instrument de crédit, il faut qu'elle présente deux qualités différentes (2). Envisagée au point de vue de l'intérêt du créancier, elle doit lui procurer une garantie complète, lui permettant à l'échéance de rentrer dans ses avances, il importe d'autre part qu'elle soit d'une

(1) Cf. Planiol, nos 2314 et 2316. Les Romains ont pratiqué plusieurs formes de sûretés personnelles ; la *spensio*, la *fidepromessio*, la *mandatum pecuniae credendae*. Le cautionnement moderne les résume toutes.

(2) Stefan, *op. cit.*, p. 5.

exécution facile, par rapport à celui qui l'a fournie, elle ne doit pas lui imposer de trop grands risques. Si on considère ces deux qualités essentielles que toute sûreté doit présenter, il semble qu'elle ne pourra remplir d'une façon satisfaisante son rôle économique que très difficilement ; les qualités qu'on exige d'elle tant par rapport au créancier que par rapport au débiteur paraissent inconciliables. En effet, plus la garantie sera complète, d'une exécution facile pour le créancier et lui donnera par conséquent satisfaction, plus elle sacrifiera l'intérêt de celui qui l'a fournie et constituera pour lui une lourde obligation.

Par conséquent, pour qu'un contrat de garantie puisse intervenir, il faut qu'une des parties consente dans une certaine mesure à sacrifier ses prétentions au profit de celles de l'autre partie. Or, en matière de crédit, la volonté du créancier est prédominante, c'est-à-dire qu'il lui appartient de choisir la garantie qui lui plaît et il est certain que toutes les fois qu'il sera en mesure d'imposer sa volonté, il exigera de celui qui s'oblige la garantie la plus complète.

Or, parmi les sûretés personnelles, celle qui garantit le plus efficacement les droits du créancier, c'est sans aucun doute la solidarité ; ce sera donc celle — ou une sûreté analogue — que le créancier exigera.

C'est vers la solidarité par conséquent que les sûretés personnelles tendront à s'orienter dans la pratique des affaires.

Utilisée aujourd'hui de plus en plus fréquemment comme base du crédit populaire et agricole, la solidarité coïncide au fond avec la fusion de ses règles et de celles du cautionnement. La pratique moderne du cautionnement solidaire n'est autre chose qu'un retour au cautionnement romain, à la plègerie du Moyen-Age (1).

(1) E. Pilon, *op. cit.*, p. 243 et s.

Cependant l'étude des effets de la solidarité passive, même restreinte aux effets produits dans les rapports du créancier et d'un débiteur solidaire quelconque apparaît essentiellement comme une perpétuelle dérogation aux principes généraux du droit des obligations ; c'est cette remarque qu'on aura toujours en vue au cours de cette étude qu'il convient de diviser en deux parties :

Dans une première partie, on examinera l'obligation solidaire en tant qu'obligation au total qui pèse sur le débiteur solidaire et les conséquences qui en découlent. Cet examen nécessitera trois chapitres : après un rappel des notions générales sur la divisibilité des obligations et sur les obligations plurales, — objet du chapitre premier, — un chapitre II étudiera les conséquences de l'unité d'objet de l'obligation solidaire, tandis qu'un chapitre III examinera les conséquences de la pluralité des liens qui unit les codébiteurs solidaires avec le créancier.

Dans une seconde partie, les effets dits secondaires de la solidarité passive seront étudiés au cours de deux chapitres : l'un, consacré à l'exposé et à la valeur doctrinale actuelle de la théorie de la représentation mutuelle des codébiteurs et de la distinction de la solidarité parfaite et imparfaite ; l'autre, à l'étude des effets secondaires engendrés par la solidarité passive.

Ainsi la solidarité passive offre cette particularité remarquable de protéger pour une fois plus efficacement le créancier que le débiteur alors que ce dernier a vu au cours de la législation moderne son sort s'améliorer progressivement, au point qu'on a pu dire, quelque peu paradoxalement, il est vrai, qu'il est aujourd'hui plus agréable et plus profitable de devoir quelque chose que d'être créancier.

PREMIERE PARTIE

De l'obligation solidaire en tant qu'obligation au total et de ses conséquences

CHAPITRE PREMIER

Notions générales sur la divisibilité des obligations et sur les obligations plures

Quand il s'agit d'expliquer logiquement les effets de la solidarité passive dans les rapports du créancier et de chaque codébiteur, il faut au préalable dégager le mécanisme de l'opération ou mieux la nature juridique de la solidarité.

Le droit romain a permis à la doctrine et principalement aux Pandectistes allemands d'arriver à une explication logique contenue en cette double proposition : l'obligation solidaire n'a qu'un seul et même objet, *eadem res*, *eadem pecunia*, tout en s'imposant à plusieurs sujets ; unité d'objet, d'une part ; pluralité des liens obligatoires ou multiplicité des sujets, d'autre part (1) : le créancier a

(1) Girard, *Manuel de droit romain*, p. 782 ; Cuq, *Manuel de droit romain*, p. 337 ; Planiol II, n° 741. Justinien, *Institutes* 3, 16, 1.

devant lui plusieurs débiteurs qui tous lui doivent la même chose, mais l'obligation de chacun d'eux est relativement indépendante de celle des autres. *Una res vertitur, in utraque obligatione*, disaient les Romains.

Cette façon classique de comprendre la solidarité cadre avec le rôle pratique que nous lui avons attribué dans l'introduction et qui consiste surtout à renforcer le crédit d'un débiteur. Un rapide aperçu est nécessaire avant tout sur la place occupée par la solidarité dans la matière des obligations.

L'obligation est, on l'a vu, un lien de droit qui, tout en supposant deux personnes, peut exister entre un plus grand nombre de personnes : c'est l'hypothèse de la *pluralité de sujets* de l'obligation, prévue implicitement par l'article 1101 Cod. civ. qui définit l'obligation. Tantôt, pour une même obligation, un débiteur peut avoir plusieurs créanciers, tantôt un créancier peut avoir plusieurs débiteurs, ce dernier cas étant celui de la solidarité passive ; c'est relativement à plusieurs débiteurs l'obligation qui leur est imposée de payer à un seul pour tous la somme qu'ils doivent en commun (1).

Comment envisager cette obligation au tout ? Il y a une première observation à faire, c'est que, lorsqu'il n'y a qu'un débiteur, l'obligation n'est pas susceptible de division, quel que soit son objet ; le débiteur ne peut donc forcer le créancier à recevoir en partie la prestation à effectuer même divisible (art. 1244 C. civ.) (2). Tout se passe comme si l'obligation était indivisible et il n'y a là au-

(1) J. G. V^o solidarité. Comp. V^o oblig. n^{os} 7 et 8.

(2) J. G. V^o oblig. n^{os} 1336 et s., 1502 et s. Comp. Toullier, t. 6, n^o 750 ; Larombière, art. 1217, n^o 2.

cune difficulté à résoudre ; s'agissant en quelque sorte d'une indivisibilité absolue, *semper et omni respectu individua*, comme disait Dumoulin. Par suite, la distinction des obligations ou divisibles et indivisibles n'a une véritable importance qu'autant qu'il y a pluralité de sujets pour une même obligation. C'est ainsi que les deux notions de pluralité de sujets et d'indivisibilité des obligations doivent être rapprochées utilement pour la suite de la présente étude.

L'obligation solidaire fait partie de la catégorie des obligations plurales en raison même de la pluralité de ses titulaires. Mais il convient de remarquer qu'elle produit des effets différents de ceux des autres obligations plurales au point de vue de leur divisibilité.

En effet, le principe fondamental en matière d'obligations plurales de droit commun est que les titulaires s'engagent d'une manière conjonctive, c'est-à-dire que la dette se partage en autant de fractions qu'ils sont d'obligés. Par conséquent, l'obligation plurielle est normalement une obligation conjointe ou plus correctement disjointe : elle est en un mot essentiellement divisible (1).

(1) J. G. V^o oblig. n^{os} 1335, 1341 à 1347, 1351 ; Planiol II, n^o 715 et s. l'expression « obligation conjonctive ou conjointe » est défectueuse. J. G. n^{os} 1336 à 1338, 1367, 1721 et s. ; Toullier, t. 6, n^o 703 ; Rolland de Villargues, V^o oblig., n^o 75 et s. ; Duranton, t. II, n^o 165 ; Masse et Verger sur Zachariae, t. 3, p. 347, note 2 ; Larombière sur l'art. 1197, n^o 4 ; Pothier, Obligations n^o 259 ; Cujas, ad. d. leg. On rejette par hypothèse le cas de *l'adjectus solutionis gratia*. Il est dit (J. G. n^o 1339 et s.) qu'il y a obligation conjointe lorsque plusieurs personnes sont simultanément débitrices, ce qui a lieu lorsqu'elles sont réunies par une conjonctive dans une même convention. Il y a seulement pré-

C'est la situation classique prévue par le code civil dans ses articles 1220, 1221, 1224, 1225, 1232 : à la mort du débiteur la dette se divise de plein droit entre ses héritiers tenus chacun envers le créancier « *pro virili parte* » proportionnellement à leur part héréditaire. Le principe de la divisibilité des obligations plurales ressort donc, sans être exprimé par le Code, de la situation particulière causée aux héritiers par la mort de leur auteur, parce que c'est l'événement qui donne le plus souvent naissance à cette variété d'obligation plurale. Mais la doctrine est d'accord pour appliquer ce principe aux débiteurs originaires (1) : leur dette se divise par portions viriles ou mieux, suivant les bases de division fixées dans le contrat.

somption de divisibilité et non pas d'indivisibilité (mêmes auteurs) : dans le silence des textes ou du contrat, le droit à la chose stipulée se divise comme l'obligation (n° 1340), etc.

(1) Arg. de l'art. 1222 ; Rodière, n°s 348 et 357. Comp. Pilon, p. 242 et art. 420 Code civ. allem. Le droit romain consacrait le même principe. Jur. gén. V° oblig., n°s 1400 et s. Supplément, *eodem verbo* n° 563, Demolombe, t. 26, n°s 319, 359 et 494 ; Demolombe, *Traité des contrats et des obligations conventionnelles en général*, t. 3 mêmes numéros ; Aubry et Rau, t. 4, § 298 ter ; Laurent, t. 17, n° 327 ; Demante et Colmet de Sauterre, t. 5, n° 136 bis III, article 873 C. civ. annoté n°s 7 à 13. Civ. 5 juillet 1831, Rennes, 4 avril 1818 (Jur. gén., V^{is} Succession, n° 1339 et Culte 505) Civ. 22 Décembre 1873 (D. 74.1.73) Civ. 25 octobre 1887 (D. 88.1.72) Civ. 17 juillet 1889 (D. 90.5.360) Civ. 14 décembre 1897 (D. 1901.1.108), Civ. 14 mars 1916 et Civ. 24 avril 1918 (D. 22.1.32), Civ. 14 décembre 1920 (D. 24.1.127), Civ. 1^{er} février 1921 (D. 24.1.133), Civ. 2 janvier 1924 (1^{re} et 2^e espèces) (D. 24.1.14). Nouveau code civil annoté art. 873, n°s 7, 12 et s. ; art. 1220, n°s 60 et s. Voir encore Civ. 7 avril 1886 (D. 86.1.420) et 13

Ce principe étant connu, il s'agit de savoir quand une obligation est divisible ou non.

A ne regarder momentanément que l'objet de l'obligation, voici en quels termes répond le code civil : « l'obligation est divisible ou indivisible selon qu'elle a pour objet ou une chose qui dans sa livraison, ou un fait qui, dans l'exécution, est ou n'est pas susceptible de division soit matérielle, soit intellectuelle (art. 1217), l'obligation est indivisible, quoique la chose ou le fait qui en est l'objet soit divisible par sa nature, si le rapport sous lequel elle est considérée dans l'obligation ne la rend pas susceptible d'exécution partielle (art. 1218). Les caractères de l'indivisibilité sont indiqués, dans ces articles, d'après Dumoulin et Pothier. L'article 1217 définit l'espèce d'indivisibilité que Dumoulin appelle *individuum contractu*, indivisible non pas par le contrat, comme on l'a malheureusement traduit, mais à être contractée ou l'obligation qui ne peut être contractée divisément, c'est l'indivisibilité *natura* des jurisconsultes romains et que Pothier nomme absolue. L'art. 1218 parle de l'indivisibilité désignée par Dumoulin et Pothier par la qualification de *individuum obligatione*, deuxième espèce d'indivisibilité dans le droit romain. Les mêmes auteurs reconnaissent une troisième indivisibilité, celle qui n'a lieu que pour le paiement, *individuum solutione* ; elle suppose que l'obligation est elle-même divisible et forme seulement une exception au paiement divisé des obligations divisibles. Une obligation est divisible, comme nous l'avons déjà dit, non seulement quand la chose peut être divisée matériellement, mais toutes les fois qu'elle est

susceptible de division intellectuelle (1) puisqu'ils peuvent appartenir à plusieurs indivisément ou pour une fraction(2).

Les règles de l'indivisibilité de l'objet des obligations ainsi exposées, il est plus facile de se rendre compte des rapports existant entre l'indivisibilité et la solidarité.

Une obligation plurale étant essentiellement divisible, il se produit un effet désastreux pour le créancier, à supposer que l'un des débiteurs devienne insolvable, ce qui est toujours possible ; la perte retombe alors uniquement sur le créancier et non pas sur ses autres débiteurs, puisque par hypothèse, ils sont tenus divisément. Il s'ensuit également que la prescription interrompue à l'égard des autres (3), à moins qu'il n'y en ait de tenus hypothécaires pour le tout (4).

(1) J. G. V^o Oblig. n^o 1503. Planiol II, n^o 780 et s.

(2) Pothier, Oblig. n^o 228 ; Toullier, t. 6, p. 755 ; Rolland de Villargues, n^{os} 11 et 12 ; Duranton, t. II, n^o 251 ; Boileux, art. 1217. — J. C. V^o Oblig. n^o 1504. Cass. 12 novembre 1833 (Cetti) V^o Prescription civile, n^o 947.

(3) Toullier, t. 6, n^o 714 ; Rolland de Villargues, n^o 90 ; Massé et Vugé, t. 3, p. 347, note 3 ; Larombière, art. 1197, n^o 8, Aix, 10 février 1832 (Serraire) (J. G. V^o Oblig. V^o, n^o 1341) Cf. J. G. V^o Minorité, n^o 559.

(4) Req. 31 janvier 1844 (de St Rame) (J. G. V^o Oblig., n^o 1342) Cf. J. G. V. Mandat, n^o 403 et Privil. et hyp., n^o 740. Comp. Bastia, 16 mars 1831 (Montera) (J. G., n^o 1344) : quand un même jugement condamne à la fois plusieurs personnes au paiement d'une certaine somme sans fixer les parts respectives, chacune d'elles doit payer sa part virile de la condamnation, quelle que soit l'origine de la dette et quand même les personnes condamnées auraient été tenues de la dette solidairement ou par portions égales. V. n^{os} 1345 et 1346 sur les cas du tuteur et de ses pupilles et des époux séparés contractuellement ou judiciairement.

Il est vrai que si en principe la division de la dette doit se faire par portions égales entre les débiteurs, cette division peut être faite différemment, c'est-à-dire par portions inégales soit en vertu de la convention elle-même, soit par des conventions séparées faites entre les débiteurs. Dans le premier cas, la division fixée par le titre a lieu à l'égard de toutes les parties contractantes ; dans le second, en ce qui concerne les rapports des créanciers aux débiteurs, la division a toujours lieu de plein droit par portions égales. Seulement, la convention intervenue produit ses effets à l'égard de ceux entre lesquels elle a été faite.

C'est alors que les parties peuvent stipuler l'indivisibilité conventionnelle : l'objet de l'obligation est bien encore à tous égards divisible, mais l'exécution aura lieu comme si elle était indivisible : l'article 1221, 4° et 5° C. civ. présente ainsi l'indivisibilité conventionnelle comme une simple exception aux effets de la division des obligations⁽¹⁾. Notre raisonnement nous y a conduit également, sous réserve des explications qui vont suivre. En effet, l'indivisibilité conventionnelle résulte de la volonté des parties soit qu'une clause expresse dispose que les codébiteurs s'obligent solidairement et indivisiblement, soit qu'elle résulte d'une convention tacite : la première hypothèse est seule ici à retenir comme de beaucoup la plus courante, notamment dans les actes notariés. Une remarque s'impose donc : c'est que l'indivisibilité produit une situation qui ressemble beaucoup à la solidarité, lui étant même supérieure comme garantie pour le créancier en ce que celui-ci échappe au péril de la division de la dette entre les cohéritiers d'un de ses débiteurs et que la solidarité passive et l'indi-

(1) Pothier, Obligations n^{os} 313 à 315.

visibilité peuvent coexister. Mais elles ne doivent pas produire tout à fait les mêmes effets.

L'obligation solidaire est celle qui est contractée par plusieurs personnes de telle sorte que chacune d'elles puisse être poursuivie pour le tout et soit tenue de payer le tout (1). Pour arriver à ce résultat, il peut se faire que l'obligation soit réputée, tout en étant une (*una res vestitur*), être imposée tout entière à chacun des débiteurs, si bien que le paiement fait par l'un éteint la dette pour la totalité à raison de son unité ; il peut se faire encore que chacun des obligés soit réputé l'être pour le tout indépendamment de ses coobligés et comme si ces derniers avaient contracté chacun une obligation distincte de la sienne. Puisque l'unité d'obligation produit des effets différents de ceux que produit dans le deuxième cas la pluralité, ces deux espèces d'obligations portent un nom différent : l'une est appelée obligation solidaire proprement dite ou corréale, l'autre, obligation *in solidum* ou comme disait de Savigny, fausse obligation corréale (2). D'une part, l'obligation solidaire (*correalis obligatis*) suppose l'unité de cause dans l'obligation, l'unité d'objet ou de prestation, l'unité de lieu ou d'obligation, c'est-à-dire l'unité de dette : quant aux accessoires, il peut y avoir diversité par exemple en ce qui concerne le terme (3).

(1) J. C., V^o Oblig., n^{os} 1348 et s.

(2) de Vaugerow, *Paudectes*, § 573, t. 3, p. 74. Demangeat, des obligations solidaires, p. 182.

(3) J. G. 1349. En droit romain, l'obligation solidaire n'existait qu'autant qu'il y avait stipulation (*rei promittendi*). De Savigny, *Droit des Oblig.* § 17 ; Demangeat, *Des obligations solidaires en droit romain* (p. 164 et 411).

D'autre part, l'obligation *in solidum* (*quasi duo rei ejusdem debiti essent*) est une obligation dans laquelle le payement fait par l'un des débiteurs libère bien tous les autres mais dans laquelle la simple poursuite, la *litiscontestatio* et le jugement absoluire non suivis de payement effectif ne les libère pas. L'obligation *in solidum* n'est donc pas une et comporte autant d'obligations qu'il y a de débiteurs d'où la conséquence que bien que le payement éteigne l'obligation ou les obligations à l'égard de tous puisque l'obligation est exécutée, il n'en est pas de même des autres modes d'extinction qui ne profitent qu'au seul débiteur et ne s'appliquent que dans la seule obligation en faveur desquels existent et non aux autres (1).

En droit français, l'obligation solidaire est distincte de l'obligation *in solidum* et chacune d'elles a les mêmes caractères qu'elle avait en droit romain, mais comme la distinction de l'une et de l'autre n'a été mise en lumière que dans ces derniers temps et comme tous les anciens commentateurs du droit romain et tous nos anciens jurisconsultes les confondaient généralement l'une avec l'autre, la matière présente quelque confusion, notamment en ce qui concerne la solidarité légale.

Bien que dans les deux sortes d'obligations, il y ait dérogation au principe de la division des obligations con-

Commentaire du titre *De duobus reis*. V. 4, 62, D. *Ad legem falcidiam*, L. 2, Code *De duobus reis*.

(1) Cf. J. G. V^o Oblig., n^o 1300 *in fine* sur les conséquences de l'obligation *in solidum*. A remarquer que l'obligation *in solidum* n'existe que du côté des débiteurs et non du côté des créanciers. (De Savigny, § 20, t. 9, p. 198) et que l'idée de dette *in solidum* est contestée dans le cas le plus important : le délit.

jonctives, principe de droit commun, cette dérogation est moindre dans l'obligation *in solidum* que dans l'obligation solidaire. L'obligation *in solidum* suppose en effet autant d'obligations distinctes qu'il y a de débiteurs comme dans l'obligation simplement conjointe. Seulement, elle déroge aux règles de cette obligation en ce que chacun des débiteurs au lieu d'être tenu de la dette *pro virili parte*, en est tenu pour le tout et que s'il paye le tout, non seulement il se libère lui-même, mais il libère les autres.

Dans l'obligation solidaire ce n'est pas seulement sous le rapport du paiement qu'il y a différence entre elle et l'obligation simplement conjointe, ce sont les principes eux-mêmes sur lesquels reposent ces deux sortes d'obligations qui sont opposés : l'une, l'obligation solidaire, ayant pour principe l'unité de l'obligation ; l'autre, l'obligation conjointe, ayant pour principe la multiplicité des obligations et chacun de ces principes produisant des conséquences différentes ; aussi la solidarité est-elle seule présumée dans certains cas (1). En résumé, alors que dans l'obligation *in solidum* la dette de chaque débiteur est distincte, et que l'absence d'unité de l'obligation apparaît ainsi clairement, l'obligation solidaire est une, aussi bien dans sa cause que dans son objet ou son lien. Quoique l'obligation solidaire doive être unique sous les divers rapports que nous venions d'indiquer, il n'en résulte pas que tous les débiteurs solidaires doivent être obligés de la même manière. En ce qui concerne les restrictions ou les accessoires de l'obligation, chacun des débiteurs solidaires peut

(1) J. G. V^o Oblig. n^o 1351. Cf. Toullier, t. 6, n^{os} 725, 729, 732. Rolland de Villargues, V^o Solidarité, n^o 2.

(2) J. G. V^o Oblig. n^o 1387.

être obligé différemment de l'autre. Ainsi l'on peut n'être obligé que conditionnellement ou à terme tandis que l'autre est obligé purement et simplement et la condition ou le terme qui formera un obstacle aux poursuites du créancier contre le premier n'en formera pas également contre ce dernier débiteur (1). Il résulte même de ce principe que chacun des codébiteurs solidaires peut être obligé différemment, que l'incapacité de l'un des débiteurs n'influe pas sur la validité des engagements contractés par les autres (2); puisqu'on peut actionner un incapable (art. 2012 C. civ.) on doit pouvoir s'obliger solidairement avec lui. Mais il faut aussi conclure de ce principe que chaque débiteur peut opposer au créancier toutes les exceptions qui lui sont personnelles à ses codébiteurs (art. 1208 C. civ.). De ce que les codébiteurs solidaires peuvent être obligés différemment, il suit que lorsqu'un commerçant et un non commerçant se sont obligés conjointement avec ou sans solidarité, la dette de l'un est commerciale et celle de l'autre civile (3).

L'obligation indivisible produit aussi les mêmes effets au cas de pluralité de débiteurs (4), en ce que chaque débiteur est tenu du total au lieu d'être simplement tenu d'une part. Mais on peut relever cependant une triple différence de cause résidant en ce que l'obligation solidaire est toujours arbitraire résultant soit de la volonté des parties, soit de la loi, tandis que l'indivisibilité constitue un simple

(1) Cf. *Institutes*, § 2 *de duobus reis*; art. 1201 C. civ. J. G. n° 1363 ; Larombière, art. 1201, n° 3.

(2) Duranton, t. 2, n° 189; Rodière, n° 40.

(3) J. G., V° Compétence commerciale, n° 141.

(4) Planiol, II, n° 801 à 804.

obstacle naturel n'ayant pas de but en droit, fondé seulement sur la nature des choses : l'indivisibilité conventionnelle n'est pas une exception à cette remarque, n'étant en effet stipulée que pour remédier à la division des dettes entre héritiers que ne peut empêcher la solidarité. Il y a aussi une différence de force entre les deux obligations ; dès que l'obligation indivisible voit la nature de son objet se transformer en dommages-intérêts, la division redevient possible entre les parties (1) ; pour la solidarité, on verra avec l'article 1205 qu'il y a lieu de distinguer : l'indivisibilité met obstacle définitivement à la division des dettes entre héritiers, la solidarité ne peut y prétendre. Enfin il y a une différence d'étendue : les effets secondaires produits par la solidarité lui sont propres, car elle a été stipulée dans l'intérêt du créancier et dans cette mesure, ils se justifient pleinement, l'indivisibilité, cause naturelle, produit aveuglément les mêmes effets pour les mêmes situations.

Ce rappel de généralités va permettre de pénétrer maintenant dans le mécanisme et la nomenclature des effets de la solidarité résultant de l'obligation au total à laquelle est tenu chaque débiteur, d'une part et d'autre part de la pluralité de liens, d'où les deux chapitres suivants.

(1) Cass., 14 juin 1887 (D. 88 I.19).

CHAPITRE II

Conséquences de l'unité d'objet

L'article 1200 C. civ. prescrit, pour qu'il ait solidarité, qu'il faut que la prestation, chose ou fait, objet de l'obligation, soit identiquement le même pour tous les débiteurs, et que chacun d'entre eux soit obligé pour le tout (1). De ce principe découle une conséquence importante : le créancier peut s'adresser à n'importe quel débiteur de son choix pour être désintéressé ; c'est ce que qu'on appelle le droit d'élection du créancier. Il convient d'examiner d'une part les conditions d'exercice de ce droit, d'autre part, les moyens de défense des codébiteurs pour y parer.

SECTION I. — *CONDITIONS D'EXERCICE DE CE DROIT*

La solidarité passive produit ce premier effet que chacun des codébiteurs solidaires peut être contraint pour la totalité et que le créancier peut poursuivre l'un ou l'autre à son choix (2). Tous sont sur la même ligne en qualité

(1) Art. 1200 J. G. V^o Oblig., n^{os} 62, 228 et 399 ; cf. loc. cit., n^o 1386. C. civ. annoté art. 1200.

(2) Art. 1203 C. civ. J. G. V^o Oblig., n^{os} 66 et 229, n^o 1397. Supplément n^o 562, Cf. les articles suivants 1212, 1225, 2021 et s., 2025 et s. C. civ. Pothier, Oblig. n^o 270 ; Larombière, t. 3, art. 1203, n^o 1 ; Demolombe, t. 26, n^o 312 ; Demante et Colmet de Santerre, t. 5,

de débiteurs principaux. Mais il y a une condition préalable à l'accomplissement de cet effet : c'est le caractère d'exigibilité de la dette à l'égard de tous, car si l'un des obligés n'était tenu qu'à terme ou sous condition, le créancier ne pourrait agir contre lui qu'après l'échéance du terme ou l'évènement de la condition (1). Il n'y a pas lieu également au droit d'élection du créancier quand les parties ont stipulé la clause contraire dans leur convention ou précisé l'ordre suivant lequel auraient lieu les poursuites (2).

Toutefois, le créancier qui s'abstient de poursuivre son remboursement au moyen de l'hypothèque que lui a consentie un des codébiteurs ne perd pas son action contre les autres (3). Il en est ainsi d'autant plus quand le créancier ne poursuit chacun des codébiteurs que pour une somme inférieure à la part dont il est personnellement tenu dans la dette (4). Le créancier impose ainsi à celui qu'il choisit le risque de l'indivisibilité de ses codébiteurs ; en effet, si le débiteur élu vient à payer le créancier, il peut en se retournant contre les autres pour se faire rembourser ne rencontrer que des insolubles une fois qu'il est devenu à son tour créancier : il supporte le péril de l'avance qu'il a ainsi faite.

n° 136 bis ; Aubry et Rau, t. 4, § 298 ter ; Laurent, t. 17, n° 295 ; Huc, t. 7, n° 316 ; Planiol II, n° 746 ; Baudry-Lacantinerie et Barde, t. 2, n° 1203 ; Planiol et Ripert, t. 7, n° 1880 et s.

(1) Baudry-Lacantinerie et Barde, loc. cit., n° 1206.

(2) Mêmes auteurs.

(3) Req. 20 juillet 1897 (D. 98-1-357).

(4) Limoges, 18 mai 1895 (D. 98-1-357).

On voit combien est défavorable la situation du débiteur solidaire par rapport à celle de la caution : examinons brièvement en quoi.

Tout découle de ce qu'en matière de solidarité, l'engagement du débiteur solidaire est principal tandis qu'en matière de cautionnement l'obligation de la caution n'est qu'accessoire.

Il n'en a pas toujours été ainsi : en droit romain, solidarité et cautionnement étaient confondus en une même notion (1) résultant du contrat *verbis unilatéral* et solennel et de la nécessité imposée au créancier par les règles de la *litis contestatio* (2) jusqu'à l'*actio depensi* de la loi *Publicia* ; mais il y eut toujours la différence résidant en l'intransmissibilité de l'obligation aux héritiers des cautions. Les lois *Furia* et suivantes améliorèrent la situation des cautions en donnant au cautionnement un rôle distinct de celui de la solidarité grâce à la création du bénéfice de cession d'actions qui assura à la caution ayant payé le créancier un recours plus rigoureux contre le débiteur principal que celui de son action personnelle et grâce au bénéfice de division de l'empereur *Hadrien*.

En droit coutumier, sous l'influence du mouvement de réaction contre la rigueur de la condition de la caution, la jurisprudence accorda au plège l'exception de garantie qui lui permettait de mettre en cause le débiteur principal et ses cautions lorsqu'il était poursuivi par le créancier. Mais l'exercice des bénéfices susvisés contribua à dégrader

(1) Gerardini : *Etude sur la solidarité en droit romain* (Nouvelle revue historique 1884, notamment p. 293 et 265).

(2) Demangeat, p. 218 ; Pothier, *Oblig.* n° 263 ; Toullier, t. 6, n° 29 ; Rodière, n° 113 ; Demolombe, t. 26, n° 201 ; Stefan, p. 50 et s.

le caractère accessoire du cautionnement et à dépouiller celui-ci de sa forme solidaire antérieure. Cette évolution historique ainsi résumée montre que les sûretés personnelles ont toujours gravité entre ces deux extrêmes que sont la solidarité et le cautionnement : la solidarité familiale a d'abord été unique ; puis le formalisme venant à perdre du terrain, on en vint à distinguer la nature juridique des liens de la caution et du débiteur solidaire, tendance qui n'a fait que de se développer en droit moderne. C'est qu'en effet, en vertu du principe de la liberté des conventions et de la libre concurrence entre les activités individuelles, la caution est de plus en plus exposée aux exigences du créancier qui ne voit en elle qu'un débiteur solidaire (1). En principe donc, le codébiteur solidaire poursuivi par le créancier pour la totalité de la créance ne peut pas réclamer le bénéfice de division établi par les articles 2025 et 2026 C. civ. (2). On peut se demander toutefois s'il y a un lien de solidarité entre les personnes cautions d'un même débiteur pour une même dette (3). Primitivement, l'opinion doctrinale et même jurisprudentielle était affirmative : il en résultait notamment que l'interpellation faite à l'une d'entre elles interrompait la prescription contre les autres (4).

(1) Stefan, *op. cit.*, p. 13 à 50 ; Rodière, p. 52 à 59 ; Cf. Bretonnier sur Henrys (t. 2, p. 419).

(2) Larombière, t. 3, art. 1203, n° 1 ; Demolombe, t. 26, n° 313 ; Laurent, t. 17, n° 296 ; Planiol II, n° 746 ; Baudry-Lacantinerie et Barde, t. 2, n° 1203.

(3) Rep. prat. D. V° Cautionnement, nos 158 et s. C. civ. ann., art. 2025, nos 5 et s.

(4) Jur. gén., V° Cautionnement, n° 203, 209 ; Troplong, Commentaire du titre du cautionnement n° 291 ; Huc, t. 12, n° 205 ; Civ.

Aujourd'hui, il n'y a aucune présomption d'existence de la solidarité entre les cautions, mais seulement un lien d'obligation *in solidum* (1). Les cautions ne peuvent en retour se prévaloir des articles 1200 et suivants du C. civ. L'article 1203 du C. civ. ne défend point pourtant aux débiteurs solidaires de réserver expressément le bénéfice de division. Mais l'obligation solidaire contractée sous cette réserve différerait encore sous deux rapports essentiels de l'obligation non solidaire. Dans celle-ci, la division entre les débiteurs s'opère de plein droit et celui qui aurait par erreur payé au-delà de sa part pourrait répéter l'excédent, tandis que le bénéfice de division doit être demandé (art. 2026, § 1 C. civ.). En second lieu, la division dans l'obligation non solidaire s'opère immédiatement entre tous les débiteurs tandis que le bénéfice de division n'amène de division de dette qu'entre les débiteurs solvables au moment où ce bénéfice est demandé (même article 2026, § 2 (2)). Il convient de noter que dans un arrêt du 6 janvier 1919, la Chambre civile de la Cour de Cassation a admis que, l'effet de l'engagement de la caution solidaire étant réglé par les principes établis pour les dettes solidaires, le créancier peut poursuivre indifféremment

19 prairial an 7 (J. G. V^o cautionnement n^o 203) et Bruxelles 3 janvier 1815 (loc. cit., n^o 203, 3^o).

(1) Jur. génér., V^o Caut., n^o 50 ; Pont, Commentaire des petits contrats, t. 2, n^o 192 ; Demante et Colmet de Santerre, t. 8, n^o 256, Laurent, t. 28, n^o 220 ; Guillemard, *Traité du cautionnement et des transactions*, n^o 147 ; Baudry-Lacantinerie et Wahl, n^o 1051 ; Comp. Planiol II, n^o 2345 et Huc, t. 12, n^o 203. — Angers 1^{er} mai 1868 (D. 68-2-127). Comp. art. 2047, C. civ.

(2) Rodière, loc. cit.

pour la totalité de la dette, le débiteur principal ou la caution solidaire (art. 1203 et 2021 du C. civ.) (1).

SECTION II. — MOYENS DE DÉFENSE DU DÉBITEUR ÉLU ET DES CODÉBITEURS

§ 1^{er}. — *Exception dilatoire de garantie du débiteur élu*

Si le débiteur solidaire choisi par le créancier ne peut invoquer à l'instar d'une caution le bénéfice de division, il peut du moins et c'est son unique droit, opposer au poursuivant l'exception dilatoire de garantie, c'est-à-dire, demander un délai pour appeler en cause ses codébiteurs, dans les termes des articles 179, 180 et 340 C. pr. civ. et 1225 C. civ. par analogie (2) à moins que le créancier soit tenu lui-même d'appeler les codébiteurs s'il avait consenti par une clause expresse à ce que les règles de la solidarité fussent modifiées en ce sens (3).

(1) Cf. Civ., 28 décembre 1881 (D. 82-1-377), Req. 7 juin 82 (D. 82-1-441) ; Civ., 1^{er} décembre 1885 (D. 86-1-251) ; Jur. gén. supplément V^o Obligation, n^o 570 ; Répertoire pratique Dalloz V^o cautionnement, n^o 96 ; Aubry et Rau, t. 12, § 769 ; Planiol II, n^o 2352 ; Capitait II, p. 741. Consulter ci-après Civ. 6 janvier 1919 (D. 23-1-112).

A remarquer qu'il ne faut pas confondre pluralité de cautions et caution solidaire. Le bénéfice de division suppose qu'il y a plusieurs cautions : cf. Capitait II, p. 738 et 741.

(2) Jur. gén., V^o Oblig., n^o 1402 et supplément n^o 562. Rodière, n^o 132 ; Larombière, t. 3, art. 1203, n^o 4 ; Demolombe, t. 26, n^o 316 ; Demante et Colmet de Santerre, t. 5, n^o 136 bis ; Aubry et Rau, t. 4, § 298 ter ; Huc, t. 7, n^o 316 ; Baudry-Lacantinerie et Barde, t. 2, n^o 1204. Contra Laurent, t. 17, n^o 297.

(3) Jur. gén., V^o Oblig., n^o 1398, supplément, loc. cit.

En excipant de ce droit, le débiteur élu met en cause un de ses codébiteurs en prenant contre ce dernier des conclusions en vue de le faire aussi condamner personnellement : il y a ce qu'on appelle en procédure intervention forcée sans qu'il y ait lieu à préliminaire de conciliation (1).

En réalité, l'exception dilatoire de garantie naît de l'action en garantie exercée par le débiteur poursuivi (2) laquelle suppose elle-même un procès entre le garanti et le créancier poursuivant, et peu importe que le garanti y soit demandeur ou défendeur ; la garantie incidente offre donc plus d'avantages au garanti qu'une demande principale en garantie : une fois condamné en effet, il ne saura pas ce que lui réserve un recours dont l'issue est toujours incertaine, et s'il s'agit d'une vente immobilière, il craindra surtout d'échouer par application des articles 1640 et 2031 C. civ. (3). C'est ainsi que la demande en garantie incidente aboutit naturellement au sursis de la demande principale : c'est en quoi consiste l'exception envisagée, car demander qu'il soit sursis au jugement de l'action principale, c'est en fait demander un délai qui permette d'assister le garant, en l'espèce, le codébiteur du débiteur élu par le créancier.

(1) Garsonnet, n^{os} 305 et s.

(2) L'exception dilatoire de garantie est distincte de l'exception de garantie qui naît de la règle : *Quem de tenet actio eundem agentem repellit exceptio* ; en matière d'éviction : L'exception dilatoire est une pure exception de procédure.

(3) De plus, si l'on se place du côté du débiteur appelé, mais à supposer qu'il ne soit pas appelé dans l'instance en cours, celui-ci aura le droit d'y intervenir spontanément : cf. *infra*, § 2.

Mais le débiteur élu ne pourra exciper de l'exception précédente qu'*in limine litis* ; d'où les règles suivantes précisées par les articles 179 et 180 C. pr. civ. Il sera inutile de surseoir si le délai de comparution de l'une ou l'autre partie expire avant ou le même jour, par suite des règles d'assignation ; au contraire, les conclusions de l'une des parties peuvent empêcher également le sursis, ainsi que la négligence du débiteur d'appeler en cause son codébiteur ; en tout état de cause, le débiteur élu est tenu de justifier de l'utilité du sursis (1).

§ 2. — *Droit d'intervention de tout codébiteur*

Les codébiteurs non poursuivis du débiteur élu ont le droit d'intervenir à l'instance où sont parties le créancier et ce dernier (2) : ce droit leur est unanimement reconnu en première instance. Ont-ils le même droit en appel ?

Il convient de rappeler avant tout que l'intervention volontaire, qui est en quelque sorte l'hypothèse inverse de celle qui donne naissance à l'exception dilatoire de garantie, est le fait d'une personne qui se mêle de son propre mouvement à une instance qui n'est ni introduite par elle ni dirigée contre elle, mais où ses intérêts sont cependant engagés.

Le tribunal saisi par cette partie nouvelle peut ou bien disjoindre les deux actions et statuer sur la demande principale en réservant le jugement de l'intervention pour une nouvelle instance, ou bien juger l'intervention avec la pre-

(1) Cf. pour plus de détails les traités de procédure civile.

(2) Bordeaux, 9 août 1826 (J. G. V^{is} Oblig. 1402, Rente viagère 133, Intervention 671. Demolombe, t. 26, n° 316 ; Aubry et Rau, t. 4, § 298 ter ; Baudry-Lacantinerie et Barde, t. 2, n° 1205.

mière demande après avoir prononcé le sursis de cette dernière.

Le codébiteur peut-il intervenir en appel en présence de l'article 466 C. pr. civ. qui restreint justement le droit d'intervention en le réservant en appel aux personnes qui auraient le droit de former une opposition contre l'arrêt rendu en leur absence ? La question semble devoir être résolue par l'affirmative, car il est évident que le codébiteur peut justifier des conditions ordinaires pour intenter l'action principale (1).

§ 3. — *Exceptions résultant de la nature de l'obligation*

Le codébiteur élu peut enfin opposer au créancier des exceptions. On n'examinera ici que les exceptions résultant de la nature de l'obligation.

L'article 1208 C. civ. précise ce qu'il faut entendre par exception résultant de la nature de l'obligation. Le sens du mot « exception » est pris dans un sens qui n'est pas celui du Code de procédure civile : exception veut dire ici

(1) Cf. art. 339 C. proc. civ. annoté D., n^{os} 127 et 283 : il y a un intérêt direct et actuel soit qu'un codébiteur solidaire (ou une caution) intervient dans l'instance dirigée contre un codébiteur principal : le droit d'intervention appartient aussi bien au codébiteur qu'à la caution. Jur. gén., V^o intervention n^{os} 30, 60 et 67 ; Jugement par défaut n^o 342, Oblig. n^o 1427 et s. ; Péremption n^o 339. — Supplément V^{is} Degré de juridiction n^o 46 ; Exploit n^{os} 116 et 128 ; Jugement par défaut n^{os} 342 et s. ; Oblig. n^{os} 1427 et s. ; Péremption n^o 339. — Supplément V^{is} Degrès de juridiction n^o 46 ; Exploit n^{os} 116 et 128 ; Jugement par défaut n^{os} 163 et s. ; Péremption n^o 114 ; Oblig. n^o 572 ; Pour la caution cf. Paris, 15 avril 1820 (Jur. gén., V^o cautionnement n^{os} 135 et 403).

« défense au fond » (1) et non plus simple exception dilatoire comme au § 1^{er}. Le texte de l'article 1203 est du reste fort confus du fait de la distinction qu'il consacre entre les exceptions personnelles à un seul des codébiteurs ou à quelques-uns et les exceptions communes à tous les lecodébiteurs, avec des subdivisions dans les deux classes. Le texte ne dit pas en effet quelles exceptions sont communes ou personnelles : ce devait être là pourtant son objet essentiel. Aussi est-il préférable pour le moment de ne parler que d'exceptions résultant de la nature de l'obligation, étant entendu qu'on se place toujours au point de vue de l'unité d'objet de l'obligation solidaire. En principe donc, chacun des codébiteurs peut opposer au créancier commun tous les moyens de défense qui résultent de la nature de l'obligation : il s'agit de moyens intrinsèques en ce sens qu'ils ont leur fondement dans l'obligation elle-même et qu'ils sont nés avec elle (2), à savoir les vices tenant au caractère illicite de l'objet, à l'absence des formes solennelles requises pour la validité d'un acte assujéti à des solennités, ces deux cas engendrant des nullités absolues, ou bien les causes de nullité relative résultant d'une erreur commise par tous, d'un dol subi à la fois par tous les codébiteurs ou d'une lésion de plus des 7/12 commise au préjudice des vendeurs solidaires d'un immeuble. On peut encore supposer que, dans

(1) Demolombe, t. 26, n° 377 ; Demante et Colmet de Santerre, t. 5, n° 142 bis I ; Planiol II, n° 763 ; Baudry-Lacantinerie, t. 2, n° 1237.

(2) Jur. gén., V^o Oblig., n° 1414, Suppl. 565 ; Larombière, t. 3, art. 1208, n° 2 ; Demolombe, t. 26, n° 379 ; Demante et Colmet de Santerre, t. 5, n° 142 bis I ; Aubry et Rau, t. 4, § 298 ter ; Laurent, t. 17, n° 299 ; Planiol II, n° 764 ; Huc, t. 7, n° 232 ; Baudry-Lacantinerie et Barde, t. 2, n° 1239.

un contrat de vente d'immeuble, chacun des acheteurs solidaires excipe, pour se dispenser de payer actuellement le prix, de ce qu'il y a trouble ou juste sujet de craindre d'être troublé dans la libre jouissance de l'immeuble vendu par suite d'une action hypothécaire ou en revendication (art. 1653 C. civ.). Il en serait de même dans un contrat d'échange (art. 1704 C. civ.) ou de louage (art. 1719 C. civ. (1)).

La prescription qui éteint l'obligation est une exception résultant de la nature de l'obligation et peut être opposée, d'après l'article 2225 C. civ., par toute personne ayant intérêt, en conséquence elle peut l'être par tous les codébiteurs contre le créancier : en tous cas elle court en faveur de tous : on examinera plus loin les effets de l'interruption de cette prescription (2).

Les causes de suspension étant purement personnelles à celui qui peut s'en prévaloir ne semblent pas devoir empêcher la prescription de courir en faveur des autres codébiteurs exposés aux poursuites du créancier. A la question de savoir si le débiteur qui jouit d'un terme, d'une condition ou de toute autre cause de suspension n'a pas la faculté d'invoquer la prescription accomplie au profit des autres, on a répondu d'une part affirmativement, car la prescription est une sorte de remise de dette qui doit procurer une libération complète (3) (arg. art. 1285 C. civ.).

Le codébiteur obligé de supporter la dette n'aurait aucun recours contre ceux qui justifieraient de l'accomplissement de la prescription, et par l'inaction du créancier, sa

(1) Rodière, p. 55.

(2) Cf. *infra*, II^e partie, chapitre 2, section 1, § 1^{er}. Civ., 8 décembre 1852 (D. 53.1.80).

(3) Demolombe, t. 3, n^{os} 412 à 414.

situation serait singulièrement aggravée ; — d'autre part, négativement, car cette situation est purement imaginaire et le créancier ne conserve pas son droit tout entier et ne peut exercer une poursuite qu'en déduisant la part des débiteurs couverts par la prescription (1).

Il faut remarquer que la prescription peut être opposée en tout état de cause, même en appel, jusqu'à la clôture des débats ; elle apparaît donc comme une dernière ressource après épuisement d'autres moyens pourvu qu'on n'y ait pas renoncé (2).

(1) Laurent, t. 17, n° 335 ; Colmet de Santerre, t. 5, n° 142 bis V.

(2) Planiol II, n° 687.

CHAPITRE III

Conséquences de la pluralité de liens

SECTION I. — DROIT POUR LE CRÉANCIER DE POURSUITE SUCCESSIVE (1)

D'après l'article 1204 C. civ., le créancier peut ne poursuivre qu'un seul des codébiteurs solidaires, mais il peut les poursuivre simultanément ou successivement. Ainsi après en avoir poursuivi un, il peut en poursuivre un autre pour la totalité de la dette ou pour une fraction qu'il n'avait pu se faire payer par le premier poursuivi.

Mais il peut aussi s'arrêter au cours de la première poursuite et se retourner contre tel des codébiteurs que bon lui semble (2). Ce droit du créancier ne cesse qu'autant qu'il a reçu payement du total de la créance ; s'il a reçu paiement partiel, il peut agir encore, mais seulement pour ce qui lui est dû, soit contre celui des débiteurs qui a fait le premier payement, soit contre chacun des autres (3).

(1) J. G. V^o Oblig., n^{os} 66 et 403 ; Planiol II, n^o 747 ; Rodière, p. 54.

(2) J. G. V^o Oblig. 1397 ; Larombière, t. 4, art. 1204, n^{os} 1 à 3 : Demolombe, t. 26 ; n^{os} 320 et s. ; Demante et Colinet de Santerre, t. 5, n^o 137 bis ; Aubry et Rau, t. 4, § 298 ter ; Laurent, t. 17, n^o 295 ; Huc, t. 7, n^o 316 ; Baudry Lacantinerie et Barde, t. 2, n^o 1210 et s.

(3) Sur les difficultés qui s'élèvent en cas de faillite du débiteur et surtout en cas de pluralité de faillites, cf. Code comm. annoté art. 548 :

Il convient de rappeler qu'en droit romain le créancier ne jouissait pas d'une telle prérogative ; car par l'effet extinctif de la *litis contestatio*, le lien créé entre le créancier et le débiteur choisi rendait caduc tous les autres biens des « *reorum promittendi* » et ces derniers étaient par là-même libérés de la datte (1). Sous Justinien, cet effet était déjà fort atténué et c'est depuis cette époque que le créancier tient son droit de poursuite successive.

Sur le point de savoir quels effets produit ce droit quant à l'exercice du bénéfice de discussion, on admet depuis longtemps qu'il suffit que des débiteurs se soient obligés solidairement avec renonciation à ce bénéfice pour que le créancier puisse en cas d'insuffisance de l'immeuble d'un des codébiteurs, hypothéqué à sa créance, poursuivre la vente de tous ses autres immeubles, sans être tenu au préalable de discuter les immeubles des autres débiteurs spécialement affectés au paiement de sa créance.

De même, lorsque deux personnes se sont obligées solidairement et que par une clause postérieure, il a été stipulé qu'à défaut de paiement et dans le cas de discussion judiciaire les poursuites seraient d'abord exercées sur les biens hypothéqués par l'une d'elles et que ce ne serait que dans le cas d'insuffisance du prix provenant de ces biens que les biens donnés en hypothèque par l'autre, pourraient être saisis, il résulte de cette clause une dérogation évidente au système de la solidarité et il ne peut être exercé de poursuites

J. C. V^o Oblig., n^o 1498 ; Comp. Larombière, loc. cit., n^o 5 ; Demolombe, cit., n^{os} 323 et s. ; Lyon-Caen et Renault, *Traité de droit commercial*, t. 8, n^{os} 919 à 933 ; Baudry-Lacantinerie et Barde, loc. cit., n^o 1212.

(1) Comp. les lois 16 et 28 au Code de *fidejussoribus*.

contre cette dernière personne qu'après la discussion des biens hypothéqués par la première (1).

Si l'un des débiteurs solidaires meurt et qu'il laisse plusieurs héritiers, la solidarité persiste, mais comme chacun des héritiers n'est tenu que pour sa part et portion, si elle n'est pas indivisible, il en résulte qu'il ne peut être poursuivi pour le tout (2). A plus forte raison, en est-il ainsi lorsque l'obligation des héritiers résulte pour eux d'un fait nouveau et n'est pas la continuation en leur personne de celle de leur auteur : c'est ainsi que lorsqu'une veuve et ses enfants après expiration du bail consenti à leur père et mari continuent à jouir sans nouvelle convention, cette jouissance ne les rend pas solidaires avers le bailleur (3).

Quoique le créancier ait le droit de poursuivre un seul des débiteurs pour le tout, celui qui est poursuivi a le droit d'en appeler un autre en garantie, et ceux qui ne sont pas poursuivis ont le droit d'intervenir (4).

(1) Pothier, Obligations n° 271 ; Toullier, t. 6, n° 728 ; Delvincourt, t. 2, p. 14. Jur. gén. Vis Obligation n° 1397 et Cautionnement nos 171, 173 et 303 ; Cette dernière référence se rapporte à la question de savoir si la caution d'un débiteur solidaire peut contraindre le créancier à discuter non seulement le débiteur qu'elle a cautionné mais encore tous les débiteurs principaux.

(2) Jur. gén., V° succession, n° 1345 ; Pothier, n° 288 ; Supra Chap. I.

(3) Jur. gén., V° Louage, n° 581.

(4) Jur. gén., V^{is}, Rente viagère, n° 133 et intervention n° 67.

SECTION II. — PARTICULARITÉS POUVANT AFFECTER
L'OBLIGATION DU CODÉBITEUR ET FAISANT ENTRAVE
AU DROIT DE POURSUITE SUCCESSIVE

De même que lorsqu'il s'agit de l'élection d'un débiteur solidaire par le créancier, le débiteur choisi peut opposer à ce dernier notamment l'exception dilatoire de garantie, de même quand il s'agit du droit de poursuite successive, le débiteur peut opposer au créancier certaines particularités affectant son obligation : ce sont à proprement parler des exceptions, tantôt personnelles pouvant profiter en partie aux autres codébiteurs, tantôt purement personnelles, c'est-à-dire, propres au débiteur chez lequel elles ont pris naissance. La difficulté d'un exposé logique en la matière provient surtout du fait que les situations juridiques engendrées s'enchevêtrent les unes les autres et chevauchent même l'une sur l'autre. Il semble qu'il convienne de distinguer en deux paragraphes les exceptions simplement personnelles et les exceptions purement personnelles : à cette distinction correspond en même temps celle qui consisterait à distinguer leur caractère d'opposabilité ou de non-opposabilité partielle jusqu'à concurrence de la part du codébiteur libéré par les autres codébiteurs encore tenus en vue de voir ou non diminuer d'autant le montant total de l'obligation dont ils restent tenus.

§ 1^{er}. — *Exceptions simplement personnelles :
survivance du recours des autres codébiteurs*

Le débiteur poursuivi qui peut opposer une exception personnelle ne doit rien au créancier, soit momentanément, soit définitivement. Il est des cas où ses codébiteurs bénéficient indirectement de cette exception en ce sens que le

montant de leur obligation est diminué de la part dont s'est libéré le débiteur : c'est ce qui a lieu pour les exceptions dites simplement personnelles. Si donc, elles ne peuvent être invoquées pour le tout que par le débiteur en la personne duquel elles ont pris naissance, elles profitent du moins à ses codébiteurs et peuvent être invoquées par ceux-ci dans la mesure de sa portion (1). Cette situation peut se présenter dans trois cas bien distincts : la remise de dette, la confusion et la remise de la solidarité.

I. — D'une part, la remise de dette, dont l'effet général qui est d'éteindre l'obligation, sera étudiée plus loin (2), peut être consentie par le créancier à l'un des codébiteurs pour sa part seulement. Ce dernier peut donc en exciper, mais ses codébiteurs peuvent aussi l'invoquer en ce sens que, le créancier venant à leur réclamer le tout dont ils sont tenus, la part remise doit venir en déduction, sinon les codébiteurs exerceraient leur recours contre le débiteur, qui a bénéficié de la remise, dans la mesure, où elle a été faite (art. 1294, al. 3).

Cette remise partielle doit être clairement exprimée : il faut que le créancier réserve formellement ses droits contre les autres débiteurs ; sinon la décharge qu'il donne serait interprétée comme valant libération pour tous (3).

(1) Larombière, t. 3, art. 1208, n° 8 ; Demolombe, t. 26, n° 384 ; Demante et Colmet de Santerre, t. 5, n° 142 bis II ; Huc, t. 7, n° 322 ; Planiol, t. II, n° 766 ; Baudry-Lacantinerie et Barde, t. 2, n° 1242. Jur. gén. Vis Obligation n° 420 et Faux incident n° 32.

(2) Il s'agit seulement ici de la remise spéciale à un codébiteur : cf. infra l'étude des effets de la remise totale.

(3) Requêtes 21 février 1928, Gazette du Palais, 13 mai 1928. Comp. le système allemand qui abandonne tout à la volonté des parties (Saleilles, Théorie de l'obligation nos 124, 125 même article).

II. — D'autre part, au cas de confusion (1), c'est-à-dire au cas où le créancier vient à succéder à son codébiteur ou vice versa, l'extinction de la dette solidaire ne s'opère que pour la part de celui-ci dans la dette et sa part dans les insolvabilités (2). Cette déduction de la part confondue offre l'avantage de supprimer l'exercice du recours que ne manqueraient pas d'intenter les codébiteurs si le créancier venait leur réclamer le paiement du tout ; ceux-ci ne doivent acquitter que la part restant exigible. On doit consacrer les mêmes règles si le créancier succède seulement pour une part au débiteur : la confusion ne se produit que dans cette mesure.

La confusion quoiqu'étant un mode d'extinction de la dette ne constitue qu'une exception personnelle au débiteur sur la tête duquel elle s'opère au moins pour ce qui excède sa part dans la dette ; les autres débiteurs solidaires ne peuvent donc s'en prévaloir que jusqu'à concurrence de cette part.

III. — Enfin la remise de la solidarité peut être consentie par le créancier à l'un des débiteurs ; en somme la

(1) Art. 1209 C. civ. ; art. 1301 C. civ. annoté nos 18 à 25 (Comp. pour la caution, loc. cit., nos 1 à 17) ; Jur. gén. V^o Oblig. nos 69, 141, 293, 402 et 425, 1395 ; Duranton, t. 11, n^o 222 ; Rodière, nos 83, 84.

(2) Jur. gén. V^o Oblig. nos 1393 et 2799 ; Supplément n^o 558 ; Larombière, t. 5, art. 1301, n^o 9 ; Demolombe, t. 26, n^o 404 et t. 28, n^o 729 ; Demante et Colmet de Santerre, t. 5, n^o 143 bis I et II et 253 bis III ; Aubry et Rau, t. 4, § 298 ter ; Laurent, t. 17, n^o 337 et t. 18, n^o 504 ; Huc, t. 7, n^o 323 et t. 3, n^o 177. A noter que si un codébiteur succède à un codébiteur, il ne s'opère pas de confusion, de même lorsque une caution de 2 codébiteurs succède à l'un d'eux, elle demeure la caution de l'autre (J. G. Oblig. n^o 2803).

solidarité apparaît alors comme une *modalité* qui vient à disparaître et l'obligation redevient donc entre le créancier et le débiteur *essentiellement divisible* ; cette remise peut être soit expresse, soit tacite comme il résulte des articles 1211 et 1212 (C. civ.) (1). Ainsi le mandataire peut renoncer au bénéfice de la solidarité dont ses mandants sont tenus envers lui en vertu de l'art. 2002 du Code civil, mais cette renonciation ne doit pas se présumer : la volonté du mandataire doit être à cet égard clairement établie.

Le mandataire ne peut être privé de l'action solidaire qu'il a contre ses co-mandants sous prétexte qu'il aurait entendu limiter son recours à une des parties si cette renonciation à la solidarité ne résulte que de simples présomptions. C'est dire que la renonciation par un mandataire à son recours solidaire ne peut pas plus se présumer que la solidarité elle-même en droit commun (2). Le bénéficiaire de cette remise ne peut plus être poursuivi que pour sa part, ses anciens codébiteurs restant tenus solidairement, mais sans que leur charge puisse être directement augmen-

(1) Jur. gén. V^o Oblig. n^o 1449. Pour être réputé exprès le consentement du créancier doit être formellement exprimé, sans qu'il y ait pourtant de formule sacramentelle ; il faut seulement qu'il n'y ait pas d'équivoque et que le consentement soit certain. Cf. Larombière, t. 3, art. 1210, n^{os} 2 et 3 ; Demolombe, t. 26, n^o 458 ; Laurent, t. 17, n^o 345 ; Pau, 17 juin 1889 (D. 90.2.21).

(2) Jur. gén. Supplément V^o mandat, n^o 133. Civ. 9 avril 1850 (D. 1850.1.124). Tribunal civil de Versailles, 26 juillet 1889 (la Loi du 9 novembre 1889). Cf. néanmoins en matière notariale. Tribunal civil Toulouse, 1^{er} mars 1900 (*Journal du notariat* 1900, p. 372).

tée par l'effet de la remise consentie. Il en résulte une double conséquence :

1^{re} conséquence visée à l'article 1210 C. civ. (1). — Le créancier conserve son action solidaire contre les autres débiteurs sans déduction de la part du débiteur déchargé de la solidarité.

1° S'il est évident que la solidarité cesse lorsque la créance est définitivement éteinte, notamment par un paiement, il est d'autre part possible de supposer que, l'obligation subsistant intégralement, la solidarité est éteinte par la remise qui en est faite, soit en faveur des codébiteurs solidaires auquel cas il se substitue à l'obligation solidaire primitive autant d'obligations conjointes qu'il y a de codébiteurs soit dans l'intérêt d'un seulement ou de quelques-uns d'entre eux (2).

Si la remise de la solidarité n'est faite qu'en faveur de l'un des débiteurs, cette remise ne peut profiter ni être préjudiciable aux autres codébiteurs. En conséquence, la renonciation à la solidarité à l'égard d'un débiteur n'est même pas renonciation à la solidarité envers les autres (3).

(1) Jur. gén. V^o Oblig., n^{os} 70, 231 à 403, 1445.

(2) Larombière, t. 3, art. 1260, n^o 4; Demolombe, t. 26, n^o 456; Demante et Colmet de Santerre, t. 5, n^o 144 bis II; Aubry et Rau, t. 4, § 298 ter; Laurent, t. 17, n^o 344; Planiol II, n^{os} 773 et s.; Baudry Lacantinerie et Barde, t. 2, n^o 1279; Bordeaux, 15 mai 1893 (D. 95.2.60): Renonce au bénéfice de la solidarité le créancier qui divise la dette entre ses débiteurs et spécialise les garanties fournies par chacun pour sa part et portion.

(3) Demolombe, t. 26, n^{os} 459 à 461; Demante et Colmet de Santerre, t. 5, n^o 144 bis I; Laurent, t. 17, n^o 346; Planiol II, 774; Baudry-Lacantinerie et Barde, t. 2, n^o 1279.

2° Aucune difficulté lorsque le créancier a renoncé à la solidarité en faveur d'un des débiteurs qui lui a payé sa part de la dette ou à qui il a fait remise de cette part ; il conserve incontestablement en ce cas une action solidaire contre les autres sous la déduction de la part qu'il a reçue ou dont il a fait remise (1).

Si le débiteur qui a obtenu remise de la solidarité a payé plus que sa part, le payement ainsi fait libère-t-il les autres débiteurs solidaires non seulement jusqu'à concurrence de sa part contributoire, mais encore pour ce qu'il a payé au-delà de cette part ?

La Chambre civile de la Cour de Cassation dans un arrêt du 24 juillet 1895 (2) a décidé contrairement à la Cour de Paris que, lorsque le montant d'une dette solidaire est indéterminé et que l'un des débiteurs obtient décharge de la solidarité en payant sa part de la dette commune d'après l'évaluation et le règlement entre son créancier et lui, cette convention parfaitement licite, est « *res inter alios acta* » à l'égard des autres débiteurs (art. 1165 C. civ.). Par suite, si ces derniers font ultérieurement réduire le montant du compte, cette réduction dont le débiteur déchargé ne peut se prévaloir, ne leur confère pas le droit d'imputer sur la dette commune la somme intégrale payée par leur paiement fait par l'un des codébiteurs dans son intérêt personnel au moment où il obtenait décharge de la solidarité n'a pas été fait en l'acquit de la dette commune et n'a pu profiter aux autres que jusqu'à concurrence de sa part contributoire dans la dette.

(1) Demolombe, t. 26, n° 462.

(2) Civ. 24 juillet 1895 (Baffroy) (D. 96.1.177) ; Demolombe, *Traité des contrats*, t. 3, n° 201 et 202.

3° Il y a simplement remise de la solidarité en faveur d'un des codébiteurs qui n'a point payé sa part et auquel le créancier n'en a point non plus fait remise, l'article 1210 est-il applicable ?

D'après une 1^{re} *opinion*, le créancier conserve pour le tout son action solidaire contre tous les autres codébiteurs, ceux-ci ayant leur recours contre celui auquel la solidarité a été remise pour sa part dans la dette (1).

D'après une 2^e *opinion*, qui sera la nôtre, l'article 1210 s'applique même dans ce cas, de telle sorte que le créancier qui a fait remise de la solidarité seulement à l'un des codébiteurs ne peut exercer son action solidaire contre les autres que déduction faite de la part du codébiteur déchargé de la solidarité : quant à cette part, il ne peut en réclamer le paiement que divisément contre ce dernier (2).

Donc la clause même par laquelle le créancier aurait réservé intégralement son action contre les autres débiteurs solidaires doit être considérée comme non avenue (3), sauf à tenir pour non avenue la remise de la solidarité elle-même, s'il résultait des termes de l'acte que le créancier eut entendu faire de cette réserve la condition *sine qua non* de la remise consentie au profit d'un des codébiteurs.

2° *conséquence visée à l'article 1215 C. civ.* — Si l'un des débiteurs demeurés solidaires devient insolvable, la perte à subir se répartit contradictoirement sur les autres y

(1) Duranton, t. 2, n° 231 ; Larombière, t. 3, art. 1210, n° 7 ; Aubry et Rau, t. 4, § 298 ter ; Comp. Pothier Oblig., n° 277.

(2) J. G. V° Oblig. 1445 Supplément n° 582 ; Demante et Colmet de Santerre, t. 5, n° 144 bis III ; Demolombe, t. 26, nos 463 et s. ; Laurent, t. 17, n° 347 ; Huc, t. 7, n° 326.

(3) Rodière : *Solidarité et indivisibilité*, n° 145.

compris le débiteur déchargé de la solidarité (1). Du reste, l'interprétation du texte de l'art. 1215 a prêté à controverse doctrinale : deux opinions se sont fait jour.

Une première opinion considère la rédaction du texte comme inexacte et l'interprète en ce sens que le créancier qui a reçu de l'un des débiteurs une part de la dette en le déchargeant de la solidarité ne peut poursuivre les autres solidairement que déduction faite de la part proportionnelle pour laquelle ce débiteur eut contribué aux insolvabilités (2).

Une seconde opinion s'en tient à l'interprétation littérale du texte : le créancier ne doit pas supporter les risques d'insolvabilité des autres codébiteurs (3). La première opinion seule semble raisonnable.

Dans le dernier système en effet, on va jusqu'à reconnaître au créancier le droit d'agir directement contre celui à qui il aurait accordé soit la remise de sa part de dettes qui lui incombent par suite de l'insolvabilité d'un codébiteur (4). Si tous les codébiteurs sont insolvable, le

(1) J. G. Oblig. nos 72 et 231.

(2) J. G. Oblig. n° 1446; Delvincourt, t. 2, p. 510; Toullier, t. 6, p. 739; Duranton, t. 2, n° 231; Rodière, op. cit., n° 138; Larombière, t. 3, art. 1215, n° 2; Aubry et Rau, t. 4, § 298 ter; Comp. Pothier Oblig. n° 275.

(3) Req. 7 juin 1882 (D. 1882.1.441, note Aubry n° 3) J. G. Supplément V° Oblig. n° 583; Demolombe, t. 26, nos 437 et s.; Demante et Colmet de Sauterre, t. 5, n° 150 bis I et II; Laurent, t. 17, n° 363; Huc, t. 7, n° 334; Planiol II, n° 775; Comp. Locré, Législation de la France, t. 12, p. 270 et 288.

(4) Demolombe, t. 26, nos 44 et s.

créancier peut donc agir pour le tout contre le débiteur précédemment déchargé. Cette règle ne s'applique d'une façon absolue que pour l'insolvabilité survenue postérieurement à la remise : le créancier supporte la charge des insolvabilités antérieures, du moins s'il les connaissait, lorsqu'il a traité.

L'avantage que présente en ce cas pour le débiteur la remise de la solidarité, c'est qu'il n'est pas encore en principe assujetti à faire l'avance de la totalité et que sa responsabilité ne commence qu'autant que l'insolvabilité de ses codébiteurs est démontrée.

Valable est la clause par laquelle le créancier ne s'est pas borné à renoncer en termes généraux à la solidarité mais a spécialement déchargé de toute part contributive dans la portion des insolubles le débiteur auquel il aurait fait remise de la solidarité ; elle n'a rien de contraire à l'ordre public.

Il y a trois cas de renonciation tacite :

En premier lieu, il y a renonciation tacite lorsque le créancier a reçu divisément la part d'un des débiteurs, que la quittance porte que c'est pour sa part et qu'il n'y est fait réserve ni de la solidarité ni des droits du créancier : d'ailleurs le concours de ces *trois* circonstances est nécessaire et si l'une d'elles manque, la solidarité continue (1).

(1) Jur. gén. V^o Oblig. Sup. n^o 584 ; Larombière, t. 3, art. 1211, n^o 1 ; Demolombe, t. 26, n^o 468 ; Demante et Colmet de Santerre, t. 5, n^o 145 bis I ; Aubry et Rau, t. 4, § 298 ter ; Laurent, t. 17, n^o 348 ; Baudry-Lacantinerie et Barde, t. 2, n^o 1283 ; Planiol II, n^o 776.

1^{re} condition. — Le créancier doit effectivement recevoir de l'un des débiteurs sa part divisée et non pas seulement un acompte sur cette part (1).

2^o condition. — Quittance doit être donnée au créancier pour sa part, sans que l'expression soit sacramentelle, mais il ne faut pas d'équivoque (2).

3^o condition. — En acceptant la part divisée, le créancier ne doit pas faire de réserve des droits qu'il tire de son titre contre les autres (3). Le créancier qui veut conserver la solidarité n'a pas besoin d'employer les mots « sans préjudice de la solidarité », il peut se servir de tout autre équivalent, pourvu que son intervention ne soit pas équivoque (4).

2^o cas. — La simple demande c'est-à-dire celle intentée sans réserve de solidarité contre un des codébiteurs solidaires pour sa part constitue le deuxième cas de renonciation tacite à la solidarité pourvu que le débiteur y ait acquiescé ou qu'un jugement l'ait sanctionné (5).

La réserve même générale de ses droits faite par le créancier dans les actes de procédure et qui y est comme

(1) Demolombe, t. 26, n^{os} 469 et s.; Laurent, loc. cit. contra Larombière, t. 3, art. 1211, n^o 5.

(2) Larombière, loc. cit., n^{os} 2 et 3; Demolombe, t. 26, n^{os} 471 et 472; Colmar, 31 juillet 1813 et Amiens, 22 janvier 1840 (Jur. gén. V^o Oblig. n^o 1449).

(3) Larombière, t. 3, art. 1211, n^o 4; Demolombe, t. 26, n^o 473.

(4) Jur. gén. *eodem verbo*, n^o 1450; Demolombe, t. 26, 474.

(5) J. G. Oblig. 1453 Suppl. 584 ; Larombière, t. 3, art. 1211, n^{os} 7 et s.; Demante et Colmet de Santerre, t. 5, n^o 145 bis II; Aubry et Rau, loc. cit.; Laurent, t. 17, n^o 349; Huc, t. 7, n^o 327; Planiol II 776 ; Baudry-Lacantinerie et Barde, t. 2, n^o 1284.

de style suffit pour faire obstacle à l'article 1211 Code civil ; Et jusqu'au jugement ou bien jusqu'à l'acquiescement en un paiement, le créancier peut rectifier sa demande et réclamer la totalité (1).

Il ne le peut plus après le jugement bien qu'il n'ait pas acquis force de chose jugée. Toutefois, si la partie condamnée attaque le jugement, comme alors tout est remis en question, le créancier doit être également admis à se dédire (2).

Lorsque la demande divise formée par le créancier contre le débiteur pour sa part a été suivie d'acquiescement ou d'un jugement passé en force de chose jugée, la remise de la solidarité est acquise alors même que la quittance consécutive au jugement ne contiendrait aucune mention spéciale. La remise tacite produit à l'égard des codébiteurs solidaires les mêmes effets que la remise expresse et ils ne peuvent plus être poursuivis pour le tout que déduction faite de la part de celui qui a payé ou qui a été actionné dans les termes de l'art. 1210.

3° cas d'après l'article 1212 (3). — Le paiement pendant 16 ans par un des débiteurs de sa portion dans les intérêts de la dette réserve de la part du créancier constitue le troisième cas de renonciation tacite à la solidarité (4). Ce dit paiement produit des effets non seulement par rapport aux intérêts ou arrérages reçus effectivement mais aussi par

(1) Larombière, n° 9 ; Demolombe, n° 477.

(2) Comp. Laurent, t. 17, n° 349.

(3) J. G. nos 47 et 404.

(4) J. G. 145 Suppl. 585 ; Larombière, t. 17, n° 351 ; Huc, t. 7, n° 327 ; Planiol II, n° 226 ; Baudry-Lacantinerie et Barde, t. 2, n° 1286 ; Comp. Pothier Oblig. 279.

rapport aux intérêts à échoir et au capital de la créance (1). L'effet ne se produit d'ailleurs qu'autant que le créancier qui a reçu était capable ou s'il s'agit d'un incapable qu'autant qu'il a été dûment représenté (2). Il y a à considérer les trois conditions suivantes des paiements (3).

1° *condition de division*. — Elle est absolue. Pour qu'elle se trouve réalisée, il faut les mêmes circonstances que pour l'article 1211 (4). La quittance faite au débiteur pour le créancier qui reçoit divisément le paiement des arrérages doit pour comporter renonciation à la solidarité de même que celle qui concerne le capital de la dette être faite pour sa part et sans réserve, sinon, elle serait considérée comme un acompte.

2° *condition de continuité*. — Elle est absolue. Lorsqu'après cinq paiements successifs divisés, le débiteur en effectue un non divisé ou s'il accepte une quittance où le créancier n'aurait pas mentionné qu'il s'agit d'un paiement effectué pour sa part, enfin, si le créancier avait fait des réserves, tout le passé ne compterait plus et pour arriver à une application de l'article 1212, il faudrait recommencer une nouvelle période de 10 ans (5).

3° *condition de pluralité*. Il faut un certain nombre d'actes successifs et l'article 1212 parle de paiements continués pendant 10 ans consécutifs. Faut-il en conclure que 10 paiements distincts sont indispensables ?

(1) Demolombe, t. 26, n°s 483 et 484; Laurent, t. 17, n° 351.

(2) Larombière, t. 3, art. 1212, n° 11.

(3) J. G. Oblig. 1454; Demolombe, t. 26, n° 485.

(4) Demolombe, t. 26, n° 486.

(5) Larombière, t. 3, art. 1212, n° 5; Demolombe, t. 26, n° 487.

1^{re} opinion. Il faut que ces paiements aient eu lieu au moins en trois fois (1).

2^e opinion. Il faut dix paiements successifs révélant ainsi une manifestation de volonté renouvelée d'année en année ; s'il n'est pas indispensable que chaque paiement corresponde exactement aux intérêts d'une année entière, et s'il n'est pas interdit de tenir compte des paiements faits par acomptes, il faut au moins dix paiements (2).

3^e opinion. Il faut s'en remettre à la sagesse des tribunaux (3), opinion qui nous paraît la meilleure puisqu'il s'agit d'interpréter une manifestation de volonté. Lorsque le paiement divisé n'a pas été continué pendant 10 ans, le créancier qui reçoit la portion de l'un des débiteurs ne perd la solidarité que pour les intérêts et arrérages échus et par arrérages échus, il faut entendre ceux qui ont été payés (4).

La présomption de renonciation à la solidarité résultant de l'article 1212 ne profite qu'au débiteur qui a payé divisément et pour sa part les intérêts ou arrérages : elle ne profite pas aux autres à l'égard desquels la solidarité continue à exister pour le surplus (5), à moins que le créan-

(1) Rodière: Solidarité et indivisibilité n° 152; Demolombe, t. 26, n° 491; Baudry-Lacantinerie et Barde, t. 2, n° 1287.

(2) Larombière, t. 3, art. 1212, nos 6, 7, 8; Laurent, t. 17, n° 351.

(3) J. G. Oblig. 1454; Toullier, t. 6, n° 745.

(4) J. G. Oblig. 1455 Suppl. 585; Larombière, t. 3, art. 1212, nos 1 à 3; Demolombe, t. 26, nos 480 et s.; Demante et Colmet de Santerre, t. 5, n° 146 bis; Aubry et Rau, t. 4, § 298 ter; Laurent, t. 17, n° 350; Baudry-Lacantinerie et Barde, t. 2, n° 1285.

(5) J. G. 1456; Larombière, t. 3, art. 1212, n° 9; Laurent, t. 17, n° 352.

cier n'ait reçu divisément le paiement de tous les débiteurs ; dans ce cas, la présomption a lieu pour tous et la solidarité est éteinte à l'égard de tous. Mais dans les cas prévus par les articles 1211 et 1212, la remise tacite de la solidarité produisant les mêmes effets que la remise expresse, les codébiteurs ne restent astreints au paiement de la totalité de la dette que déduction faite de la part de celui qui a obtenu cette remise (1).

La renonciation à la solidarité ne doit pas être admise en dehors des cas prévus par la loi (2).

Cependant il est peut-être téméraire de poser à cet égard une règle absolue et telle circonstance de fait peut se rencontrer autorisant les juges à interpréter la volonté des parties dans le sens d'une remise de la solidarité. Dans aucun cas toutefois, la remise de solidarité ne peut avoir lieu sans le concours du créancier (3).

La solidarité entre débiteurs présentant certaines analogies avec le cautionnement, on s'est demandé si l'art. 2037 peut être invoqué par le codébiteur solidaire ? (4) Plusieurs opinions sont à distinguer : 1^{re} *opinion*. Les débiteurs solidaires doivent être considérés sous certains rapports comme cautions les uns des autres : l'article 2037 leur est applicable (5). Ainsi lorsqu'une femme a acquis un

(1) Demolombe, t. 26, n° 492.

(2) J. G. V° Oblig. 1457 et suivants ; Comparer Rouen, 14 floréal an 9 (J. G. V° Cautionnement n° 300) ; Douai, 16 novembre 1842 (J. G. V° Contrat de mariage n° 2008).

(3) Demolombe, t. 26, n° 493 ; Laurent, t. 17, n° 353 ; Huc, t. 7, n° 327 ; Baudry-Lacantinerie et Barde, t. 2, n° 1288.

(4) J. G. V° Oblig. 1459 et suivants et 1986 ; Supplément n° 586, article 2037 C. civ. annoté n°s 13 à 27.

(5) Comp. J. G. V° effet de commerce n° 495 ; Merlin, *Questions*

immeuble conjointement avec son mari et s'est obligée solidairement avec lui (1), ses héritiers qui ont accepté la communauté ne peuvent pas repousser l'action du vendeur en paiement d'une somme moindre que la moitié du prix (c'est-à-dire moindre que la part qu'ils ont à supporter dans l'obligation) sous prétexte que ce vendeur a renoncé aux hypothèques consenties à lui et que dès lors il ne peut pas les subroger à ses droits contre le mari obligé de le désintéresser d'après une clause de l'acte de partage.

2^e *opinion*. — C'est celle de la jurisprudence et de la majorité de la doctrine. L'exception de cession de l'article 2037 est spéciale à une caution et ne peut être proposée par un codébiteur solidaire même pour ce qui excède sa part dans la dette (2).

de droit V^o Solidarité, § 5; Toullier, t. 7, n^o 172; Duranton, t. 8, n^o 382; Moulon, *Des subrogations*, p. 480 et 514; Ponsot, *Du cautionnement*, n^o 329; Péan, *Revue pratique de droit français* 1862, p. 29; Pothier, *Oblig.* n^{os} 275 et 557.

(1) Civ. 13 janvier 1816, J. G. V^o Oblig. 1459 et Poitiers, 11 juin 1835; J. G. Rente foncière, n^o 49; Civil 13 février 1816 (Sirey chronologique 51.153); Nîmes, 3 décembre 1819 (Jur. gén. V^o effets de commerce n^o 495); Merlin, *Questions de droit* V^o Solidarité, § 5; Delvincourt, t. 3, p. 618; Toullier, t. 17, n^o 172; Duranton, t. 18, n^o 382; Rodière, n^o 154 et Moulon, *De la subrogation*, p. 514.

(2) Toulouse, 19 mars 1842; Req. 5 décembre 1843, J. G. Oblig. 1460, 2^o; Riom, 10 juin 1851 (D. 52.2.28); Req., 13 janvier 1852 (D. 52.-9); Req., 18.1861 (D. 61.1.388); Civ., 3 avril 1861 (D. 61.1.153); J. G. Suppl. V^o cautionnement 88; Pont, *Commentaire des petits contrats* t. 2, n^o 369; Demante et Colmet de Santerre, t. 8, n^o 272 bis IX et X; Aubry et Rau, t. 4, § 429; B. Lac, Baudry-Lacantinerie et Wahl, n^o 1189; Huc, t. 72, n^o 252; Guillouard, *Traité du cautionnement*, n^o 245; Planiol II, 2384; Massé, *Droit commercial*, t. 6, n^o 398; La-

On considère qu'il s'agit d'une sorte de déchéance dont l'application doit être limitée au cas en vue duquel elle est édictée.

Certains auteurs sans appliquer ici l'article 2037 du Code civil estiment que pour des raisons d'équité le créancier ne doit pouvoir demander le paiement que déduction faite de la part du codébiteur auquel il a fait remise des sûretés fournies, lorsque c'est par malveillance ou en vue d'une spéculation déloyale qu'il a opéré cette remise. Tel est le cas où le créancier consentirait cette remise à prix d'argent en sachant que celui qui en bénéficierait serait insolvable ; le codébiteur poursuivi pourrait alors invoquer non pas l'article 2037, mais l'article 1134 alinéa 3 du Code civil (1).

La Chambre des requêtes de la Cour de Cassation a décidé dans un arrêt du 24 juin 1914 (2) relatif à une vente d'immeuble dans laquelle l'adjudicataire insolvable, qui avait déclaré commande à un avoué de son choix (art. 711

rombrière, *Traité théorique et pratique des Obligations*, t. 3, art. 1208, n° 4 ; Gauthier, *De la subrogation*, n° 506 ; Riom, 2 juin 1846 (D. 46.2.149) ; Dijon, 30 avril 1847 (D. 51.207) ; Requêtes, 18 février 1861 (D. 61.1.388) ; Demolombe, t. 26, n°s 495 et s.

(1) Aubry et Rau, t. 4, 5^e édition, p. 57, 58 ; Demolombe, t. 26, n° 499 ; Laurent, t. 17, n° 343 ; Baudry Lacantinerie et Barde, t. 2, n° 1290 ; Douai, 26 mai 1910 (D. 12.2.271). Sur la Subrogation de la caution solidaire aux droits du créancier qu'elle a désintéressé contre les tiers, cf. D. Tables 1912-1916-V° subrogation ; sur le rapport cautionné cf. loc. cit. V Rapport à succession. Comp. Req. 19 décembre 1928 (D. H. 28.86) et Besançon, 6 juillet 1928 (D. H. 28.5584).

(2) D. 16.1.39 (Lafeuille c/ Bulet) cf. 1^{re} Table quinquennale D. V° caution, n°s 15 et s. ; J. G. V° Oblig. n° 1460 — 1° ; art. 2037 C. civ. annoté Dalloz, n° 67.

C. pr. civ.) que la disposition de l'article 2037 C. civ. vise spécialement la caution telle qu'elle est définie par l'art. 2011 C. civ. et ne peut être invoquée par le débiteur solidaire. En effet le cahier des charges stipulant la solidarité entre tous les adjudicataires et bénéficiaires de command et la déclaration de command ne portant que sur une partie des immeubles adjugés, le prix du surplus était resté à la charge de l'adjudicataire insolvable. Le command pouvait donc être considéré comme caution pour cette partie du prix (art. 1216 C. civ.). En vertu de la subrogation dans les droits du créancier accordée par l'article 2029 C. civ. à la caution qui a payé, le pourvoi prétendait voir appliquer l'article 2037 puisque par la revente sur folle enchère qu'il avait poursuivie, le vendeur avait rendu impossible cette subrogation visée d'autre part à l'article 711 C. pr. civ. Mais cette déchéance véritable ne pouvait être étendue par voie d'analogie à d'autres cas que le contrat de cautionnement, qui est un contrat accessoire. Par suite les débiteurs solidaires ne sauraient s'en prévaloir, eux qui sont obligés directement vis-à-vis du créancier, à moins que l'impossibilité de la subrogation ne soit due à une cause de nullité.

Une application de cette dernière situation a été faite par un arrêt de la Cour de Bordeaux du 14 février 1849(1):

(1) D. 49.2.81 (Dupuy) cf. J. G. Supplém. V^o Oblig. 586; Répertoire pratique. D. V^o cautionnement n^o 232; Aubry et Rau, t. 4, § 298 ter; Demolombe, t. 26, n^{os} 499 et s.; Baudry-Lacantinerie et Barde, t. 1, n^{os} 1290 et s.; Comp. Laurent, t. 17, n^o 343, cf. Req. 13 janvier 1852 (D. 52.1.9); Civ. 3 avril 1861 (D. 61.1.153) (Machard-Grapin); cf. contra Merlin. Questionnaire de droit V^o solid.; Delvincourt, t. 2, p. 618; Toullier, t. 7, n^o 172; Duranton, t. 18, n^o 282; Rodière, n^o. 154; Mourlon, *subrogation de personnes*, p. 514. — Dans le sens

en l'espèce le créancier avait rendu par son dol la subrogation impossible ; il en aurait été de même s'il avait pris dans le contrat l'engagement exprès de ne pas détruire les sûretés attachées à la créance. Le débiteur solidaire, fût-ce une femme obligée solidairement avec son mari (art. 1431 C. civ.), ne peut prétendre que le créancier s'est rendu non recevable à agir contre lui par cela qu'ayant laissé prescrire son action contre son coobligé solidaire, il ne peut plus le subroger utilement à ses droits.

La caution personnelle d'un des codébiteurs est-elle déchargée de ses obligations à l'égard du créancier qui l'a privée de tout recours par la voie de la subrogation contre le codébiteur de la personne cautionnée (1) ? L'arrêt de la Chambre civile de 1887 cité en note répond affirmativement (2). Une caution de codébiteurs solidaires peut recourir contre chacun d'eux pour la totalité de la dette soit en vertu de l'action de mandat (art. 2030 C. civ), soit par la voie de la subrogation légale. Si cette dernière est devenue impossible, l'article 2037 vient au secours de la caution. En est-il de même pour la caution personnelle ? Des auteurs ont soutenu la négative en disant que le fidéjusseur qui n'a cautionné qu'un seul débiteur solidaire, ne peut avoir payé agir contre les autres codébiteurs que pour leur part et por-

de l'arrêt cf. Req. 5 déc. 1843 (D. 44.1.58) ; Riom, 2 juin 1846 (D. 46.2.149) ; Dijon, 30 avril 1847 (D. 51.2.106).

(1) Troplong, *Du cautionnement*, n^o 534 et s., 563 ; Massé, *Droit commercial*, t. 6, n^o 398 ; Larombière, art. 1208, n^o 4 ; Gauthier, *De la subrogation des personnes*, n^o 506.

(2) Art. 2030 C. civ. ann. D. n^o 10 ; Civ. 7 mars 1887 (D. 87.1.271) ; Guillemand, n^o 248 ; Baudry-Lacantinerie et Wahl, n^o 1185 ; Aubry et Rau, t. 4, § 427.

tion et n'a d'action pour le tout que contre celui qu'il a cautionné (1). Pourtant en 1861 la Chambre des Requêtes avait admis la subrogation de cette caution personnelle contre les autres codébiteurs et leurs cautions que pour la part de ces derniers dans la dette solidaire, tout en maintenant le principe antérieur (2).

Il convient de remarquer à la suite de l'examen de cette situation que la *divisibilité* de l'obligation reparait ici assez impérieusement pour faire échouer les effets de la solidarité il est vrai, pour des considérations d'ordre pratique : cependant, il n'en reste pas moins que la part du débiteur est considérée comme divisée puisque la part des autres débiteurs se trouve diminuée de son montant vis-à-vis du créancier. Il en va tout autrement pour la seconde catégorie d'exceptions.

§ 2. — *Exceptions purement personnelles :
absence du recours des autres codébiteurs*

Les exceptions purement personnelles sont invoquées par le débiteur seul qui peut les faire valoir comme affectant spécialement son obligation : elles ne font pas échec de la même manière aux effets de la solidarité en ce sens que les autres débiteurs restent tenus pour le tout envers le créancier.

(1) Req. 19 avril 1854 (D. 54.1.293); Duranton, t. 18, n° 375; Troplong, *op. cit.*, n° 379; Ponsot, *Du cautionnement*, n° 261; Toulhier, *Théorie du C. civ.*, t. 7, n° 34; Jur. gén., V° cautionnement (n° 257).

(2) Req. 10 juin 1861 (D. 61.1.361); Pont, *Petits contrats*, t. 2, n° 278; Paris, 9 mars 26 (D. 27.2.80); Req. 19 décembre 27 (D. H. 28.86).

Le débiteur peut aussi bien les opposer au créancier qu'à ses codébiteurs. Ceux-ci n'auront de recours que postérieurement, mais ils ne peuvent pas éviter de payer d'abord le tout, puis d'exercer le moment venu leur recours contre le débiteur privilégié (art. 1208 C. civ.).

1° La solidarité créant au débiteur une situation particulièrement désavantageuse, on ne saurait refuser à celui qui reconnaît être débiteur principal d'une dette la faculté de contester la solidarité sous le prétexte qu'il n'y a aucun intérêt. Le débiteur est toujours fondé, — et il s'agit sans nul doute d'une exception purement personnelle, — à repousser la solidarité, lorsqu'elle ne résulte ni de la loi ni de la convention et que le juge de l'appel ne peut maintenir une condamnation solidaire prononcée contre lui (1).

2° L'obligation du codébiteur peut ensuite être affectée d'une modalité suspensive, soit d'une condition, soit d'un terme. Grâce à la suspension des effets de l'obligation qu'elle engendre, la condition empêche le créancier d'en poursuivre l'exécution tant qu'elle n'est pas réalisée : il n'est même pas en effet certain que cette personne devienne jamais son débiteur, si la condition vient à défailir. La stipulation d'un terme produit les mêmes effets

(1) Civ. 30 janvier 1889 (D. 89.I.310) cf. Jur. gén. supplément V° Obligation n° 544. Comparer infra deuxième partie, les effets de la représentation entre codébiteurs; Cf. art. 1201 C. civ. annoté; Planiol II, nos 375 à 388; Jur. gén. V° Oblig. nos 1387 et 1416. Supplément nos 555 et 568. La condition n'empêche pas cependant le créancier de poursuivre un autre codébiteur qui est lié avec lui purement et simplement. Cf. aussi Paris 18 avril 1815 (Jur. gén. V° Oblig. n° 1417 et V° Compétence commerciale n° 229) : lorsqu'une femme s'est obligée solidairement avec son mari commerçant, un contrat d'atermoiement

au point de vue de l'inexigibilité de l'obligation : il faut seulement remarquer que le terme est stipulé en faveur du débiteur dans la plupart des cas, et que le terme ainsi considéré se présente sous la forme d'une *exception* accordée au débiteur et qui empêche le créancier de lui réclamer son paiement tant que le terme n'est pas échu. L'obligation devient exigible seulement après échéance du terme, ou après renonciation du terme par le débiteur.

A un autre point de vue, les modalités qui affectent les engagements respectifs des débiteurs envers le créancier peuvent varier dans une même obligation solidaire : l'identité d'objet est un élément essentiel de cette obligation (1).

3° On peut enfin considérer comme exceptions purement personnelles toutes les *causes d'annulabilité* de l'obligation dans les rapports du créancier et du débiteur. Le consentement du codébiteur élu par les poursuites du créancier a été donné sous l'empire de l'erreur, du dol ou de la violence ; ou bien, incapable, il a donné son engagement sans avoir été régulièrement abilité.

Vice du consentement ou état d'incapacité constituent des exceptions que peut seul invoquer le codébiteur qui a contracté dans ces circonstances. Les autres codébiteurs ne

fait entre le mari et ses créanciers engendre au profit du mari une exception purement personnelle ; la femme qui n'y a point été partie ne peut prétendre au bénéfice des délais accordés à son mari. Comp. Laurent, t. 17, n° 302.

(1) Cf. Req. 31 juillet 1928 (D. H. 28.461) et Paris 16 avril 1925 (D. 26.2.105) note Savatier (p. 108, colonne 2, note 1) ; Comp. Civ. 28 mars 1898 (D. 99.1.49) et Douai 13 novembre 1909 (D. 13.2.57, note Levillain).

sauraient s'en prévaloir d'après l'article 1208 C. civ. S'il n'en excipe point, l'obligation bien que viciée n'en produit pas moins tous ses effets.

Tout se passe donc finalement comme s'il y avait un débiteur en moins pour supporter le fardeau de la dette, mais le montant de celle-ci n'étant en rien diminué, les autres codébiteurs continuent à être tenus pour le tout sans pouvoir exercer de recours contre leur codébiteur pour le montant de sa part (1).

C'est ce qui ressort nettement d'un arrêt de la Cour de Montpellier qui décide que le fait que l'engagement souscrit par un mineur solidairement avec un majeur est ultérieurement annulé à l'égard du mineur en raison de son incapacité n'en laisse pas moins subsister la dette entière à la charge du codébiteur majeur : par suite, le créancier qui reçoit de ce dernier le paiement de la dette pour le compte indistinctement de l'un et de l'autre de ses codébiteurs ne perçoit que ce qui lui est légitimement dû et ne peut être actionné en répétition (2).

(1) Larombière, t. 3, article 1208, n° 7; Demolombe, t. 26, n° 381; Demante et Colmet de Santerre, t. 5, n° 342 bis I; Suivant Demolombe (t. 27, n°s 387 et 388) il conviendrait de distinguer suivant que le débiteur poursuivi a connu ou non quand il a traité l'exception appartenant à son coobligé; Laurent, t. 17, n° 286. Comp. art. 632 C. comm. ann. D. et Jur. gén. V^{is} acte de commerce n° 394 et compétence commerciale n° 141 : le mari qui s'est obligé solidairement avec sa femme à payer les frais d'un acte ne peut quand même l'acte serait déclaré nul à l'égard de la femme être affranchi de l'obligation de payer la totalité des frais (Civ. 7 juin 1836 Jur. gén. V^{is} Oblig. n° 1417 et contrat de mariage n° 3446, 2°).

(2) Montpellier 4 juillet 1910 (D. 1912.2.358). Comparer en ce qui

D'après la jurisprudence, les effets juridiques du cautionnement solidaire sont régis par les principes établis pour les obligations solidaires (1) : l'effet essentiel de l'engagement solidaire contracté par une caution est donc de la faire considérer comme débitrice principale au regard du créancier en ce sens que celui-ci peut poursuivre la caution solidaire comme si elle était tenue seule au paiement de la dette.

L'article 1208 du Code civil ne permet pas à la caution solidaire d'opposer au créancier les exceptions qui sont purement personnelles au débiteur principal, par exemple, la suspension de poursuite dont bénéficiait selon l'article 4 de la loi du 5 août 1914 le souscripteur d'un billet appelé sous les drapeaux (2).

4° Enfin, l'exception tirée de la compensation d'après l'article 1294, alinéa 3 Code civil (3) est purement personnel-

concerne la femme mariée Civ. 11 février 1919 (D. 23.1.97) : art. 1487 du Code civil annoté nos 1 à 10. Répertoire pratique Dalloz V° Communauté n° 989; Aubry et Rau, t. 8, § 520; Baudry-Lacantinerie et Surville, Des régimes matrimoniaux, t. 2, nos 1202 et 1206; Planiol III, n° 1097.

(1) Req. 7 juin 1882 (D. 82.1.441 Rapport Lepelletier).

(2) Bastia 15 juin 1915 (D. 16.2.20). Jur. gén. V° Oblig n° 1417, Supplément *eodem verbo* n° 568. Comparer Tribunal paix Seine 6 décembre 1915 (D. 16.2.67 note Charles Robert).

(3) Cf. C. civ. ann. art. 1294, nos 9 et s.; Jur. gén. V° Oblig. nos 136, 288 et 424. Loi 10 *Digeste De duobus reis*; Delvincourt, t. 2, p. 507 et 508; Toullier, t. 6, n° 733 et t. 7, n° 377; Duranton, t. 12, nos 429 et s.; Marcadé, t. 5, n° 839; Rodière n° 80; Larombière, t. 3, art. 1208, n° 5; Desjardins, *De la compensation des demandes reconventionnelles*, n° 126.

le. Mais la question est plus complexe qu'elle ne paraît au premier abord. Supposons que A soit créancier de B et C tenus solidairement envers lui pour une somme de 2.000 ; A devient débiteur de B pour une somme égale. S'il poursuit B, ce dernier oppose la compensation et la dette s'éteint à la fois pour B et C. Mais si au contraire A poursuit C, ce dernier ne peut exciper du fait que B étant créancier de A, A doit lui consentir la compensation au moins pour la part de B et n'a aucun recours. Retenons ce dernier effet admis sans réserve par M. Capitant, et critiqué par M. Planiol, en pénétrant dans les principes théoriques. On sait qu'en droit français, la compensation produit son effet de plein droit pour éviter toute inquisition arbitraire dans les affaires d'autrui, sous forme par exemple d'une vérification de créance. Il est hors de doute d'abord, s'il y a compensation, qu'il se produit une extinction qui libère les autres codébiteurs jusqu'à concurrence de la portion compensée (1). En conséquence de ce que le créancier d'une somme se trouve débiteur solidairement avec d'autres d'une autre somme envers son débiteur, il ne suit pas qu'il ne soit pas fondé à opposer à ce dernier la compensation : ici l'article 1294 alinéa 3 est inapplicable (2). De même, quoique le débiteur solidaire n'ait pas le droit d'opposer la compensation de ce que le créancier doit à son codébiteur, il peut lorsque celui-ci a opposé lui-même ou fait juger parfaite cette compensation, invoquer l'exception qui en résulte nécessairement pour lui parce que ce n'est pas la compen-

(1) Jur. gén. V^o Obligation n^{os} 1391 et 2691. Cf. art. 1208 C. civ. annuel Dalloz, n^o 13.

(2) Civ. 24 décembre 1834 (J. G. V^o Oblig. n^o 2691 et 2705).

sation qu'il vient directement opposer mais bien l'extinction absolue de la dette (1).

La compensation lorsqu'elle est invoquée par celui des codébiteurs qui est créancier du créancier (A et B) fait naître au profit de tous une sorte d'exception commune. Mais l'exception est personnelle en ce sens que celui-là seul peut s'en prévaloir (B) et que tel autre codébiteur poursuivi par le créancier ne peut pas l'invoquer (2).

Une partie de la doctrine a admis cette règle sans aucun tempérament et a été suivie par un arrêt de la Cour de Cassation de Belgique du 13 juin 1872, décision d'autant plus remarquable que la question n'avait pas fait depuis fort longtemps la matière d'un arrêt : cette doctrine est en tout cas en contradiction avec les idées de Domat et de Pothier (3).

(1) Rouen 30 juin 1810 (J. G. Oblig. *loc. cit.*).

(2) Larombière, t. 5, art. 1294, n° 5; Demolombe, t. 28, n° 553; Aubry et Rau, t. 4, § 326; Laurent, t. 18, n° 426; Huc, t. 8, n° 164; Planiol II, n° 749. Code civil annoté Dalloz, art. 1208, n° 25 à 33.

Comp. en droit commercial l'art 545 C. com. sur les remises résultant d'un concordat. (Thaller et Percerou, *Traité élémentaire de droit commercial*, n° 2102 à 2106).

Comp. aussi les effets des articles 1208 et 2036 C. civ. sur l'al. 3 de l'art. 1294 C. civ. (Toulouse, 14 août 1818 J. G. Oblig. n° 2686).

(3) Cass. Belg. 13 juin 1872 (Delvaux) (D. 74.2.1128). Comp. Bruxelles 7 juillet 1871 (Pasicrisie belge 71.2.419); Demolombe, t. 13, n° 401; Laurent, t. 17, no 339; Colinet de Santerre, t. 5, n° 142 bis III; Demangeat, *Des obligations solidaires en droit romain*, p. 280; Lair, *De la compensation*, p. 252; Mourlon, *Répétitions écrites*, t. 2, p. 1266; Baudry-Lacantinerie et Bardet, t. 2, n° 1250.

L'autre thèse qui admettrait au contraire certains tempéraments est plus conforme aux principes généraux du droit et de l'équité en permettant au débiteur poursuivi d'invoquer la compensation jusqu'à concurrence de la part de son codébiteur créancier du créancier commun (1).

Toutefois la prohibition de l'article 1294, al. 3 est-elle absolue ou relative, c'est-à-dire, est-elle applicable aussi bien dans le cas de compensation partielle que dans le cas de compensation totale ? Un jugement du tribunal civil du Nord en date du 12 décembre 1928 (2) consacre la solution affirmative en se basant sur ce que la loi ne fait aucune distinction entre ces deux compensations ; l'une aussi bien que l'autre constitue une exception personnelle qui, aux termes de l'art. 1208 C. civ., ne peut être invoquée que par celui duquel elle s'est produite. Dans l'hypothèse de cautions solidaires (3) la même question a fait naître un double système : dans un premier système, la caution solidaire est considérée comme un véritable codébiteur solidaire, ne prenant le caractère de caution que dans ses rapports avec le débiteur ; elle serait en conséquence, soumise à l'alinéa 3 de l'article 1294 et à ce titre, privée du droit d'invoquer

(1) Aubry et Rau, t. 4, § 298 ter ; Desjardins, *De la compensation et des demandes reconventionnelles*, n° 126 ; Jur. gén., V° Oblig. n° 1391 et 2690.

(2) Trib. civ. Nord (section de Lille) 12 décembre 1928 (D. H. 1929.108). On peut relever antérieurement à cet arrêt, en faveur de la prohibition absolue, Cass. de Belgique 13 juin 1872 (D. 74.2.128), en faveur de la prohibition relative, Paris, 8 juillet 1912 (Jur. Gén. V° Oblig. n° 1391).

(3) J. G. Supplément V° Oblig. n° 1155.

l'exception de compensation du chef du débiteur principal (1).

Dans un second système qui est le plus généralement admis, il faut n'avoir en vue que l'alinéa premier de l'article 1294, qui ne fait aucune distinction entre la caution et la caution solidaire : il aboutit donc à une solution contraire de celle du système précédent (2).

SECTION III. — MODES D'EXTINCTION DE L'OBLIGATION SOLIDAIRE

Nous avons rejeté à la fin de cette première partie l'étude des modes d'extinction de l'obligation solidaire entre le créancier et les débiteurs pour la raison primordiale qu'ils font intervenir tour à tour les deux idées fondamentales d'unité d'objet et de pluralité de liens. Ces modes d'extinction constituent également des exceptions communes nées par conséquent d'une cause postérieure à la naissance de l'obligation et pouvant être invoquées par les codébiteurs poursuivis malgré tout par un créancier se souciant fort peu de l'extinction de la dette. S'ils viennent à se produire, leur effet est général à un double point de vue : d'une part, ils atteignent la totalité de la dette, d'autre part, tous les codébiteurs en profitent avec celui qui les invoque. En principe, une exception commune naît de

(1) Cf. Marcadé, t. 4, art. 1294, n° 4; Lair, *De la compensation*, V° 253.

(2) Demolombe, t. 28, n° 557; Demante et Colmet de Santerre, t. 5, n° 246 bis IV; Aubry et Rau, t. 4, § 328 et 424; Lauernt, t. 18, n° 429; Huc, t. 8, n° 164; Desjardins, *De la compensation et des demandes reconventionnelles*, n° 126.

chaque fait juridique capable de produire l'extinction de l'obligation (1).

§ 1^{er}. — *Du paiement de la dette*

La première situation, la plus simple à envisager est celle de l'extinction normale de l'obligation, à savoir son paiement par le débiteur élu ou condamné à la suite des poursuites exercées par le créancier.

Le paiement effectué par un des débiteurs soit volontairement, soit à la suite d'un jugement obtenu par le créancier peut être invoqué par tous les autres ; il constitue une exception commune à tous les codébiteurs et que chacun a le droit d'invoquer pour tout ce qui a été versé au créancier (art. 1200, 1208, 1234 C. civ.) (2).

Si plusieurs codébiteurs effectuent le paiement, il y aurait paiement de l'indû contre le créancier, sauf pour un, qui aurait seulement recours contre ses codébiteurs pour ce qu'il a payé au-delà de sa part.

La consignation du montant de l'obligation par un codébiteur doit être regardée comme un paiement, soit qu'elle ait été consentie par le créancier lui-même pour des motifs personnels, soit qu'elle ait été déclarée valable par jugement passé en force de chose jugée. Il en est de même de la dation en paiement acceptée par le créancier(3).

Doit être réputé personnel à l'un des coobligés solidaires le moyen résultant de ce que la dette qui leur

(1) J. G. V^o Oblig. n^o 1390, supplément, n^o 556.

(2) Sur. gén. V^o Oblig. n^o 1389 ; Demolombe, t. 26, n^o 390 ; Laurent, t. 17, n^o 329 ; Hue, t. 7, n^o 324.

(3) Demolombe, loc. cit., n^o 391 ; Baudry-Lacantinerie et Barde, t. 2, n^o 1246.

est demandée ayant été éteinte par le paiement, c'était par suite d'un concert frauduleux entre ses coobligés et le créancier que la dette avait reçu une nouvelle vie par la reconnaissance ou l'adhésion de ceux-là (1). Lorsque de deux individus condamnés par défaut à payer solidairement une somme à titre de dommages-intérêts, l'un a sur sa seule opposition fait réduire la condamnation en ce qui le concerne, tandis que sur l'appel interjeté par l'autre, le jugement a été confirmé, ce dernier actionné en paiement de la totalité a pu être déclaré mal fondé à se prévaloir de la réduction prononcée au profit de son codébiteur (2). Du droit qui appartient au créancier de demander le paiement du total à chacun des codébiteurs, résulte pour chacun d'eux le droit corrélatif au créancier et de le contraindre au cas de refus à recevoir le paiement du total (3) de telle sorte que le créancier ne peut exiger la division de la dette alors même qu'il aurait intérêt à cette division (art. 1200 et 1204 C. civ.). Cela va de soi d'ailleurs puisque le paiement fait par une personne quelconque a pour effet d'éteindre la dette.

Mais cette règle ne fait pas obstacle à ce que le créancier reçoive un paiement partiel effectué par un tiers avec subrogation alors que au moment de ce paiement, aucun des débiteurs solidaires n'offrait le remboursement intégral

(1) Req. 29 novembre 1836, J. G. Oblig. 1417, 1426.

(2) Req. 30 janvier 1827, J. G. Oblig. 1415 cf. Tribunal civ. Seine 31 août 1871 (D. 72.3.70).

(3) Req. 15 mars 1827 (J. G. Oblig. n° 1389); Larombière, *Théorie et pratique des obligations*, t. 3, art. 1204, n° 4; Demolombe, t. 26, n° 318; Aubry et Rau, t. 4, § 298 ter. Comp., t. 17, n° 298; Planiol II, n° 749; Demolombe, *Traité des contrats*, t. 3, n° 318.

de la créance. Le créancier qui vient en ordre utile pour une dette solidaire n'est pas fondé à exiger malgré les débiteurs une collocation partielle de sa dette jusqu'à concurrence de la part du saisi afin d'être colloqué dans le même ordre pour une créance postérieure (1).

De même, il ne peut pas exiger la division de la dette entre les codébiteurs quand le paiement intégral lui est offert pour un des débiteurs. Mais cette règle ne fait pas obstacle à ce que le créancier reçoive un paiement partiel effectué par un tiers avec subrogation alors qu'au moment de ce paiement, aucun des débiteurs solidaires n'offrait le remboursement intégral de la créance.

§ 2. — *Autres modes d'extinction de la dette solidaire*

Si d'après l'article 1200 C. civ. qui pose la règle de l'unité de l'obligation solidaire, le paiement fait par un seul des débiteurs libère tous les autres, cette règle s'applique en principe à tous les faits juridiques capables de produire l'extinction de l'obligation. Ce n'est pas seulement le paiement réel qui libère les débiteurs solidaires : cette expression est trop restrictive, il est plus juste de dire avec Pothier que l'extinction de l'obligation à l'égard de l'un des codébiteurs libère les autres. Il en va ainsi pour la remise de dette et la novation notamment (art. 1280, 1281, 1285 C. civ.) (2).

A. — La remise de dette produit un effet libératoire complet : elle éteint la dette avec tous ses accessoires. On a examiné plus haut les effets d'une remise personnelle de dette à un seul des codébiteurs. Cette remise peut être aussi

(1) Baudry-Lacantinerie et Barde, t. 2, n° 1209.

(2) Jur. gén., Supplément Dalloz V° Oblig., nos 556 à 572.

réelle ou générale faite par le créancier à l'ensemble de ses codébiteurs. Il ne faut pas confondre ici la remise de dette et la renonciation à la solidarité, dernier cas que le Code civil n'a pas prévu, mais il ne saurait exister aucun doute sur la légalité et les effets d'une telle renonciation : la dette se divise alors entre tous les débiteurs comme si la solidarité n'avait jamais été stipulée et l'obligation devient simplement conjointe ; la renonciation absolue est toutefois assez rare dans la pratique (1).

En ce qui concerne la remise de dette, le créancier peut leur réclamer en contrepartie un certain avantage, mais il peut aussi l'accorder gratuitement. Dans ce dernier cas, il s'agit d'une véritable donation soumise à toutes les règles de fond des donations (2). Un arrêt de la cour de Pau du 17 juin 1889 vient confirmer ce point de vue (3). La donation du montant de sa créance faite par un créancier à un des codébiteurs solidaires *sans réserve aucune* équivaut à une remise de dette et entraîne la libération des autres codébiteurs ainsi que l'extinction des hypothèques garantissant la créance. En l'espèce, il s'agissait de la donation du montant de la créance faite à la femme mariée codébitrice avec son mari : le mari devait donc en profiter. Néanmoins l'arrêt semble invoquer à la fois la remise de dette et la confusion ; on a vu que la confusion suppose la réunion dans une même personne des qualités incompatibles de créancier et de débiteur dans la même obligation par suite d'événements accidentels, de circonstances que les parties n'ont pas fait naître uniquement pour amener

(1) Bordeaux, 15 mai 1893 (D. 95.2.60).

(2) Planiol, III, n° 2304.

(3) Pau, 17 juin 1889 (Larony) (D. 90.2.21).

l'extinction de cette obligation. Quand les parties ont cherché à éteindre directement l'obligation, il ne peut être question de confusion, le créancier a fait une remise de dette. Par conséquent, les effets de la confusion et de la remise de dette ne sont pas équivalents au point de vue de la libération du codébiteur au cas de confusion, le tiers ne serait pas libéré en vertu de l'article 1301, 1^o et les accessoires de la créance ne seraient pas devenus caducs (comp. art. 2135, 2^o, § 2 et 3). Pour échapper à la conséquence de la remise de dette et restreindre au seul débiteur avec lequel il traite le bénéfice de la remise (1), le créancier doit faire la réserve expresse de son droit au moment où il les abandonne ou les transforme dans l'intérêt d'un seul : les juges ont à ce sujet un pouvoir souverain d'appréciation.

Dans un arrêt de la Cour de Colmar en date du 21 juin 1932 (2) il a été décidé que le créancier qui, en faisant remise de sa dette à l'un des codébiteurs, a expressément réservé ses droits contre les autres, peut agir contre ceux-ci sous déduction faite de la part de celui à qui la remise a été faite. Le versement par l'un des codébiteurs du tiers de la somme due et la remise vis-à-vis de lui autorise seulement l'autre codébiteur à déduire la somme effectivement versée et de la somme remise, la part de son codébiteur, ce n'est que lorsque la remise dépasse le montant de cette part qu'elle profite aux autres.

(1) Il en serait de même pour la novation, cf. infra B.

(2) *Gazette du Palais*, 32.2.640 cf. Req. 17 mars 1902 (D. 1902. 541); Tribunal civil de la Seine, 4 avril 1900 (*Gaz. Pal.* 1900.1.802); Req. 26 novembre 1907 (*Gaz. Pal.* 1907.2.645); Req. 21 février 1928 (*Gaz. Pal.* 28.1.785).

En conséquence il y a lieu de rechercher quelle est la part de chaque codébiteur : la part de chacun ne peut être déterminée que dans les relations des codébiteurs entre eux, parce que vis-à-vis du créancier la dette n'est divisée qu'à partir du moment où il a transigé avec un des débiteurs sous réserve de ses droits contre les autres. Quant à la nature du fait libératoire opéré par la remise de dette, cette question doctrinale vise uniquement les rapports du débiteur et du créancier (1). L'utilité de cette question apparaît lorsque, dans le cas où le débiteur qui justifie de sa libération par la possession du titre remis prétend néanmoins exercer son recours contre ses codébiteurs, c'est à lui qu'incombe de prouver qu'il y a réellement paiement. En effet, il y a présomption de remise réelle et par conséquent de libération du débiteur, mais cela ne précise en rien la nature du mode d'extinction de la dette (2) : c'est ce qui ressort des articles 1282 et 1283 C. civ. sans qu'ils précisent davantage le mode d'extinction. Il faut donc avoir recours aux principes généraux : il y a un fait pur et simple, la remise volontaire du titre mais cette présomption est relative et admet la preuve contraire (3). La réserve

(1) Planiol II n° 614 ; art. 1282 C. civ. ann. D. n° 126 et 181 Jur. gén. Supplément V° Oblig. n° 1104 ; Demolombe, t. 28, n° 439 ; Demante et Colinet de Santerre, t. 5, n° 233 bis, VI ; Aubry et Rau, t. 4, § 323.

(2) Demolombe, t. 28, n° 458 ; Laurent, t. 18, n° 368. Voir les deux opinions doctrinales au cas où l'obligation serait indivisible ; Larombière, t. 5, art. 1285, n° 18 et Demolombe, t. 28, n° 460. Comparer en droit commercial, art. 545 C. comm. et art. 1285 C. civ. annoté n° 8 à 10. Civ. 12 nov. 1867 (D. 67.1.487).

(3) Planiol II, n° 615.

des droits du créancier contre les codébiteurs autres que celui auquel le créancier a fait remise du titre de la dette doit être expresse (1) en ce sens que l'intention du créancier doit être manifestée d'une façon non équivoque sans que pour cela la loi exige de termes sacramentels ; sinon la décharge du créancier serait interprétée comme valant libération pour tous (2). Si le créancier a fait des réserves dans la remise, il ne peut répéter contre les autres codébiteurs que sous déduction de la part de celui qui bénéficie de la remise et de sa part dans les insolvabilités : on a déjà précédemment examiné cette question à propos de la remise partielle de dette. Mais s'agit-il de la part virile ou réelle pour opérer cette déduction ? Cette question divisait autrefois la doctrine. Pour les uns, c'était la part virile si le créancier ignorait la position respective des débiteurs, et la part réelle dans le cas contraire, à moins que dans cette seconde hypothèse, la réserve des droits du créancier, entendue de la part réelle, n'ait plus en aucun sens, si le créancier fait remise de sa part au débiteur qui était en réalité seul, n'ayant jamais eu que des cautions pour garantir la dette : il s'agissait alors de la part virile (3).

Pour les autres c'était la part réelle inférieure à la part virile seulement lorsque le créancier avait ignoré la véritable part réelle ; au surplus il y avait là une question d'intention de sa part et résolue d'après les circonstances de fait (4).

(1) Jur. gén. V^o Oblig. n^o 2600 Supplément V^o Oblig. n^o 1102.

(2) Planiol II, n^o 749, 4^o. Comp. Saleilles, Théorie de l'obligation n^{os} 124 et s.

(3) Demolombe, t. 2, p. 573 ; Larombière, t. 4, art. 1285, n^o 16 ; Toullier, t. 7, n^o 329.

(4) Marcadé, art. 1285, n^o 3. Cf. sur le recours du débiteur béné-

Le legs de libération fait à l'un ou plusieurs des codébiteurs éteint la dette à l'égard de tous à moins que le testateur n'ait manifesté une volonté contraire : il y a lieu d'appliquer les mêmes règles que précédemment (1). Quand la remise a lieu à titre de payement, les coobligés qui ne profiteraient pas de la remise ou n'en profiteraient que pour partie, peuvent se prévaloir des faits constituant la remise comme formant une présomption de payement, et par suite opérant extinction de la dette : il y a remise tacite. L'article 1284 C. civ. fait spécialement application de la règle de l'article 1285 au cas où le titre de la créance est volontairement remis par le créancier à l'un des codébiteurs : en se démunissant de son titre original sous seing privé ou de la grosse du titre authentique, le créancier a manifesté l'intention de ne plus exercer d'action contre aucun des coobligés. Il en serait de même si l'obligation était indivisible (2).

B. — Le créancier peut encore consentir une novation sous la condition que les autres codébiteurs s'engageraient à nouveau vis-à-vis de lui, en stipulant à nouveau la solidarité. D'autre part, un codébiteur solidaire peut libérer tous les

ficiant de la remise contre ses codébiteurs comme s'il eût payé la dette ; Jur. gén. Oblig. n° 2605, art. 1282 C. civ. annoté, n° 13 et s. et art. 1285 C. civ. ann., n° 27 à 29.

(1) Art. 1023 C. civ. annoté n° 21 et 22 ; Merlin Rép. V° Option en matière de legs, n° 2 ; Toullier, t. 5, n° 528 ; Troplong, *Des donations et testaments*, t. 4, n° 1963 ; Demolombe, t. 21, n° 1733 ; Aubry et Rau, t. 7, § 722 ; Aix, 18 avril 1833 (J. G. V° Disposition entre vifs, n° 3917).

(2) Larombière, t. 5, art. 1285, n° 1 et 2 ; Demolombe, t. 28, n° 412 ; Aubry et Rau, t. 4, § 323 ; Laurent, t. 18, n° 375 et s. ; Huc, t. 8, n° 318.

autres en s'obligeant seul à leur place envers le créancier (art. 1281, al. 1^{er} C. civ.). Les codébiteurs libérés par la novation ne sont pas soumis à la nouvelle obligation, à moins qu'ils ne consentent à partager la nouvelle condition de leur codébiteur, ou que le créancier n'exige leur adhésion à la nouvelle dette, car la solidarité ne passe pas de plein droit de la créance novée à la créance nouvelle. C'est au débiteur qui a fait novation à réclamer contre chacun des autres leur part dans l'ancienne dette acquittée (1). L'article 1231 C. civ. selon lequel la peine peut être modifiée par le juge lorsque l'obligation principale a été exécutée en partie, est applicable à l'hypothèse où intervient une novation entre créancier et un codébiteur solidaire et quand il s'agit de savoir si cette convention a eu pour effet de libérer tous les codébiteurs : en principe, il suffit que la novation s'induisse clairement des termes de l'acte et des circonstances de la cause (art. 1271 et 1273 C. civ.) (2). La clause d'un titre nouveau portant réserve expresse au profit du créancier des accessoires du titre primitif doit être considérée comme une clause de style non avenue en ce qui touche la novation si elle se trouve en contradiction avec les autres dispositions de l'acte qui révèlent chez les parties l'intention de nover par substitution d'un débiteur unique

(1) Jur. gén. V^o Oblig. n^o 2389 Supplément *codem* V^o n^o 1049; Larombière, t. 5, art. 1281, n^o 1; Demolombe, t. 28, n^{os} 337 et 364; Demante et Colmet de Santerre, t. 5, n^o 229 bis I; Laurent, t. 18, n^o 326; Huc, t. 8, n^o 125; Planiol II, n^o 550 et 749.

(2) Cf. art. 1273 C. civ. annoté n^{os} 4 à 8. Jur. gén. V^o Oblig. n^o 2392, Supplément *codem* V^o n^o 964, 1041 et 1049; Nancy 23 juillet 1895 (D. 96.2.182). Aucun mode de preuve n'est d'ailleurs exclu en la matière; Angers, 29 juillet 1868 (D. 69.2.8).

aux divers héritiers du débiteur tenus en vertu de l'acte primitif.

Dans le cas où le créancier a exigé l'accession des codébiteurs à la nouvelle dette (art. 1281, al. 3) (1), cette accession est une condition de la novation de telle sorte que si elle n'a pas lieu, l'ancienne créance subsiste par suite du refus des codébiteurs ; dans le cas contraire, les codébiteurs sont obligés à la nouvelle dette comme ils l'étaient à l'ancienne. L'accession peut être une condition suspensive ou résolutoire (2) en sorte que le créancier peut exiger le paiement de l'ancienne obligation tant que tous les débiteurs qui l'avaient contracté n'ont pas déclaré accéder à la nouvelle à moins que les termes du deuxième contrat n'aient fixé un délai pour cette accession auquel cas l'exécution de la première obligation devrait être suspendue jusqu'à ce que le délai fût écoulé, la réserve devant alors avoir l'effet plutôt d'une condition résolutoire que d'une condition suspensive. Ainsi la novation par son objet même peut n'être pas un mode d'extinction de l'obligation, en ce sens qu'elle ne libère pas définitivement les codébiteurs.

Si la novation qui a été subordonnée à la condition que le créancier serait intégralement payé n'a pas lieu par la défaillance de la condition, la dette primitive revit avec tous ses accessoires. Mais d'autre part, l'accession des codébiteurs ne fait pas passer nécessairement à la nouvelle créance les sûretés attachées à l'ancienne. Qui dit créance nouvelle dit créance qui ne tire ses caractères que d'elle-même

(1) Jur. gén. Supp. V^o Oblig. n^o 1049 ; Larombière, 15 art. 1281, n^{os} 3 et s. ; Demolombe, t. 28, n^o 365 ; Aubry et Rau, t. 4, § 324 ; Laurent, t. 18, n^o 327 ; Huc, t. 8, n^o 25.

(2) Jur. gén. V^o Oblig. n^o 2519.

et qui n'emprunte implicitement aucun des caractères de la créance éteinte.

D'après l'article 1280 C. civ. les privilèges et hypothèques ne peuvent être réservés par le créancier que sur les biens du codébiteur qui contracte la nouvelle dette. Bien qu'elle soit critiquable, cette disposition n'en est pas moins formelle et ne trouve qu'un palliatif dans le droit du créancier d'exiger l'accession de tous les codébiteurs et de leurs cautions soit réelles, soit personnelles (1). Savoir si le seul fait de l'accession des codébiteurs tenus primitivement solidairement rétablit entre eux le lien solidaire est une question d'intention et d'interprétation de la volonté (2). Cependant comme la solidarité ne se présume pas et que les anciens codébiteurs s'obligent accessoirement à une dette nouvelle, il convient d'en faire l'objet d'une stipulation nouvelle et expresse (3) car la novation ne se présume point non plus. Exiger l'adhésion des personnes, ce n'est pas exiger le maintien des sûretés. Si toutefois le créancier avait déjà réservé l'hypothèque constituée par le débiteur avec qui il aurait traité, il semblerait probable qu'en exigeant l'adhésion des autres débiteurs, il aurait eu en vue une

(1) Jur. gén. Supp. V^o Oblig. n^o 1049 ; Jur. gén. V^o Oblig. n^o 2518 ; Aubry et Rau, t. 4, § 324 ; Colmet de Santerre, t. 5, n^o 228 bis II et III ; Demolombe, t. 5, n^o 359.

(2) Jur. gén. V^o Oblig. n^o 1392 supplément n^o 1050. Comp. art. 1175 C. civ. et Rodière, p. 58 : quand le créancier qui n'ave exige l'adhésion des autres codébiteurs, il est censé réserver leur adhésion solidaire.

(3) Civ. 23 août 1871, veuve Poulain (D. 71.1.323) ; Rodière, n^o 66 ; Demolombe, t. 28, n^o 366 ; Jur. gén. V^o Oblig., n^{os} 2500 et s. ; Besançon, 20 janvier 1863 (D. 63.2.83).

adhésion de même nature. Le créancier ne peut réserver les hypothèques vis-à-vis des débiteurs qu'il libère (art. 1280). — Cette disposition de la loi n'est pas du reste aisée à justifier. Comme il est certain en effet qu'une personne peut très bien conférer un gage ou une hypothèque sans s'obliger personnellement, on ne voit pas trop pourquoi le créancier ne peut pas, — quand l'hypothèque concourt avec l'obligation personnelle d'une caution ou d'un codébiteur solidaire, — remettre celle-ci et retenir celle-là. (1).

Cette accession ne produit à leur égard qu'une obligation personnelle ; elle ne transmet à la nouvelle créance les sûretés attachées à l'ancienne et reposant sur leurs propres biens, que si le créancier a expressément réservé ces sûretés (cf. art. 1278 et 1280).

S'il s'agit d'une caution solidaire, il y a lieu de faire les mêmes remarques, et d'appliquer les mêmes principes (2). Le créancier ne pourrait pas se réserver dans l'acte de novation les droits résultant du cautionnement, mais seulement l'accession de la caution à la nouvelle obligation. Quant à l'effet de cette novation, d'après l'opinion générale doctrinale et jurisprudentielle, elle n'éteint ni la dette principale, ni les dettes accessoires, ni même l'obligation des cautions solidaires de celle dont la dette ancienne est novée ; l'intention des parties n'est en général dans ce cas que de décharger la caution de l'obligation pesant sur elle

(1) Toullier, t. 7, n° 313 ; Duranton, t. 12, n° 305, p. 60 ; Aubry et Rau sur Zachariae, t. 2, p. 397, n° 43.

(2) Planiol II, n° 2373 ; Req. 10 mai 1858 (D. 58.1.284) ; Jur. gén. V° Oblig. n° 2508.

à raison du cautionnement (1) même s'il a solidarité entre la caution et le débiteur principal (2).

La règle d'après laquelle la novation faite entre le créancier et l'un des débiteurs solidaires libère les autres codébiteurs ne peut être étendue à la novation opérée à l'égard d'une caution. Cette novation laisse dans les liens de l'obligation le débiteur principal et les autres cautions même solidaires. Le créancier non intégralement payé par la caution qu'il a consenti à substituer à l'une des cautions originaires conserve son droit de créance contre celles des cautions à l'égard desquelles il n'a pas fait novation et contre le débiteur principal (3).

D'après une opinion doctrinale isolée, la novation doit être considérée comme un paiement et faite avec la caution, elle doit avoir un effet extinctif absolu, identique à l'effet d'un paiement réalisé par un débiteur accessoire (4). Il en est ainsi d'ailleurs si l'intention des parties a été de décharger le débiteur principal et les autres cautions, la novation opérée entre le créancier et la caution.

C. — Enfin la prestation de serment de l'un des codébiteurs auquel il a été déféré, profite aux autres codébiteurs (5). Cette solution est traditionnelle et Pothier l'explique

(1) Demolombe, t. 28 Supplément 1052, nos 339 et 341; Laurent, t. 18, n° 525.

(2) Civ. 18 juillet 1866 De Colleville (D. 66.1.325); Jur. gén. V° cautionnement nos 360 et s. V° Oblig. n° 2508.

(3) Cf. Trib. civ. Lyon, 4 déc. 1889; J.G. supplém. Oblig. n° 52, 2°).

(4) Demante et Colmet de Santerre, t. 5, n° 229 bis III.

(5) Art. 1365 C. civ. Jur. gén. V° Oblig., n° 5271 Supplément n° 2196; Planiol II, n° 749.

en assimilant à l'instar du droit romain le serment au paiement (1).

En prêtant le serment qu'on lui demande sur la non existence de l'obligation, le débiteur éteint toute action du créancier. Mais pour cela, il faut (art. 1365, dernier alinéa) qu'il ait été déféré sur la dette et non sur la solidarité, ce qui ressort pratiquement des termes du serment. En cas de doute, la remise étant présumée faite au profit de tous, la délation de serment sera également présumée faite au profit de tous, c'est-à-dire sur la dette.

La loi ne dit rien du cas où le serment a été refusé par le codébiteur solidaire (2). La question doit donc être résolue conformément aux principes généraux du droit et par analogie des dispositions de l'art. 1365.

Le refus du débiteur solidaire ne peut préjudicier en rien aux autres codébiteurs dont les droits sont saufs et entiers (3). Donc tandis que le serment prêté par un codébiteur solidaire nuit au créancier pour la totalité de la dette, le serment refusé ne lui profite que pour partie.

L'art. 1365 ne prévoit pas non plus le cas où le serment décisoire est déféré au créancier par l'un des codébiteurs solidaires. Il ne peut pas préjudicier aux codébiteurs (4).

(1) Pothier, *Oblig.* n° 918.

(2) *Jur. gén.* V° *Oblig.* 5272; *Suppl.* 2198.

(3) Demolombe, t. 30, n° 684; Demante et Colmet de Santerre, t. 5, n° 341 bis VI.

(4) *Jur. gén.* *Oblig.* 5273 *suppl.* 2200; Demante et Colmet de Santerre, *loc. cit.* IX.

DEUXIÈME PARTIE

Des effets dits secondaires de la solidarité passive

CHAPITRE PREMIER

Exposé et valeur doctrinale actuelle de la théorie de la représentation mutuelle des codébiteurs et de la distinction de la solidarité parfaite et imparfaite

L'objet du présent chapitre est de ne donner qu'un tableau d'ensemble de la théorie construite tant par la doctrine que par la jurisprudence pour essayer d'expliquer lo-

(1) Cf. J. G. V^o Oblig. n^o 1387; Suppl. eod. V^o n^o 547. En ce sens: Larombière, t. 3, art. 1200, n^o 4 et art. 1205, n^o 1; Demante et Colmet de Santerre, t. 5, n^o 139 bis I; Aubry et Rau, t. 4, § 278 ter; Planiol II, n^{os} 750 et s.; Baudry-Lacantinerie et Barde, t. 2, n^o 1213. Comp. Huc., t. 7, n^o 318. C. civ. ann. Dalloz, art. 1200; Toullier, n^o 634; Duranton XI, n^o 17; Bugnet, Œuvres de Pothier, II, p. 127, note 1; Pilon, *Essai d'une théorie générale de la représentation dans les obligations*, thèse Caen 1897; Duchon, *De la représentation dans la solidarité*, Paris 1907; Oudinot, *De la représentation imparfaite en droit français*, 1907; Popesco Ramniceano, *De la représentation dans les actes juridiques*, thèse Paris 1927.

giquement les effets secondaires de la solidarité passive dans les rapports du créancier et du débiteur. On se propose de revenir au cours du chapitre suivant consacré aux applications de la théorie avec plus de détails sur divers points qui ont paru les plus importants, parce qu'ayant suscité le plus grand nombre de décisions judiciaires.

A côté des effets principaux produits par la solidarité dans les rapports du créancier et du débiteur, la loi consacre aussi des effets dits secondaires, qu'en théorie, l'idée fondamentale d'unité d'objet et de pluralité de liens se révèle impuissante à expliquer.

Ces effets sont décrits par les articles 1205, 1206, 1207 du Code civil inspirés directement des règles déjà consacrées par notre ancien droit. Avant d'étudier ces effets en eux-mêmes, on préférera sans doute savoir à quelle idée théorique la doctrine et la jurisprudence les ont rattachés et apprécier ainsi la valeur de cette construction juridique, qui n'a à la vérité pris corps que grâce à une coordination logique de ces effets. Cette idée est celle d'une représentation réciproque entre codébiteurs qui fait que l'acte accompli par ou contre l'un est réputé fait par ou contre les autres, à l'égard desquels il produit effet comme s'il était fait par eux : autrement dit, les codébiteurs solidaires sont les « mandataires » les uns des autres. S'il semble à première vue que les conséquences de ce « mandat » n'intéressent que les rapports de ces codébiteurs entre eux, on peut dire aussi que ce « mandat » est contracté dans l'intérêt du créancier, n'ayant d'autre fondement que l'engagement des codébiteurs envers le créancier : c'est à ce titre qu'on doit l'examiner dans la présente étude.

La notion de représentation dans les actes juridiques instituée pour des besoins répondant à la pratique des rap-

ports sociaux constitue une des plus profondes différences entre le droit moderne et le droit romain, qui a pourtant contribué à son élaboration (1). En principe général aujourd'hui, et pour des raisons d'utilité pratique incontestables, il est permis de se faire représenter dans un acte juridique par une autre personne appelée mandataire. Mais ce qu'il y a de curieux, c'est que le mandat romain a fonctionné primitivement sans qu'on ait eu recours à cette idée de représentation, et il reste de cet état de choses deux vestiges encore très vivants, d'une part, la commission en droit commercial, d'autre part, la convention de prête-nom en droit civil. Tout ceci pour démontrer qu'il est préférable au cours de ce chapitre d'employer le terme représentation plutôt que celui de mandat afin d'éviter toute confusion, car s'il peut y avoir mandat sans représentation, il peut y avoir représentation sans mandat.

Il est nécessaire d'examiner brièvement l'évolution historique du mécanisme de la représentation. En droit romain, cette représentation a commencé par être imparfaite, c'est-à-dire qu'un acte passé par une personne par exemple un *alieni juris*, à la place d'une autre produisait ses effets juridiques dans la personne de son auteur, à savoir l'*alieni juris*, sans que l'autre ait à en éprouver quoi que ce soit, parce qu'elle était restée étrangère à l'opération : en droit

(1) Planiol, I, n° 300 et s.; II, n° 2231; Capitant, I, p. 88; II, p. 704; R. Demogue, *Traité des obligations*, I, p. 173 et s.; Seiler, *L'autorité de la chose jugée en matière de solidarité passive*, thèse Paris 1933, pages 36 à 45; Paris, 16 avril 1630 (Bardet, *Recueil du Parlement de Paris*, t. 1, p. 322); Fenet, t. 13, p. 330; Loaré, t. 12, p. 564; Charmont, *Revue critique de législation et de jurisprudence* 1894, p. 58, note; Géný, *op. cit.*, t. 1, n° 74; Planiol, t. 7, n° 1083 et s.

romain, les droits de famille reposaient en grande partie sur ce principe. Il fallait alors une seconde opération pour faire passer les effets produits par l'acte à la véritable personne intéressée, par un mécanisme compliqué d'actions. Il convient donc seulement de retenir que la représentation imparfaite s'analyse en deux opérations successives.

Le progrès réalisé par le droit romain lui-même consista à réduire à une opération unique le mécanisme de la représentation : cette réduction ne s'est faite d'ailleurs qu'au cours des siècles. Tout d'abord, en sous-entendant la deuxième opération de transfert, jugée désormais inutile, les Romains arrivèrent à admettre que l'acte primitif accompli par par l'*alieni juris* suffisait pour qu'une action soit ouverte directement soit à l'intéressé contre les tiers, soit aux tiers contre l'intéressé. Mais cette action ne fut longtemps considérée que comme une *action utile* ne découlant pas des principes de droit, tandis que la véritable action directe née de l'acte continuait à prendre sa source dans la personne de l'intermédiaire. Cependant, cette dernière en fait était paralysée par des exceptions basées justement sur des raisons de bonne foi, si bien que seule l'action utile pouvait être exercée.

Puis la suppression de l'action de l'intermédiaire acheva l'évolution de sorte que tout l'effet de l'acte accompli par une personne pour le compte d'une autre ne se réalisa plus dorénavant qu'en la personne du véritable intéressé : il y eut alors représentation par une *extranea persona*.

Donc aujourd'hui le terme représentation est technique pour exprimer le résultat de l'intervention d'une personne étrangère dans un acte juridique en la personne du véritable intéressé à cet acte passé par elle. Telle est la conception moderne de la représentation juridique.

Ces principes rappelés, on comprendra plus aisément l'idée doctrinale d'après laquelle les codébiteurs solidaires, devant un même objet au créancier, et bien qu'unis à lui par une pluralité de liens, semblent s'être donné mandat réciproque de se représenter dans leurs rapports avec le créancier pour tous les actes qui ont pour objet soit d'éteindre, soit de conserver la dette, sans que cette représentation s'étende aux faits ou actes qui auraient pour résultat soit de créer à la charge des débiteurs, des obligations nouvelles, soit de rendre pire sous un rapport quelconque leur condition telle qu'elle résulte du titre constitutif d'engagement conclu avec le créancier (1).

La représentation produit les mêmes effets que produirait un mandat tacite, mais ce n'est pas à dire qu'un mandat ait été réellement contracté (2). Il s'ensuit que la théorie de la représentation délimite les obligations du débiteur envers le créancier, et c'est dans cette mesure qu'elle nous intéresse : si elle renforce la garantie que la dette solidaire procure au créancier, elle entraîne également une diminu-

(1) Aubry et Rau, t. 4, § 298 ter, note 30; Larombière, t. 3, art. 1205, n° 1; Demante et Colmet de Santerre, t. 5, n° 139 bis I. Cf. Agen, 28 octobre 1891 (D. 93.2.540) : chacun des débiteurs solidaires est réputé mandant et mandataire de ses coobligés dans la limite de la dette à la seule condition de ne pas rendre leur condition pire; cf. infra le commentaire qu'on donnera sur les art. 1205 et 1207 C. civ. La règle énoncée par ces textes pour des cas spéciaux doit être généralisée sans la moindre hésitation. Cf. Civ. 9 mai 1916 (D. 21.1.24) : les effets de la représentation sont fixés essentiellement par l'engagement contracté et seulement dans cette mesure.

(2) Paris, 15 Juillet 1927 (*Gaz. Pal.* 27.2.678).

tion de frais profitant aux codébiteurs eux-mêmes. Par conséquent, l'idée juridique répond aux besoins de la pratique. Cependant, il convient d'examiner d'une manière plus approfondie les conclusions théoriques auxquelles fait aboutir cette idée de représentation imparfaite entre les codébiteurs ; idée bien française. En droit romain, on ne peut trouver trace que d'une certaine communauté d'intérêts entre les codébiteurs solidaires ; mais cette constatation ne peut servir à expliquer l'origine de cette idée doctrinale de représentation, car d'une part la communauté d'intérêts reposait sur la nature des relations des codébiteurs avant l'obligation contractée par eux et non sur la solidarité elle-même, d'autre part et surtout cette communauté ne produisait d'effets que dans les rapports des débiteurs entre eux, tandis que la représentation mutuelle des codébiteurs produit aujourd'hui, comme on l'a fait remarquer, ses effets dans leurs rapports avec le créancier.

Il fallait donc bien néanmoins donner une explication logique des effets de la solidarité qui la différencient de la simple obligation indivisible, l'idée d'unité d'objet étant trop étroite pour les expliquer tous (1). Quelques auteurs anciens avaient trouvé commode de supposer qu'il existe entre les codébiteurs un mandat tacite particulier grâce auquel ils se représentent les uns les autres (2). Cette idée

(1) Dumoulin, *Extricatio labyrinthi dividui et individui* 3^e partie, n^o 156 ; Pothier, *Obligations* n^o 270 et s.

(2) Renusson, *Traité de la subrogation*, chap. VII, n^{os} 27, 29 et 31 ; Chabrol, *sur l'art 218 de la Coutume d'Auvergne* ; Auroux des Pommiers, *Coutume de Bourbonnais*, t. III, n^o 10 et s. (éd. de 1870) ; Dunod, *Des prescriptions*, 1^{re} partie, chapitre IX (édition de 1753 ; Henrys, livre 4, question 154, t. 2, p. 852.

fut reprise et développée successivement dans les travaux préparatoires du Code civil (1) et par les auteurs modernes. Mais rien n'est plus faux que d'affirmer que l'idée de représentation imparfaite était déjà exposée dans Dumoulin et dans Pothier (2).

A la fin du XVII^e siècle, Renusson constatait que tous les coobligés sont considérés comme mandataires respectivement les uns des autres et que l'un des coobligés solidaires représente tous les autres. Chabrol de son côté disait que les héritiers du débiteur comme des coobligés sont censés mandataires les uns des autres. Apparue pour la première fois d'une manière systématique chez Toullier (3), l'idée de représentation, bien que quelquefois formulée différemment par d'autres auteurs, aujourd'hui domine toute la théorie des effets secondaires de la solidarité, à tel point que depuis 1873 elle a été consacrée en termes très formels par la jurisprudence, malgré les formules contradictoires employées par les arrêts (4). On doit citer ici un arrêt tout à fait caractéristique de la Cour de Cassation en date du 16 décembre 1891 (Delannoyet Cordier) (5) ayant

(1) Fenet, t. 13, p. 330.

(2) Pilon, § 175 et 176.

(3) Toullier, t. 10, n^o 202; Merlin V^o Chose jugée 18, 1 et 2 (édition de 1827, t. 2, p. 274 et s.); Chauveau sur Carré, Question 1565 (édition de 1843, t. 3, p. 614); Colmet de Santerre, *Cours analytique de droit civil*, t. 5, n^{os} 132 bis, 134 bis et 139 bis; Larombière, art. 1200, n^o 4.

(4) Pilon, *op. cit.*, § 178 et 179.

(5) D. 92.1.177 (note Cohendy et Sirey 93.1.81 note Tixier. Comp. Gény, *Méthode d'interprétation*, p. 149. Cf. infra Chap. II, Section III

contribué pour une grande part à affirmer et affermir les bases de la théorie tout en ne tranchant qu'un point spécial. L'idée de représentation imparfaite une fois introduite dans la théorie de la solidarité a amené la jurisprudence par une déduction logique à lui faire produire certains effets non prévus par le Code, comme on le verra au cours du chapitre suivant.

Toutefois, au nom de cette même logique, on peut se demander si en présence du peu de cohésion des résultats obtenus, l'idée de représentation imparfaite n'est pas pour le moins artificielle. Néanmoins, il faut bien reconnaître, dit M. Capitant (1), qu'elle cadre bien avec le caractère spécifique de la dette solidaire et qu'elle est tout à fait conforme à la volonté des parties, dans tous les cas de solidarité conventionnelle, et même dans nombre de cas de solidarité légale, car cette solidarité n'est à proprement parler qu'une présomption des volontés des parties de se donner un pouvoir mutuel de représentation.

Certains auteurs ont prétendu rejeter cette idée apparue après coup pour expliquer des dispositions de la loi positive qui n'étaient pas en complète harmonie avec les principes généraux, en disant que c'était là une imagination des interprètes dénuée de tout fondement (2) et contraire à la réalité, parce que dans certains cas des codébiteurs solidaires pouvaient très bien ne s'être même pas connus (3).

Critiquer l'idée de représentation imparfaite ne veut pas dire cependant qu'il faille la supprimer complètement.

(1. Capitant, II, p. 188.

(2) Huc, t. VII, n° 318.

(3) Planiol, II, n° 753 : ceci était vrai surtout pour les colocataires d'un immeuble solidairement responsables autrefois de l'incendie.

M. Planiol dit très bien que l'explication théorique d'une institution peut apparaître après coup quand l'œuvre est construite ; demeurée qu'elle était jusque-là à l'état latent : c'est la certaine harmonie apparue dans l'édifice achevé qui lui a donné son essor et sa valeur doctrinale. D'autre part, les principes qu'on a rappelés au début de ce chapitre permettent d'écarter toute idée de mandat même tacite, et on peut très bien soutenir que les codébiteurs sont constitués d'office par la loi représentants les uns des autres, la représentation pouvant exister en dehors de tout contrat, contrairement à ce que semble dire l'article 1984 C. civ. sur le mandat : autrement dit, ce n'est pas le mandat qui crée la représentation ; par le seul fait que l'obligation est solidaire, chacun des débiteurs représente les autres dans l'intérêt du créancier. Même l'article 424 du Code civil allemand qui semble en contradiction formelle avec le système de la représentation mutuelle des codébiteurs, n'est vraiment applicable qu'aux cas de solidarité légale, mais rien n'empêche les codébiteurs allemands de se donner par convention un pouvoir mutuel de représentation réciproque qui produirait les effets du système français. A l'inverse rien n'empêche les codébiteurs français de restreindre ces mêmes effets (1).

Affirmer l'existence de cette représentation peut donc se soutenir juridiquement, mais cela ne suffit pas, il faut

(1) Planiol, II, n° 762. Comp. Saleilles, n°s 117 à 1215) et Hillecourt, thèse Bordeaux 1911. Le code suisse des obligations ne tranche aucune de ces questions ; il se contente de décider dans son article 145 que sauf stipulation contraire, l'un des codébiteurs ne peut aggraver par son fait personnel la position des autres (Capitant, II, p. 190, note 1). Pour les législations étrangères, cf. Seiler, thèse précitée.

encore préciser quelle est l'étendue de ce pouvoir de représentation et c'est là le point faible de la théorie, comme le remarque M. Capitant (1).

Car c'est bien là la cause de toutes les discussions insolubles qui ont divisé les auteurs sur la question.

Comment la doctrine s'est-elle arrangée pour délimiter ce pouvoir de représentation ? Elle n'a guère été embarrassée, constate M. Planiol, qui est pourtant partisan de la théorie de la représentation mutuelle.

La doctrine n'a même pas eu la peine de rechercher la formule imaginée par Dumoulin au XVI^e siècle, puisque Pothier l'avait déjà reproduite dans son traité des obligations. Cette formule consiste à dire que les débiteurs sont « constitués représentants les uns des autres » « *ad conservandam vel perpetuandam obligationem, non autem ad augendam* ». C'est en somme comme nous le verrons, cette distinction restrictive, mais arbitraire et imprécise, qui paraît prévaloir en jurisprudence (2). Il convient enfin avant de passer à l'exposé des effets secondaires de la solidarité passive, de rappeler une tentative doctrinale assez intéressante, mais qui date aujourd'hui et qui a pour mérite d'avoir constitué en son temps un effet de réaction contre les conséquences exagérées attribuées à la solidarité tant par la

(1) Capitant, II, p. 188 *in fine*.

(2) Il faut remarquer encore une fois que ni Pothier ni Dumoulin n'ont jamais appliqué cette formule à un mandat : elle leur a servi seulement pour déterminer les effets de la mise en demeure et de la faute entre codébiteurs et créancier (Planiol, II, n^o 574, note 1). Comp. à propos d'une dénonciation de bail, Trib. civ. de Tours 26 octobre 1927 (*Gazette du Palais* du 11 janvier et *Gaz. Pal.* 28.I.112).

jurisprudence que par le Code civil lui-même. On veut parler de la distinction de la solidarité parfaite et de la solidarité imparfaite, exposée systématiquement par Mourlon et Aubry et Rau (1). L'intérêt de la distinction consisterait en ce que dans l'obligation solidaire parfaite, les parties pourraient invoquer ou subir les effets tant principaux que secondaires produits par la solidarité, tandis que dans la solidarité imparfaite ou obligation *in solidum*, les effets secondaires n'auraient pas lieu, l'obligation au total étant le seul effet alors produit dans ce cas.

Cette distinction ne pouvait s'appliquer qu'aux cas de solidarité légale prévus par l'article 1202 C. civ. Aussi trouve-t-on exposée souvent cette théorie à propos de cet article (2) pour le motif qu'elle s'oppose à une autre théorie qui fait produire aux deux sortes de solidarité les mêmes effets (3).

Autrement dit, l'idée de mandat tacite, si mandat il y a, n'est compatible qu'avec la solidarité parfaite, et ne peut être admise s'il y a seulement obligation *in solidum*, c'est-à-dire, dans le cas où les codébiteurs ne se sont aucunement

(1) Aubry et Rau, t. 4, § 298 ter; Mourlon, Rép. écrites, t. 2, n^{os} 1259 et s.

(2) Code civil annoté art. 1202, n^{os} 50 et s. Jurisp. gén. V^o Oblig. n^{os} 1465 et s. Supplément *eodem* V^o, n^{os} 587 et s.

(3) Toullier, t. 6, n^o 729 et 1.10, n^o 205; Laurent, t. 17, n^{os} 313 et s.; Huc, t. 7, n^{os} 314, 330 et s.; Planiol, II, n^o 777; Baudry-Lacantinerie et Barde, t. 2, n^{os} 1292 et s. Comp. Demolombe, t. 26, n^{os} 286 et s. cf. Paris, 28 mai 1900 (D. 1902.2.453) et Req. 17 mars 1902 (D. 1902.1.541) à propos de l'article 1285 C. civ. Comp. Civ. 3 juillet 1900 (D. 1902.1.407).

concertés pour s'obliger ou bien si l'objet de leur obligation a un caractère illicite qui rendrait nul tout mandat donné : on ne peut pas alors considérer les codébiteurs comme se représentant les uns les autres et par suite appliquer à leur égard les effets secondaires de la solidarité.

Y a-t-il ou n'y a-t-il pas, en résumé, matière à établir raisonnablement la présomption de mandat tacite ?

La solidarité, dès lors, serait parfaite lorsqu'elle résulterait d'une disposition de la loi qui n'est en réalité que simplement déclarative de la volonté des parties qui se sont réunies pour s'obliger ensemble ou plus généralement qui se sont choisies.

Au contraire, la solidarité serait imparfaite lorsque dans des vues d'ordre public ou pour la garantie de certains intérêts, la loi l'établit entre personnes qui ne sont qu'accidentellement codébiteurs, c'est-à-dire dans les cas où le droit romain admettait l'obligation *in solidum* que l'on confondait généralement à l'époque de la rédaction du code avec l'obligation solidaire proprement dite.

L'obligation *in solidum* peut se rencontrer dans plusieurs hypothèses (1).

L'article 1734 C. civ., avant d'être modifié par la loi du 5 janvier 1883, était la principale illustration de cette théorie ; il s'agissait de la solidarité des colocataires d'une maison en cas d'incendie, sauf preuve contraire à fournir par l'un ou plusieurs d'entre eux : cette responsabilité est aujourd'hui proportionnelle à la valeur locative de la partie de l'immeuble qu'ils occupent (2).

(1) Cf. dissertation Capitant au D. 1903.1.401 (notes 2 à 4).

(2) Civ. 31 Mars 1909 (D. 1910.1.19).

De même, il y avait solidarité imparfaite pour les coauteurs d'un crime ou d'un délit dans les termes de l'article 55 Code pénal (1) et aussi pour ceux qui par leur faute ont causé un dommage à autrui en dehors de tout concert frauduleux (art. 1382 et 1384 C. civ.) (2). La jurisprudence a

(1) Sur la solidarité en matière pénale cf. Paris, 10 Novembre 1927 (D. 29.2.99 Note G. Holleaux) Crim. 11 Février 1926 (D. H. 26.165) et 26 Janvier 1933 (*Gaz. Pal.* 33.1.606); Paris, 15 Juillet 1926 (D. 28.2.69) et Crim. 24 Mai 1924 (D. H. 24.452) en matière de recel; Paris, 14 Décembre 1915 (D. 19.2.37); Crim. 5 Juin 1913 (D. 16.1.283), Crim. 11 Mai 1929 (Recueil Rabat 29.182) et 5 Mai 1928 (29.1.396); Crim. 30 Mai 1930 (*Gaz. Pal.* 30.2.191) et 22 Juillet 1932 (*Gaz. Pal.* 32.2.613) cf. en matière de quasi délit (D. 1930. Table V^{is} Responsabilité n^{os} 105 et s. et appel n^o 6).

(2) Cf. Demolombe, t. 26, n^{os} 291 et s. passim; Baudry, Lacantinerie et Barde, *Des obligations*, t. 2, n^o 1301; Planiol, II, n^{os} 900 à 905 et 2.345, 1^{er}, Comp. art. 2025 C. civ.; Baudry-Lacantinerie et Wahl, *Du cautionnement*, n^o 1051; Lalou, *La responsabilité civile*, n^o 37; Planiol et Ripert, t. 7, n^o 1069; Léon Mazeaud, *Obligation in solidum et solidarité entre codébiteurs délictuels* (*Revue critique de législation et de jurisprudence* 1930, pages 141 ets.); Josserand, *Cours de droit positif*, t. 2, n^o 785; Demogue, *Traité des Obligations en général*, t. 4, § 767 et s.; Cassation Civile, 11 Juillet 1892 (D. 94.1.561, Note Levillain); Douai, 25 Janvier 1897 (D. 97.2.319); Requêtes, 19 Juin 1929 (D. H. 29.428), 9 Décembre 1929 (D. H. 30.77), 2 Juin 1930 (D. H. 30.377); Tribunal civ. Seine, 13 Janvier 1928 (*Gaz. Trib.* 28.2.432); Civ. 3 Juillet 1922 (D. 25.1.191); Req. 5 Juillet 1926 (D. H. 26.401) 23 Mars 1927 (D. 28.1.73, Note Savatier) et 19 Juin 1929 (D. 1930.1.172, Note Minvielle).

aussi reconnu l'obligation *in solidum* des père et mère d'entretenir leurs enfants (1).

En matière commerciale, il y aurait encore un cas de solidarité imparfaite, étant donné le fondement de l'usage qui présume la solidarité pour les besoins du crédit commercial (2).

Comme on le verra l'idée de dette *in solidum* réapparaît dans la jurisprudence.

D'après une opinion, cette distinction de deux sortes de solidarité n'aurait pas survécu au jugement condamnant les codébiteurs, et une fois la condamnation solidaire prononcée, toutes les règles relatives aux rapports du créancier et des codébiteurs au cas de solidarité conventionnelle devenaient applicables à l'obligation reconnue (3).

Après cet exposé succinct de cette doctrine, il faut bien constater qu'elle a échoué généralement aussi bien dans la doctrine (4) que dans la jurisprudence mais peut-être momentanément (5) ; aucun texte ne peut servir de base à

(1) Cf. Civ. 6 Août 1894 (D. 94.1.199), 21 Mai 1890 (D. 90.1.337, note de Loynes, Nancy, 15 Avril 1899 (D. 1900.2.193).

(2) Req. 20 Octobre 1920 (D. 1922.1.201, note Hamel).

(3) Aubry et Rau, t. 4, § 298 ter, *Toutes ces questions vont être d'ailleurs examinées à nouveau*, infra, chap. II.

(4) Cf. Demolombe, t. 26, n° 287 qui proclame qu'il n'y a qu'une espèce de solidarité celle que la loi elle-même reconnaît et en dehors de laquelle il n'en existe aucune ; Colmet de Santerre, t. 5, n° 135 bis II et III.

(5) Paris, 28 Mai 1900 déjà cité. Civ. 3 Juillet 1900 (D. 1902.1.419, note Levillain et s. 1900.1.441) ; Paris, 6 Mai 1891 (*Journal des Sociétés* 1892, p. 55). En sens contraire, Paris, 11 Novembre 1910 (D. 1911.2.169) et Alger, 15 Mars 1890 (D. 94.1.513). En matière commerciale cf. Tou-

une telle opinion, d'autant plus qu'il s'avère davantage que la solidarité doit être homogène d'après notre tradition juridique. Il n'en est pas moins vrai que la rigidité de la théorie de la solidarité répond mal aux besoins de la pratique (1) ; c'est pourquoi, en constatant que la question doctrinale demeure encore ouverte et en suspens, il convient d'examiner maintenant les effets secondaires de la solidarité à la fois ceux qui ont été consacrés par le Code, comme ceux qui ont été admis par la jurisprudence.

S'il nous était permis de prendre position en un tel débat, nous dirions volontiers que les effets secondaires de la solidarité aboutissent en fin de compte à renforcer en général la garantie du créancier parce qu'ils mettent en échec, comme on va le voir notamment dans la première section du chapitre suivant, l'idée de pluralité de liens favorable aux codébiteurs : c'est une illustration de la constatation faite au cours de l'introduction de la présente étude, à savoir que, en matière de solidarité, la loi est plus favorable au créancier, pour une fois, depuis les nouveaux principes introduits dans les rapports sociaux par la Révolution ; les effets de la pluralité de liens étant plus favorables en partie aux codébiteurs, il fallait les contrebalancer par d'autres mesures, afin de maintenir la solidarité passive dans sa véritable fonction de crédit personnel.

louse, 17 Décembre 1892 (D. 93.2.343) qui fait application de l'art. 189 C. comm. (Planiol, II, n° 779).

(1) Albert Chéron, *De la nature et des effets de la solidarité entre porteurs successifs d'une action non libérée* (Annales de droit commercial, 1904).

CHAPITRE II

Effets secondaires engendrés par la Solidarité

On distinguera en trois sections successives, les effets secondaires admis par l'ancien droit, l'effet secondaire admis par l'article 1207 du Code Civil, les effets secondaires admis par la jurisprudence moderne.

SECTION I. — EFFETS SECONDAIRES ANTÉRIEURS AU CODE CIVIL

Un certain nombre d'effets secondaires engendrés par la solidarité avait déjà fait l'objet des recherches des anciens auteurs et l'explication satisfaisante qu'ils en ont donnée les a fait admettre et en quelque sorte entériner par le Code civil.

Ces effets sont relatifs à l'interruption de la prescription, à la mise en demeure et à la faute, d'où les deux paragraphes suivants :

§ 1^{er}. — *Effets de l'interruption de prescription*
(art. 1206 et 2249 C. civ.)

Les poursuites faites contre l'un des débiteurs solidaires ont pour effet d'interrompre la prescription à l'égard de

tous. Cette règle de l'article 1206 du Code civil (1) est précisée par l'article 2249 du C. civ. et étendue au cas où un débiteur solidaire reconnaît volontairement le titre de créances contre lequel il prescrivait : la reconnaissance interrompt la prescription. Cet effet de la solidarité a été établi par Justinien sur une simple considération d'ordre pratique, mais expliqué péniblement par Pothier (2) ; néanmoins la situation envisagée n'est qu'une conséquence du pouvoir de représentation mutuelle des débiteurs.

Il faut bien préciser la situation envisagée. La prescription est extinctive de l'obligation et quand un codébiteur peut l'invoquer, c'est une exception résultant de la nature de l'obligation d'après l'article 1208 du Code civil et pouvant être opposée par tous les débiteurs solidaires dans la plupart des cas (3).

Mais ici, c'est la situation inverse qu'il convient d'examiner, c'est-à-dire que le créancier, par son interpellation, ou un codébiteur par sa reconnaissance interrompt cette prescription à l'égard de tous les codébiteurs, et bien que les termes de l'article 1206 puissent paraître restrictifs, il n'y a pas à distinguer entre l'acte extrajudiciaire et la poursuite

(1) Jur. gén. V^o Oblig. nos 67, 221 et 1403 et s., V^o Prescription civ., n^o 622.

(2) Justinien Code 8, 39 loi 5 ; Pothier, Obligation n^o 272.

(3) Cf. supra I^{re} Partie, Chap. II, Section II, parag. 3, cf. Civ., 8 Décembre 1852 (Brulatour Dalloz 53, I^{re} Partie 1.80), voir aussi Dalloz 49.2.81, Jur. gén. effets de commerce 810 et s. Comp. art. 189 C. comm. Alauzet et Commentaires du Cod. de Comm., t. 3, n^o 1050 ; Nouguet, *Lettre de change et effets de commerce* n^o 1014. Jur. gén. V^o Oblig. n^o 1414 et s. Civ. 18 Mai 1866 (Westmuller) (Dalloz 66.1.323). Req. 19 mai 1884 (Sirey, 85.1.113, Note Lacoina).

intentée devant les tribunaux (1). Cela revient donc à étudier les effets de l'interruption civile de la prescription quant aux personnes.

En principe, en ce qui concerne les obligations divisibles ou indivisibles l'interruption civile n'a qu'un effet relatif ne profitant qu'à la partie dont elle émane et ne peut être opposée qu'à la partie contre laquelle elle est dirigée (2), alors même qu'il y aurait communauté d'intérêts entre diverses personnes, par exemple des cohéritiers indivisaires.

L'article 2249, alinéa premier du Code civil consacre une exception à ce principe en matière de solidarité en décidant comme on vient de le voir que l'interruption de la prescription par le créancier ou par un codébiteur vaut à l'égard de tous les autres codébiteurs.

Les explications données par la doctrine ont varié quelque peu. Pour un auteur, c'était l'unité d'objet de l'obligation solidaire qui l'expliquait, tous les codébiteurs étant réputés n'être qu'un seul débiteur d'une seule et unique créance (3). Pour d'autres auteurs, cette exception s'explique grâce à la théorie de la représentation mutuelle des codébiteurs qui permet de dire que ce qui est fait à l'égard de l'un

(1) Cf. Jur. gén. V^o Prescription n^o 623; Oblig. supp. n^o 560. Paris, 6 Janv. 1849 (Dalloz 49.2.204). Civ. 8 Décembre 1852 (D. 53.1.80).

(2) Jur. gén. V^o Prescription civile n^o 618; supp. cod. verbo V^o n^o 407. Sur. gén. V^o Enregistrement, n^o 5610; Duranton, t. 21, n^{os} 278 et s.; Vazeille, *Traité des Prescriptions*, t. 1, n^o 232; Laurent, t. 32, n^o 145; Aubry et Rau, t. 2, § 215; Guillouard, t. 1, n^{os} 265 et 267; Baudry-Lacantinerie et Tissier, n^o 556; Huc, t. 14, n^o 409; Requête 14 Mars 1900 (Dalloz 1900, I^{re} Partie, page 125).

(3) Huc, t. 14, n^o 412, cf. *supra*, I^{re} Partie, Chapitre I.

est réputé fait à l'égard des autres (1). Tel n'est pas l'opinion de M. le Conseiller Pilon qui s'exprime ainsi notamment (2) : « Comment expliquer la règle tirée des articles 1206, 1199 (3) et 2248 ? Voici les résultats contradictoires auxquels on aboutit. Rodière conclut à l'effet relatif de la prescription à propos de l'article 1199 et, à l'effet absolu sous l'article 1206. Larombière, au contraire, admet l'effet absolu du premier texte et l'effet relatif du second.

« Aubry et Rau concluent à l'effet relatif dans les deux cas, tandis que la même idée conduit Demolombe à admettre l'effet absolu sous l'article 1199 et l'article 1206. Pour nous, les articles 1199 et 1206 sont une erreur des rédacteurs du Code ».

Pourquoi donc l'interruption civile qui en règle générale ne produit qu'un effet relatif, qui résulte de ce que, comme le dit Dunod, elle n'est qu'une espèce de fiction, un acte civil qui comme tous les actes de cette espèce ne servent qu'à ceux qui les font — aurait-elle un effet absolu en matière de solidarité ? La raison d'être de l'interruption de la prescription à l'égard de tous les codébiteurs solidaires n'est pas une conséquence de l'unité d'objet dû ; nous avons vu en effet que cette conséquence ne s'imposait pas, mais c'est uniquement le résultat de la non-existence de l'interruption civile à Rome (les rédacteurs du Code civil ont trouvé toute faite dans nos anciens auteurs une règle empruntée au Droit romain).

(1) Guillouard, t. 1, n° 269 ; Baudry Lacantinerie et Tissier, n° 560.

(2) Pilon, *op. cit.*, parag. 181.

(3) L'art. 1199 du C. civ. est relatif aux créanciers solidaires (Solidarité active).

L'interruption devant avoir un effet relatif, il doit en être de même de la suspension de prescription ; on ne tire pas d'argument d'analogie de textes erronés (1).

Il est pourtant un fait, c'est que la règle admise par l'article 2249 du Code civil quant à la reconnaissance de la dette accuse encore davantage le pouvoir de représentation mutuelle qui est reconnu aux débiteurs. Et il est un autre fait, c'est que l'effet absolu de l'interruption de la prescription a été consacré par de très nombreuses décisions judiciaires dont voici les principales, les unes anciennes, les autres plus récentes :

En ce qui concerne les poursuites du créancier, l'effet général a été consacré notamment par un arrêt de la Cour de Paris de 1849 (2) ;

En ce qui concerne la reconnaissance de la dette, le paiement des intérêts de la créance par un codébiteur suffit pour interrompre la prescription à l'égard de tous (3), de même la reconnaissance et le service d'arrérages d'une rente foncière suffit pour interrompre la prescription (4). Le titre nouveau fourni par un donateur au créancier d'une rente interrompt la prescription même à l'égard du donataire universel chargé par l'acte de donation du service de la

(1) Pilon, *loc. cit.*

(2) Paris, 6 Janvier 1849 (D. 49.2.204). Comp. Req. 10 Mai 1865 (D. 65.1.412).

(3) Besançon, 11 Janvier 1883 (D. 83.2.211) et sur pourvoi Req. 19 Mai 1884 (D. 84.1.286).

(4) Limoges, 5 Juin 1888 (Jur. gén. Prescript. civ. 622, 2^o). Comp. Orléans 11 Mai 1861 (D. 61.2.96, et Jur. gén., *loc. cit.* 415) ; Rouen, 5 Mars 1842 (*loc. cit.* 623) art. 189 C. comm. annoté Dalloz, n^{os} 182 et 183.

rente, ce donateur étant tenu de la dette *in solidum* avec le donataire (1).

Mais la reconnaissance que fait un codébiteur après la prescription acquise de la dette ne préjudicie pas à ses coobligés, sauf s'il s'agit d'une reconnaissance par le mari d'une dette ayant pour cause les frais d'éducation des enfants (2). La reconnaissance sous seing privé est-elle opposable aux codébiteurs seulement quand elle a date certaine ? Deux opinions se sont faits jour : l'une soutient que la date certaine n'est pas nécessaire (3), alors que l'autre considère les codébiteurs comme des tiers, car ils ne sont ni les ayants cause, ni les ayants-droits, les uns des autres au sens de l'article 1328 du Code civil sans qu'on puisse invoquer l'idée de mandat (4). S'il s'agit d'une dette soumise à une prescription de courte durée, en cas de reconnaissance par un codébiteur, la courte prescription peut faire place dans certains cas à la prescription trentenaire par suite d'une intervention dans le titre même de la dette (5).

(1) Agen, 22 août 1809 (Sur. gén. V^o Prescription civile, n^o 622-2^o). Comp. Orléans, 11 mai 1861 (D. 61.2.96) et Jur. gén. *loc. cit.* n^o 415). Rouen, 5 mars 1842 (Sur. gén. *loc. cit.* n^o 623). Art. 189 C. com. ann. Dalboz, n^{os} 182 et 183.

(2) Jur. gén. V^{is} Prescrip. civ. n^o 624 ; Avoué n^o 116 ; Oblig. 1404. Nîmes, 15 Mars 1852 (D. 52.2.183). Comp. art. 207 C. civ. ann. n^o 87 et s. et Civ. 6 Août 18 (D. 95.1.199).

(3) Guillouard, t. 1, n^o 270 ; Huc, t. 14, n^o 413.

(4) Aubry et Rau, t. 2, § 215 ; Baudry-Lacantinerie et Tissier, n^o 563.

(5) Jur. gén. V^o Prescrip. civ. 443 à 450 ; Laurent, t. 17, n^o 309 ; Huc, t. 14, n^o 412 ; Contra Baudry-Lacantinerie et Tissier, n^o 562. Des principes contraires sont en vigueur en matière d'indivisibilité : art.

Doit-être ainsi réputée, avoir interverti le titre de sa possession, la personne qui, en contredisant le droit du propriétaire, a en conséquence pu prescrire le bien litigieux à partir de la dite interversion. Cette contradiction opposée aux droits du propriétaire ne peut avoir lieu quand le propriétaire n'a pu se méprendre sur l'intention du preneur (1). La prescription interrompue à l'égard du mari l'est également à l'égard de la femme coobligé solidaire (2).

Lorsqu'il s'agit de poursuites en justice, les mêmes règles doivent s'appliquer, nonobstant la règle de la relativité du jugement, étant seulement question de la citation en justice ; l'action étant une fois intentée, l'interruption se prolonge pendant toute la durée de l'instance (3).

Si la citation a été faite devant un juge incompétent, d'après une opinion isolée, la prescription interrompue recommencera à courir, à partir du moment où le juge se sera reconnu incompétent (4).

2249 C. civ. ann. n^{os} 153 et s. Opinions contraires dans Aubry et Rau, t. 4, § 2989 ter ; Demolombe, t. 3, n^{os} 356 et s.

(1) Req. 30 Novembre 1841 ; Cass. 16 Janvier 1838 ; Paris, 25 Mars 1851 (D. 52.2.195). Req. 6 Décembre 1853 (D. 54.5.583). Cf. Vazeille, *Traité des prescriptions* n^o 149 et 161. J. G. supplément V^o Prescr. civ. n^o 283 et s.

(2) Jur. Gén. cod. V^o n^o 622, 1^o et contrat de mariage n^o 1961. Supplément, V^o Prescr. civile n^o 413 et s.

(3) Jur. gén. Prescrip. civ. 478 et 675 suppl. *eodem verbo* n^{os} 311 et s. 439. Civ. 6 Décembre 1852 (D. 53.1.50) ; Laurent, t. 17, n^o 305. Cf. art. 2244 C. civ. ann. Dalloz, n^{os} 10 et s. En cas de prescription d'instance cf. Jur. gén. *loc. cit.* 675 et art. 2247 C. civ. ann. n^o 45 ; Limoges 8 Mars 1886 (D. 88.2.313).

(4) Comp. Req. 14 Novembre 1899 (Sirey 1899.1.505) art. 2246 C. civ. ann. n^{os} 17 et 18.

En cas d'acquiescement du débiteur ou si le jugement accueille la demande, le créancier est alors dans la même position que s'il avait reçu ou fait reconnaître une part déterminée sans réserve de la solidarité (1).

De même l'exécution d'un jugement par défaut faite par un codébiteur s'oppose à ce que ses codébiteurs puisse invoquer la péremption de ce jugement faute d'exécution dans les six mois (2). Une double question se pose alors : d'une part, l'acquiescement au jugement par défaut donné par le codébiteur empêche-t-il la prescription à l'égard des autres ? Selon une opinion, l'acquiescement donné dans les six mois par un codébiteur ne prive pas les autres du bénéfice de la péremption (3).

Selon une autre opinion, il y a lieu d'accorder le même effet au point de vue de la péremption à l'acquiescement donné au jugement par l'un des débiteurs solidaires qu'aux actes d'exécution dirigés contre lui (4).

L'acquiescement donné sous-seing privé dans les six mois par l'un des débiteurs solidaires à un jugement par défaut rendu contre eux, empêche la péremption à l'égard des autres codébiteurs bien qu'il n'ait pas acquis date certaine avant l'expiration des six mois (5).

(1) Jur. gén. Prescript. civ. n° 627.

(2) Paris, 18 Avril 1889 (D. 91.2.23) Cf. art. 156 C. pr. civ. annoté nos 163 et 176. Loi 13 Mars 1922 (D. 22.4.23). Contra en matière de justice de paix. Trib. civ., Lisieux 22 Novembre 1905 (D. 1906.5.20). Civ. 19 Mai 1931 (D. H. 31.377).

(3) Jur. gén. V° jugement par défaut nos 427 et 428, 1°, 2° et 3°.

(4) Paris, 18 Avril 1899 (D. 91.1.23) ; Req. 8 Août 1859 (D. 59.1.424)

(5) Poitiers, 7 Janvier 1830 (R. Jugement par défaut 427, 1°, Acquiescement 846) ; Civ., 14 Avril 1840 R., *loc. cit.* 427. Comp. toutefois Carré et Chauveau, loi de la procéd. civ. et comm. et supplément t. 2, questionnaire 645 bis. Paris, 23 Mars 1909 (D. 1909.2.28).

D'autre part la poursuite exercée contre un codébiteur couvre-t-elle la péremption à l'égard des autres ? D'après un premier système, l'article 1206 du Code civil est inapplicable à la péremption des jugements par défaut (1). Mais d'après un second système plus généralement adopté, il suffirait que dans les six mois, un jugement ait été exécuté contre ou plusieurs des débiteurs pour qu'il ait été soustrait à la péremption vis-à-vis des autres (2).

Si le jugement avait été rendu par défaut contre quelques-uns des débiteurs et contradictoirement contre les autres, l'exécution dans les six mois contre le débiteur condamné contradictoirement n'interromprait pas la péremption de la condamnation par défaut (3).

Quand il n'y a pas eu péremption d'instance, l'instance interrompue pendant trois ans est prescrite et l'action de la chose jugée à l'égard de l'un des codébiteurs produit effet à l'égard des autres, en ce sens que si le titre primitif est une lettre de change, la prescription est interrompue vis-à-vis de tous les débiteurs sans exception et devient trentenaire de quinquennale qu'elle était antérieurement (4).

Si le jugement accueille la demande, consacré la prétention du demandeur, l'action qui naît du jugement, l'*ac-*

(1) Jur. gén. V^o jug. par défaut n^o 426, 1^o; Effets de comm. n^o 837; Agen, 19 Janvier 1849 (D. 49.5.264).

(2) Jur. gén., *loc. cit.* n^{os} 165 et 425, 236, 3^o. Civil 12 Juillet 1899 (D. 05.1.166); Civ. 3 Décembre 1861 (D. 62.1.41); Carré et Chauveau, t. 2. Question 645; Glasson et Colmet Daage, t. 1, n^o 605 *in fine*; Tissier et R. Morel, t. 3, n^o 821.

(3) D. 59.1.424, notes 1, 2.

(4) Toulouse, 7 Avril 1840. Jur. gén. V^o Oblig. 1423; Jugement par défaut 426, 4^o.

tio judiciali ne se prescrira que par trente ans. Une nouvelle prescription commence qui n'a rien de commun avec la prescription de la créance dont on a poursuivi le paiement en justice (1). On doit envisager la même solution au cas où la créance est soumise à une prescription de courte durée (2).

Par application du principe que les cohéritiers du codébiteur ne sont pas tenus solidairement à l'égard du créancier, l'interpellation faite à l'un d'eux où la reconnaissance de cet héritier n'interrompt pas la prescription à l'égard des autres héritiers, quand même la créance serait hypothécaire si l'obligation n'est indivisible ; l'interruption n'a lieu que pour la part dont l'héritier est tenu. Pour interrompre la prescription pour le tout à l'égard des codébiteurs, il faut l'interpellation faite à tous les héritiers du débiteur décédé ou la reconnaissance de tous ses héritiers (3).

Si pour mettre fin à un litige, un codébiteur transige seul avec un créancier, d'après l'article 2051 du Code civil qui décide que la transaction faite par un des intéressés ne lie point les autres intéressés, et ne peut être opposée par eux, toute idée de représentation se trouve ainsi écartée, et l'exception personnelle au codébiteur qui a transigé subsiste seule. Mais dans la mesure où l'article 2051 interdit aux codébiteurs de profiter d'une transaction avantageuse conclue par l'un d'eux, ce texte est en désaccord complet avec l'idée de représentation mutuelle des codébiteurs. Ce-

(1) Jur. gén. Suppl. V^o Obligation n^{os} 443 et s.

(2) Laurent, t. 32, n^o 163 ; Aubry et Rau, t. 2, § 215.

(3) Jur. gén. V^o Prescript. civ. n^o 628 ; Oblig. n^o 1406 ; Supplément V^o Prescript. civ. 418 ; Guillouard, t. 1, n^o 270 ; Contra Pau, 18 Mai 1833. Jur. gén. V^o Oblig. 1407.

pendant il est permis à celui des débiteurs solidaires qui obtient cette transaction de stipuler qu'elle profitera à tous par application de l'article 1121 sur la stipulation pour autrui (1).

§ 2. — *Effets de la mise en demeure et de la faute d'un ou de plusieurs codébiteurs*

On sait que le paiement des dommages-intérêts en plus de l'exécution normale d'une obligation peut avoir lieu soit après la mise en demeure du débiteur, soit après que ce dernier a commis une faute. Rappelons brièvement ces principes et voyons quelles en sont les applications quand l'obligation est solidaire.

L'état de demeure d'un débiteur est l'état du débiteur qui n'a pas exécuté son obligation à l'époque et de la manière convenues ; cet état est en principe constaté par un acte dressé au débiteur par le créancier qui lui dénonce ainsi son désir d'obtenir l'exécution de l'obligation.

Cet acte, c'est la mise en demeure (art. 1139 du Code civil) dont la forme la plus courante est la sommation par huissier mais qui peut être aussi constituée par un commandement, s'il y a titre exécutoire (saisie) ou par la demande en justice.

Cette mise en demeure produit un double résultat : d'une part, elle fait courir contre le débiteur les dommages-intérêts moratoires qui se cumulent avec l'exécution effective de l'obligation ; d'autre part, si la dette a pour objet un corps certain, et qu'elle vienne à périr par cas fortuit avant

(1) Aubry et Rau, t. 4, § 298 ter et 421 ; Eaudry-Lacantinerie et Wahl, *Des contrats aléatoires* n° 1299 ; Guillaouard, *Traité des transactions* n° 99 ; Contra Demante et Colmet de Santerre, t. 8, n° 284 bis III.

la tradition, elle met les risques de la chose à la charge du débiteur qui n'aurait pas à les supporter en temps normal (art. 1302 du Code civil).

Quant à ce dernier résultat de la mise en demeure, que décide le Code en pareille matière au cas de *dette solidaire* ? L'article 1205 du Code civil déclare que la mise en demeure produit son effet à l'égard de tous les codébiteurs solidaires (1) pour la conservation de l'obligation.

Si maintenant le débiteur commet une faute entraînant la perte de la chose due, il est responsable et doit en payer la valeur au créancier ; au cas de dette solidaire, la faute d'un codébiteur, décide le même article 1205, entraîne la responsabilité de tous les autres, à moins qu'il ne soit prouvé que la chose n'eut également péri chez le créancier auquel cas, nonobstant la demeure de l'un des codébiteurs, tous seraient libérés (2).

Examinons donc les applications et les explications théoriques de ces deux règles contenues dans l'article 1205, à savoir d'abord la mise à charge des risques entre tous les codébiteurs, par l'effet de la mise en demeure d'un seul d'entre eux, la chose venant à périr par cas fortuit, puis la responsabilité de tous les codébiteurs, à la suite d'une faute commise par l'un d'eux.

(1) Jur. gén. V^o Oblig. n^{os} 68, 230 et 401, 1411 et supplément eod verbo V^o 564 ; Planiol II, n^o 756, Comp. art. 126 et 128 C. pr. civ.

(2) Larombière, t. 3, art. 1205, n^o 1 ; Demolombe, t. 26, n^o 342 ; Demante et Colmet de Santerre, t. 5, n^o 139 bis I ; Aubry et Rau, t. 4, § 298 ter ; Laurent, t. 17, n^o 311 ; Huc, t. 7, n^o 317 ; Baudry-Lacantinerie et Barde, t. 2, n^o 1224. Cf. art. 1302 C. civ. ann. n^{os} 77 et 80 ; Jur. gén. V^o Oblig. n^o 2838 ; Supplém. n^o 1256 ; Laurent, t. 18, n^o 521 ; Huc, t. 8, n^o 181.

Le principe de l'effet général de la mise en demeure ou de la faute d'un codébiteur sur la condition juridique de tous, une fois posé, l'article 1205 introduit une distinction entre *l'estimato rei* et le *damnum*, commune aux deux hypothèses susvisées ; cette distinction est la suivante : ceux des codébiteurs qui ne sont ni en demeure ni en faute ne sont pas tenus des dommages-intérêts que leur codébiteur (en demeure ou en faute) peut devoir au créancier outre la valeur de la chose due ; tous les autres codébiteurs ne sont tenus que du paiement de cette valeur, en vertu du principe déjà indiqué que les codébiteurs se représentent mutuellement *ad conservandam obligationem non autem ad augendam*.

Cette différence entre la situation des codébiteurs respectifs, dit M. Capitant, n'a pas raison d'être ; les droits du créancier devraient être les mêmes à l'égard de tous les codébiteurs. Les rédacteurs du Code civil, comme on le verra plus loin, avec les passages du rapport de Bigot de Préameneu, se sont, une fois de plus en cette matière de la solidarité, inspirés de Pothier qui avait lui-même puisé son information dans Dumoulin. Celui-ci s'était imaginé trouver une conciliation aujourd'hui reconnue inexacte, entre deux textes du Digeste en apparence contradictoire (1).

Ces deux textes s'expriment ainsi : d'une part : « *Alterius factum alteri nocet* » ; d'autre part : « *Alterius mora alteri non nocet* » ; l'un relatif à l'hypothèse de la faute, l'autre à celle de la mise en demeure. L'interprétation vraie de ces deux textes est que les Romains distinguaient les

(1) Pothier, Oblig. n° 273 ; Dumoulin, *Extricatio labyrinthi dividui et individui*, III^e Partie, n° 126, Digeste 18 *De duobus reis*, XLV, 2, et 32, § 4, *de usuris*, XXII, 1.

effets personnels de la demeure et les effets généraux d'une faute d'un codébiteur. Or, Dumoulin, en vertu de cette idée de représentation mutuelle des codébiteurs qui d'ailleurs, on l'a dit, n'avait pas été encore formulée de son temps, a raisonné de la manière subtile que voici en traitant identiquement la demeure et la faute : la perte par cas fortuit survenu après la demeure ne libère pas les autres codébiteurs de l'obligation de payer le prix de la chose dûe, car « *Alterius factum ateri nocet* », parce que le fait du codébiteur a conservé l'obligation. Au contraire, les dommages-intérêts moratoires ou supplémentaires aboutissant à augmenter l'obligation ne peuvent être imputés qu'au débiteur en demeure ou en faute.

De cette construction « divinatoire » les travaux préparatoires du Code civil ont tiré ces lignes, condensées dans l'article 1205 : « le créancier ayant le droit d'exiger la totalité de chaque codébiteur comme si celui-ci était seul obligé, on doit encore en conclure que si la chose dûe a péri par la faute ou pendant la demeure de l'un des débiteurs solidaires, les codébiteurs ne sont pas déchargés de l'obligation de payer le prix de la chose. La faute du codébiteur ne peut être pour les autres un moyen de libération. Mais aussi de ce que chacun d'eux est tenu comme s'il se fût seul obligé pour le tout, on ne peut pas en induire qu'il se soit engagé à répondre des dommages-intérêts auxquels donnerait lieu la faute ou la demeure de l'un des codébiteurs. Ces dommages-intérêts sont la peine d'une faute qui est personnelle. Si la faute de l'un des débiteurs ne peut pas libérer les autres, il ne peut pas par la même raison d'équité aggraver leur sort.

« Le projet prévoit le cas où la chose dûe a péri par la faute ou pendant la demeure de l'un ou de plusieurs des

débiteurs solidaires. Alors, dit-il, le créancier peut demander le prix de la chose contre tous ses codébiteurs, mais il n'a d'action en dommages-intérêts que contre ceux pour la faute desquels la chose a péri ou qui étaient en demeure de la livrer. Il était juste de ne pas rendre les autres codébiteurs passibles de ces dommages-intérêts puisqu'ils se trouvaient étrangers à la faute qui y donne lieu.

« Si la chose solidairement dûe a péri par la faute ou pendant la demeure de l'un des codébiteurs solidaires, il est juste sans doute que les autres ne soient pas plus déchargés que lui de l'obligation d'en payer le prix, mais les dommages-intérêts, s'il en est dû, sont à la charge de lui seul ».

Mais on le verra, deux articles plus loin, c'est-à-dire à l'article 1207, le Code se contredit lui-même en se séparant de Pothier. Il n'y a pas de raison pour faire découler la règle de l'article 1205 de l'idée nouvelle de représentation restreinte. La notion de solidarité se suffit à elle-même, d'après M. Pilon (1).

Chaque débiteur solidaire remplissant pour son codébiteur le rôle d'une caution, il est dès lors inutile de recourir à l'idée de représentation pour expliquer ce résultat, l'article 2014 du Code civil permettant de se rendre caution sans en avoir reçu mandat, à l'insu même du débiteur.

On a vu et on verra encore que les motifs de la doctrine reposent sur ce que la solidarité produit dans les rapports des codébiteurs et du créancier les mêmes conséquences que l'indivisibilité, ce qui est tout au moins inexact. S'il convient de baser cette conséquence de l'effet collectif sur la représentation, le mandat qu'on croit y voir, aurait pour

(1) Pilon, *op. cit.*, paragraphe 183.

objet unique et exclusif d'améliorer leur situation respective, les codébiteurs restant étrangers pour toutes les autres parts. Cette formule est-elle exacte à ne considérer que les articles 1205 et 1206 ? Les effets admis par ce texte n'améliorent en effet aucunement la situation des codébiteurs, et ce sont non des dispositions exceptionnelles mais des dispositions qui obéissent à une règle générale d'après laquelle les codébiteurs ne se représentent pas seulement dans leur intérêt personnel et pour améliorer leur situation respective mais aussi dans l'intérêt du créancier et pour tout ce qui est relatif à la conservation et à la poursuite de ses droits. Les seuls actes qui restent en dehors de ce mandat sont ceux par lesquels les codébiteurs créeraient à leur charge des obligations nouvelles ou détérioreraient leur condition primitive ; telle est la véritable portée du mandat réciproque des codébiteurs solidaires d'après la loi et la commune volonté des parties contractantes.

On complètera cette étude sur l'article 1205 par les remarques suivantes :

Lorsque la chose a péri par la faute d'un héritier d'un des codébiteurs, l'obligation subsiste à l'égard de ceux-ci, mais seulement pour une part proportionnelle à la portion héréditaire du cohéritier fautif.

Ce dernier doit la totalité, car pour le surplus de sa part, il est tenu à titre de dommages-intérêts ; en effet, l'obligation change seulement d'objet : au lieu d'un corps certain, il doit des dommages-intérêts comprenant l'intégralité du préjudice subi par le créancier (1).

(1) Jur. gén. V^o Oblig. n^o 1413 ; Larombière, t. 3, art. 1205, n^o 3. Cf. art. 1302 C. civ. ann. Dallo 2n^o 72. Jur. gén. V^o Oblig. n^o 2837 supplément n^o 1255. Req. 17 Février 1879 (D. 80.1.346).

Si les dommages-intérêts sont personnels et ne sont exigibles que contre celui des codébiteurs qui étaient en faute ou *in mora*, ces dommages-intérêts sont par contre dûs par chacun des codébiteurs lorsque ceux-ci se sont engagés à des dommages-intérêts par une clause expresse, par une clause pénale ; cette dérogation conventionnelle aux règles de l'article 1205 est d'un usage très ancien et la solution est traditionnelle (1).

D'après l'article 1232 du Code civil (2) les questions relatives à la divisibilité ou à l'indivisibilité de la clause pénale se posent soit qu'il s'agisse de débiteurs conjoints obligés ensemble dès le début, soit des héritiers du débiteur unique primitif ; pour qu'il y ait une difficulté à résoudre, il faut supposer que l'obligation principale est indivisible et que la contravention à cette obligation est le fait d'un des héritiers (3).

Enfin, si c'est *sans la faute d'aucun des débiteurs solidaires* et sans qu'aucun d'entre eux soit déjà en demeure, que la perte est arrivée, tous sont *libérés* (4).

(1) Pothier, Oblig. n° 273 *in fine* ; Larombière, t. 3, art. 1205 n° 5 ; Demolombe, t. 26, n° 345 ; Demante et Colmet de Santerre, t. 5, n° 139 bis II ; Laurent, t. 17, n° 312 ; Planiol, II, n° 758. Comp. Baudry Lacantinerie et Barde, t. 2, n° 1225.

(2) Art. 1232 C. civ. ann. n°s 1 et s. Jur. gén. V° Oblig. n° 1628 ; Larombière, t. 4, art. 1232, n° 10 ; Demolombe, t. 26, n° 692 ; Baudry Lacantinerie et Barde, t. 2, n° 1380.

(3) Comp. Pothier, Oblig. n°s 355 et s. et art. 1232 C. civ. ann. n°s 4 et s.

(4) Jur. gén. V° Oblig. 1396, supplément, n° 559 ; Demolombe, t. 26, n° 408 ; Demante et Colmet de Santerre, t. 5, n° 142 bis IV ; Laurent, t. 17, n° 331.

Lorsqu'un bail a été consenti solidairement par les preneurs, le congé donné par un seul des preneurs sans le consentement des autres n'est pas valable à son égard et ne le libère pas de ses engagements pour l'avenir (1).

Lorsque la perte de la chose n'est le résultat ni du fait ni de la faute, ni de la demeure du débiteur, elle produit l'extinction de la dette et de tous ses accessoires (2).

SECTION II. — *EFFET SECONDAIRE INTRODUIT
PAR L'ARTICLE 1207 DU CODE CIVIL*

Se plaçant dans l'hypothèse où la dette solidaire a pour objet une somme d'argent, l'article 1207 du Code civil dispose que la demande d'intérêts formée contre l'un des codébiteurs en demeure fait courir les intérêts à l'égard de tous. Cet effet secondaire a été introduit dans la matière de la solidarité par le Code civil ; l'ancien droit ne l'a pas connu, le droit romain non plus. Cependant il faut dire que deux opinions doctrinales se sont partagées les auteurs de l'ancien droit. D'une part, Dumoulin suivi par Pothier avait décidé que la demande d'intérêts était personnelle au codébiteur du fait qu'il n'y a que celui qui est en demeure qui soit tenu des dommages-intérêts moratoires (3). D'autre part, Henrys suivi par Bretonnier et par Ferrière, soutenait l'opinion isolée de l'effet absolu de la demande d'intérêts (4) ;

(1) Cf. civ. 19 avril 1831. Jur. gén. V^o Louage, n^o 539.

(2) Cf. art. 1302 C. civ. ann. n^o 71 ; Jur. gén. V^o Oblig., n^o 2837
Supplément n^o 1255.

(3) Pothier, Oblig. n^o 273.

(4) Henrys, Œuvres IV, Question cliv., t. 2, pages 852 et s. ; Ferrière, Dictionnaire de Droit et de pratique, V^o Oblig. sol.

c'est cette dernière qu'ont adopté les rédacteurs du Code civil.

Il y a là une preuve de plus pour M. Pilon (1) de l'inexactitude de la théorie de représentation imparfaite, car il est évident que la demande d'intérêts constitue des dommages-intérêts qui augmentent l'obligation. Pourtant on est arrivé à expliquer l'effet de l'article 1207 dans le cadre même de la représentation (2).

Le cours des intérêts n'augmente pas la charge des autres codébiteurs, car si celui d'entre eux qui a été poursuivi le premier avait payé aussitôt le créancier, les intérêts courraient à son profit. Il est donc indifférent aux codébiteurs de payer les intérêts au créancier ou à leur codébiteur ; d'ailleurs, puisque la dette est échue, ils n'ont qu'à payer eux-mêmes le créancier.

Seulement, on a fait observer que pour justifier cette disposition que ces dommages étant fixés par la loi peuvent être facilement prévus et que chaque débiteur peut en arrêter le cours en faisant des offres (3). On peut dire aussi que cette disposition a eu pour but d'éviter la multiplication des procès en dispensant le créancier de former sa demande contre chacun des débiteurs, ou même qu'il y a entre les codébiteurs clause pénale tacitement stipulée en sorte que la dette quand elle vient à se réaliser n'excède pas les limites de la convention primitive et peut être étendue à tous les débiteurs par la mise en demeure d'un seul sans violation du principe que le débiteur mis en demeure

(1) Pilon, *op. cit.*, § 184.

(2) Planiol II, n° 759 *in fine*, note 1.

(3) Delvincourt, t. 2, p. 506 ; Duranton, t. 11, n° 219 ; Rodière, n°s 89 et s.

n'avait mandat qu'*ad perpetuandam et conservendam obligationem*. Mais il est manifeste que les rédacteurs du Code civil n'ont pas songé à ce raisonnement et ont cherché simplement à augmenter les effets de la solidarité en permettant au créancier d'obtenir par une poursuite unique le même résultat que par des actions multiples.

L'expression « demande d'intérêts » est prise dans son sens large. On sait que dans le système primitif du code, les intérêts moratoires d'une somme d'argent ne pouvaient courir qu'à dater d'une demande en justice. Depuis que la loi du 7 Avril 1900 a modifié l'article 1153 du Code civil, une simple sommation suffit à produire cet effet. Cette différence de forme n'influe en rien sur le fond et la sommation faite à l'un des codébiteurs fait courir les intérêts à l'égard de tous à l'instar de la demande en justice (1).

Par conséquent, le commandement et la saisie produisent les mêmes effets et à plus forte raison une demande en justice, dans tous les cas où il n'y est pas dérogé par un texte ou une convention formelle (2).

Il est bien entendu que la stipulation d'intérêts conclue entre le créancier et l'un des débiteurs solidaires produit les mêmes effets (3). Si la demande d'intérêts a été

(1) Cf. art. 1153 C. civ. annoté Dalloz, n^{os} 231 à 238 et comp. art. 1904 C. civ.; Baudry-Lacantinerie et Barde t. 2, n^o 1227; Larombière, t. 3, art. 1207, n^o 2; Demolombe, t. 26, n^o 350.

(2) Art. 1153 C. civ. ann. n^o 125 et art. 1139 C. civ., n^{es} 1^{re} à 26. Cf. Civ. 16 Juin 1903 (D. 1903.1.407); Req. 6 Juillet 1926 (D. H. 26.450); Trib. civ. Seine 28 Janvier 1930 (D. H. 30.191).

(3) Larombière, t. 3, art. 1207, n^o 5; Demolombe, t. 26, n^o 351, Baudry-Lacantinerie et Barde, t. 2, n^o 1228.

formée contre un des codébiteurs ou la promesse d'intérêts obtenue d'un de ses codébiteurs, ceux-ci ne doivent pas d'intérêts et les codébiteurs ne les doivent que proportionnellement à la part héréditaire de celui qui a été sommé ou qui a promis. Enfin il convient de remarquer que pour que l'article 1207 s'applique, il faut que la dette revête un caractère d'exigibilité à l'égard de tous les codébiteurs : si une modalité affecte l'obligation d'un codébiteur, celui-ci ne devra les intérêts qu'après l'accomplissement de cette modalité.

SECTION III. — *EFFETS SECONDAIRES NOUVEAUX
ADMIS PAR LA JURISPRUDENCE DANS LE DOMAINE
DES ACTES JUDICIAIRES*

L'idée de représentation réciproque des codébiteurs entre eux a non seulement permis d'expliquer, après coup il est vrai, les effets secondaires qu'on vient d'examiner au cours des deux sections précédentes, mais encore a servi à la jurisprudence à admettre des effets secondaires nouveaux dans le domaine des actes judiciaires et qui ne reposent sur aucun texte. Ces effets nouveaux peuvent être rangés en deux paragraphes, d'une part, les exceptions apportées au principe de la relativité du jugement, d'autre part, les effets de la solidarité sur l'exercice des voies de recours.

§ 1^{er}. — *Exceptions au principe de la relativité du jugement*

On distinguera les règles admises par la jurisprudence quant à l'effet du jugement sur la situation des codébiteurs et les tempéraments qu'elle a été obligée d'y apporter.

Le créancier ayant la faculté de poursuivre pour le paiement de la dette l'un quelconque, le jugement qu'il a

obtenu sur la première poursuite qu'il a exercée contre un seul des codébiteurs est-il opposable aux autres non mis en cause ? (1).

On sait que la règle *res judicata pro veritate habetur* est absolue comme étant l'effet d'une présomption légale consacrée par l'article 1351 du Code civil et qu'elle est d'ordre public. L'exception qui en résulte empêche tout renouvellement de l'action. Mais cette exception ne peut être opposée qu'à ceux qui ont été parties au premier procès ; c'est ce qu'on exprime en disant que l'autorité de la chose jugée est purement relative. A l'égard des tiers le point à débattre reste entièrement en suspens et peut faire l'objet d'une demande en justice : *res inter alios acta neque prodesse neque nocere potest*. On n'a pas dans cette étude à expliquer le fondement d'ordre public de l'autorité de la chose jugée qui est surtout d'éviter que les litiges ne viennent à durer trop longtemps et d'éviter ainsi le ridicule ou le scandale d'une contrariété de jugement. Mais il convient d'ajouter à ce rappel succinct de principes que l'exception de chose jugée ne peut être accueillie qu'à trois conditions contenues dans l'article 1351 et exprimées par ces trois mots : identité de personnes, identité de cause et identité d'objet (2). Que devient la relativité de la chose jugée en matière de solidarité passive ? On s'est demandé si le jugement rendu à la requête du créancier à la suite de l'exercice de son droit de poursuite est opposable à ceux des codébiteurs qui n'ont pas figuré au procès. La négative a longtemps été

(1) Sur cette question cf. Seiler. *L'Autorité de la chose jugée en matière de solidarité*, 1933, p. 56 et s.

(2) Article 1351 C. civ. annoté, nos 81, 631, 859, 1356, 1436 et suivants, 1445 et suiv., 1449, 1457.

soutenue en jurisprudence et en doctrine (1) alors que l'affirmation à savoir l'opposabilité, avait été auparavant soutenue avant 1873 (2). Dans le système de la négative ou théorie de l'inopposabilité, les codébiteurs solidaires n'ayant jamais mandat de se représenter en justice, le jugement où l'un d'eux a été partie ne peut pas plus être opposé à ceux qui n'ont pas figuré à l'instance que la convention passée par l'un d'eux ne pourrait être invoquée au détriment de ceux qui y seraient restés étrangers ; et si le jugement rendu contre un débiteur solidaire ne peut nuire aux

(1) Demangeat, *Des obligations solidaires en droit romain*, p. 99 ; Demante et Colmet de Santerre, t. 5, nos 328 bis XXIV ; Laurent, t. 20, n° 120 ; Aubry et Rau, t. 4, § 298 ter, t. 8, § 769.

(2) Jur. gén. V^o Obligations n° 1421 : affirmative absolue des anciens auteurs ; Henrys, t. 2, livre 4, question 40 ; Pothier, *Oblig.* n° 98, Répertoire Dalloz V^o consorts n° 4 ; Toullier, t. 10, n° 202 ; Merlin, *op. cit.*, V^o chose jugée, § 18 à 20 ; Proudhon, *De l'usufruit* n° 1321 ; Carré, t. 2, n° 1718 ; Larombière, art. 1208, n° 19. Cette opinion se fonde sur l'unité de l'obligation solidaire et sur le mandat des codébiteurs entre eux (Jur. gén. V^{is} Appel civil, n° 584 et chose jugée n° 268 ; exploit n° 369) ; Req. 15 janvier 1839 (Sirey, 1839.1.97) ; Limoges, 19 Déc. 1842 (D. 1843.2.495) ; Dijon, 28 Déc. 1872 (D. 72.2.18) ; Seiler, *op. cit.*, p. 56 ; Demolombe, t. 26, n° 366 ; Baudrôy-Lacantinerie et Barde, t. 2, n° 1321 ; Huc, t. 7, n° 328 ; Larombière, t. 3, art. 1208, n° 18 ; Lacaste, *De la chose jugée*, n° 590 ; Bonnier, *Traité théorique et pratique des preuves*, l. 2, n° 887 ; Renouard, *L'autorité de la chose jugée au civil*, thèse Poitiers, 1901, p. 111 et s. Tous ces auteurs pour parer aux inconvénients de la non représentation réciproque des codébiteurs en justice se prononcent dans le sens de l'opposabilité en vertu de la nature même de la solidarité passive, en tirant argument soit de l'article 1200, soit de l'article 1285 du C. civ.

autres, le jugement rendu au profit de l'un d'eux ne peut pas davantage être invoqué au profit des autres (1).

Les partisans de l'opposabilité invoquent donc la pétition de principe commise par les partisans de l'opposabilité en ce qui concerne la représentation réciproque des codébiteurs en justice et ils en dénoncent le danger, en vertu du silence du Code lui-même (2).

(1) Jur. gén. V^o Chose jugée n^o 267; V^o Oblig. n^{os} 1414 et 1422; supplément chose jugée n^o 267; V^o Oblig. n^o 566. Jurisprudence adoptée par Delvincourt, t. 2, p. 500; Duranton, t. 13, n^o 520; Aubry et Rau, Redière, n^o 109; Marcade, art. 1351, n^o 13; Riom, 15 Janvier 1839 (Constant) qui décide :

1^o Le jugement ou arrêt rendu contre des débiteurs solidaires ne peut être opposé aux autres qui n'y ont pas été parties comme ayant aussi à leur égard force de chose jugée.

2^o La chose jugée contre un débiteur solidaire n'est pas chose jugée contre les autres codébiteurs restés étrangers au jugement, ceux-ci peuvent donc opposer la prescription au créancier malgré l'existence d'un jugement qui aurait écarté la même exemption invoquée par leur codébiteur. Limoges, 19 Décembre 1842 (Desgorces) Oblig. n^o 1404, Prêt à intérêt n^o 256.

Req. 3 Février 1846 (Guignebert D. 46.1.102).

(2) Duranton, t. 13, n^o 519; Tissier, *Théorie et pratique de la tierce opposition*, n^{os} 120 et 123; Griolet, *De l'autorité de la chose jugée*, p. 99, note; Renouard, thèse citée, p. 122; Pothier, t. 2, n^o 273; Baudry-Lacantinerie et Barde, t. 2, n^o 1231. Note Lacoste au Sirey 1884.2.17; Demolombe, t. 26, n^o 374; Troplong, t. 17, n^o 510. Seul un arrêt de la Cour d'Alger du 2 Janvier 1883 (Sirey, 84.1.17) se prononce pour la thèse de l'opposabilité. Cf. pour l'opposabilité imparfaite, Cass. civ., 16 Décembre 1891 (Sirey 1893.1.81).

Néanmoins il y a lieu de consigner les décisions suivantes: Lorsque de deux individus assignés comme débiteurs solidaires, l'un comparaît et l'autre fait défaut, le jugement qui condamne le défaillant comme seul débiteur ne peut sur l'opposition de celui-ci être rétracté que dans son intérêt et sans qu'il puisse être porté atteinte au premier jugement en tant qu'il affranchit de l'action du demandeur celui des défendeurs avec lequel il a été contradictoirement rendu (1). Lorsqu'un arrêt a condamné solidairement deux débiteurs au profit d'un même créancier, un arrêt ultérieur peut sans vider l'autorité de la chose jugée, décharger de toute condamnation l'un des débiteurs à l'égard de l'autre en obligeant celui-ci à la garantie, cette deuxième décision n'ayant ni la même cause ni le même objet que la première (2).

Si la chose jugée avec le vendeur ne peut être opposée au successeur particulier qu'en tant qu'elle s'applique aux droits qui ont fait l'objet même de la transmission, le tiers détenteur d'un immeuble hypothéqué qui paye le créancier avec subrogation dans les droits de celui-ci est fondé à poursuivre son remboursement contre chacun des codébiteurs solidaires tenus de la dette, alors même que par suite de la chose jugée entre ces derniers, quelques-uns seulement se trouveraient chargés de la dette (3).

(1) Civ. 25 Janvier 1831 (Jur. gén. V^o Chose jugée n^o 52, 2^o).
Comp. Crim. 25 Juin 1886 (Jur. gen. Supplement eodem V^o, n^o 82, 11^o).

(2) Lyon, 1^{er} Avril 1887; Civ. 23 Juillet 1889 (D. 91.1.342).

(3) Cass. Belgique 31 Janvier 1851 (Pasicrisie belge 1851.1.298);
Cf. Cass. civ. 15 Janvier 1873 (D. 1873. 1.249), 28 Déc. 1881 (Sirey 1883.1.465).

Cependant doctrine et jurisprudence évoluèrent sous l'empire de l'idée de mandat donné par chaque codébiteur d'améliorer la position de son coobligé. Mais elles faisaient une distinction : d'une part, tous les codébiteurs pouvaient se prévaloir de la chose jugée au profit de l'un d'eux lorsque, soit à raison de l'extinction de la dette par payement celui-ci avait été renvoyé de la demande, sauf si la décision était fondée sur une exception personnelle au débiteur (1). D'autre part, la décision rendue contre un débiteur solidaire n'est pas opposable aux autres codébiteurs non parties au jugement (2); ainsi le déguerpissement d'un fonds par l'effet de la clause résolutoire prononcée contre un détenteur d'une partie de ce fonds ne donnait pas droit d'évincer de leurs portions par voie d'éviction les autres débiteurs solidaires qui n'avaient été ni appelés ni parties au jugement (3) ; d'autre part, la condamnation prononcée contre un débiteur solidaire bien qu'elle soit poursuivie tant en son nom qu'au nom de ses codébiteurs n'est pas exécutoire contre ces derniers pour la même raison que plus haut (4).

(1) Civ. 4 Juin 1883 (D. 83.1.385) cf. art. 1208 C. civ. ann. n^{os} 25 à 31.

(2) Jur. gén. V^o chose jugée n^o 268. Paris 12 prairial an 10; Civ. 15 Juillet 1839; Toulouse, 7 Avril 1840 (Jur. gén. V^o Jugement par défaut n^o 426, 4^o); Req. 3 février 1846 (D. 46.1.102). Comp. Toulouse, 23 février 1827 (Jur. gén. V^o Oblig. n^o 1423). — Duranton, t. 13, n^o 520; Marcadé, art. 1351, n^o 13; Rodière, op. cit., n^{os} 109 et 370; Demangeat, op. cit., p. 99, note 4; Aubry et Rau, t. 8, § 769.

(3) Req. 11 février 1824 (J. G. V^o Oblig. 1425).

(4) Bordeaux, 18 Décembre 1827 (loc. cit.) Cf. contra en vertu d'une certaine idée de mandat. Paris, 20 mars 1809 (Sirey 1809.2.293);

On a pu soutenir qu'il y aurait alors opposabilité imparfaite, les jugements défavorables rendus contre un codébiteur étant seuls inopposables aux codébiteurs non mis en cause (1). Toutefois il semble bien que la théorie de l'opposabilité imparfaite, impliquant la représentation imparfaite, doit être repoussée comme celle-ci (2).

Après de longues hésitations, la jurisprudence a admis dans une dernière évolution non seulement que le jugement rendu à la requête du créancier contre l'un des débiteurs est opposable à tous les autres, bien qu'ils n'aient pas été mis en cause dans l'instance et s'ils n'ont pas d'exception personnelle à opposer à la demande, mais aussi que le jugement qui débouterait le créancier de ses poursuites contre un des codébiteurs peut être invoqué par tous les autres (3). Cependant l'opposabilité de la chose jugée à tous les

Angers, 5 Décembre 1839 (Jur. gén. V^o Degré de juridiction n^o 284, 2^o) et Req. 29 Décembre 1836 (solution impliquée). (Jur. gén. V^o Oblig. n^o 1426).

(1) Aubry et Rau, t. 12, § 769, note 52; Mourlon, t. 2, n^o 1630; Marcadé, *Eléments du droit civil français*, t. 5, art. 1351, n^o 13; Rodière, *op. cit.*, p. 80.

(2) Madray, *Essai d'une théorie générale de la représentation en droit privé français*, thèse Bordeaux 1931, p. 173; Planiol et Ripert, t. 7, n^o 1086; Jossevaud, *Cours de droit civil positif français*, t. 2, n^o 768; Crépon, *Traité de l'appel en matière civile*, t. 1, n^o 1332; Rivoire, *Traité de l'Appel*, n^o 81; Rousseau et Laisnez, *Dictionnaire de procédure*, V^o Appel, n^o 128; Carré et Chauveau, *Lois de la procédure*, t. 4, p. 285; Glasson, Tissier et Morel, t. 3, n^o 985.

(3) Capitant II, p. 189. Cf. Jur. gén. V^o Chose jugée n^o 28; Civ. 14 août 1811; Demolombe, t. 26, n^{os} 190, 366 et 628. Comp. Larombière, t. 7, art. 1351, n^o 100.

codébiteurs est soumise à cette double condition que le jugement n'ait pas été le résultat d'une collusion entre le débiteur poursuivi et le créancier et ne renferme pas une aggravation de l'engagement primordial (1), solution d'ailleurs traditionnelle (2) et que le débiteur poursuivi n'ait pas négligé d'opposer au créancier une exception commune qui lui aurait permis de repousser la demande au profit de tous les autres (3). Mais il résulte implicitement de ces conditions que s'il y avait eu collusion ou fraude ou si le débiteur non appelé au procès avait pu invoquer une exception personnelle, il aurait été admis à attaquer par la voie de la tierce opposition la décision rendue, car dans tous ces cas, on ne peut considérer le codébiteur appelé en justice comme le contradicteur légitime du créancier et le représentant nécessaire de ses coobligés (5) en tant que ceux-ci n'ont à

(1) Dijon, 28 Décembre 1871 (D. 72.2.194); Demolombe, t. 3, n° 374. Comp. Agen, 20 Juin 1860 (D. 60.2.176) Civ. 1^{er} Décembre 1885 (Sirey 1886.1.55) et 28 Décembre 1881 (S. 83.1.465).

(2) Lyon, 8 Août 1832 (Jur. gén. V^o Oblig. 1424 et V^o Cautionnement n° 318); Req. 11 Déc. 1834 (Jur. gén. V^o Chose jugée n° 266); Civ. 15 janvier 1873 (D. 73.1.249).

(3) Req. 25 Novembre 1903 (Sirey, 1906.1.345).

(4) Jur. gén. V^o Oblig. n° 1426. Idem pour la caution et la caution solidaire. Jur. gén. V^o Oblig. n° 571, Supplém. V^o Cautionnement nos 164 et s., art. 2036 C. civ.; Baudry-Lacantinerie et Barde, t. 2, n° 1132. Civ. 28 Décembre 1881 (D. 82.1.377) et 1^{er} Décembre 1885 (D. 86.1.252); c'est l'arrêt de la Chambre civile de la Cour de Cassation du 15 janvier 1873 (D. 73.1.249) rendu sur le rapport de Larombière, qui fonde véritablement en jurisprudence la doctrine de la représentation en justice des corréaux. Cf. d'autres arrêts dans les références suivantes : chose jugée favorable, Civ. 25 Mars 1902 (D. 1903.1.484);

opposer aucune exception qui leur soit personnelle. Le créancier qui a obtenu jugement contre un autre codébiteur non compris au jugement, en vertu du principe de la représentation mutuelle : la reconnaissance de la dette faite par l'un des codébiteurs vaut comme si elle avait été faite par tous, l'acte réconfortif où il a été seul partie peut donc s'il est authentique valoir comme titre exécutoire contre ceux qui n'y ont pas figuré (1). L'autorité de la chose jugée ne pouvant être opposée s'il n'y a pas identité de parties, il s'ensuit que l'action d'un ouvrier mineur tendant à la majoration de sa pension de retraite doit être rejetée par un jugement passé en force de chose jugée, l'action qu'il intente contre la compagnie minière ne pouvant être écartée par l'autorité de la chose jugée qui résulterait de ce jugement par le motif que les deux compagnies sont devenues débitrices solidaires et dès lors constituent une seule et même partie, si la réciprocité dont la deuxième décision fait résulter la solidarité des compagnies n'a pas été stipulée dans leurs conventions (2).

Ajoutons que la chose jugée avec l'un des débiteurs solidaires est opposable à la caution (3).

chose jugée défavorable, Civ. 28 Décembre 1881 (D. 82.1.337); 1^{er} Décembre 1885 (D. 86.1.251); Alger 7 Décembre 1885 (D. 86.2.80); Agen, 28 Octobre 1891 (D. 93.2.540); Civil 6 Janvier 1919 (D. 23.1.112); Paris, 4 Avril 1927 (D. 29.2.89).

(1) Chauveau, *Lois de la procédure civile*, question 2001 bis.

(2) Civ. 12 Mai 1919 (D. 20.1.11). Comp. Lille, 29 Avril 1931 (D. H. 1931.311); Cass. crim., 3 Janvier 1931 (Sirey 1931.1.313).

(3) Civ. 6 Janvier 1919 (D. 23.1.112). Répertoire pratique V^o Chose jugée n^{os} 182, 185 et s.

Il importe de maintenir dans de justes limites l'autorité de la chose jugée ; tous les codébiteurs peuvent s'en prévaloir, mais vis-à-vis du créancier seulement, car le jugement obtenu par l'un d'eux n'a statué que sur la contestation entre le débiteur et le créancier, il n'y a rien de jugé entre les débiteurs eux-mêmes au sujet de la répartition de la dette commune, si par des conclusions spéciales, ils n'ont pas soumis cette question litigieuse au juge chargé de statuer sur le principal. Ainsi, lorsqu'un arrêt a condamné solidairement deux débiteurs au profit du même créancier, un arrêt ultérieur peut, sans violer l'autorité de la chose jugée, décharger de toute condamnation l'un des débiteurs à l'égard de l'autre en obligeant celui-ci à le garantir, cette deuxième décision n'ayant ni la même cause, ni le même objet que la première (1).

En effet, lorsqu'un débat s'élève entre un créancier et plusieurs codébiteurs au sujet de l'existence de la créance, et qu'un autre débat s'élève ensuite au sujet de la répartition de la dette, on ne rencontre aucune des conditions auxquelles est subordonnée l'autorité de la chose jugée (2). Il est à remarquer dès lors que l'idée d'impossibilité d'exécution de décisions divergentes, la notion d'un litige qui n'est susceptible que d'une seule et même solution à l'égard des intéressés ainsi réduite à sa plus simple expression, ne constitue qu'un principe de solution extrêmement imparfait. Alors que la notion de représentation et de mandat tendait au moins théoriquement et à la limite, — à supprimer les conflits en faisant réputer jugé à l'égard de l'un, ce qui

(1) Cassation, 23 Juillet 1889 (D. 91.1.342).

(2) Larombière, théorie et pratique des obligations, art. 1351, n° 142.

était jugé à l'égard de l'autre et orientait la théorie vers l'unité de la chose jugée, la notion nue d'indivisibilité du litige ni ne supprime les conflits, ni ne donne le moyen de le résoudre, ne fournissant pas elle-même les raisons d'une prééminence d'une décision sur l'autre. Dans ces conditions, la plupart des règles conditionnelles habituellement admises peuvent apparaître pour l'instant sans fondement théorique bien déterminé. On peut classer ces règles en deux catégories d'après leur objet : les unes, s'efforçant de résoudre le conflit en assurant la prééminence d'une décision sur une autre (possibilité pour un codébiteur d'invoquer malgré la chose jugée contre lui, la réformation obtenue par un seul codébiteur appelant) ; d'autres règles en quelque sorte préventives tendant à empêcher le conflit soit en assurant l'unité de la chose jugée (mise en cause générale de tous les intéressés), soit à l'inverse en édictant une irrecevabilité générale (absence de mise en cause générale de tous les codébiteurs).

Il n'est pas impossible au surplus que sous l'apparente immobilité des solutions, l'évolution se poursuive préparant à travers une conception de plus en plus stricte et en quelque sorte matérielle de l'indivisibilité du litige un retour plus ou moins complet en matière indivisible au principe de droit commun de la relativité et de l'irrévocabilité de la chose jugée considérés comme simplement paralysés en fait dans la stricte mesure où chaque fois un obstacle résultant de l'indivisibilité s'opposerait invinciblement à l'exécution simultanée des décisions concurrentes. Ce serait une conception purement objective située à l'antipode de l'idéal ancien d'unité jugée réalisée au moyen de la notion de représentation. A cet égard, apparaît significative la décision du 9 janvier 1905 rappelée ci-dessus qui dans des mo-

tifs de principe remarquables indique que s'il peut arriver que le sort des parties non appelantes demeure encore lié sous certains rapports à celui d'autres co-intéressés plus diligents, ce n'est qu'au cas où une indivisibilité absolue de l'objet litigieux rendrait impossible l'exécution simultanée des deux décisions, cas auquel l'autorité de la chose jugée serait tenue en échec par un obstacle matériel.

Mais doit-on aller jusqu'à dire que la condamnation prononcée contre l'un des codébiteurs est exécutoire contre les autres qui n'ont pas été parties au jugement ? Il est difficile d'admettre en effet qu'une exécution puisse être poursuivie contre une partie en vertu d'un titre dans lequel elle n'est même pas nommée ; on ne peut donc soutenir qu'une condamnation suffise pour autoriser l'exercice des modes d'exécution forcée contre les coobligés en vertu du caractère personnel de toute condamnation et ce ne serait que par un renversement inexplicable des principes que l'on étendrait ainsi l'effet d'un titre exécutoire à des parties qui n'y sont pas comprises (argument de l'article 1204 du Code civil) ; des poursuites successives seraient dès lors bien inutiles si le jugement rendu contre l'un d'eux pouvait sans autres formalités s'exécuter contre les autres (1).

Le créancier ne pourra présenter contre le codébiteur qu'après avoir obtenu du tribunal un titre exécutoire contre lui. Mais le jugement déjà obtenu aura force de chose jugée contre ce débiteur quant à la question qu'il a eu à résoudre ; le débiteur ne pourra donc se soustraire à une condamnation qu'en contestant la solidarité ou en opposant les exceptions à lui personnelles (2).

(1) Solution contraire soutenue par Chauveau, Question 2001 bis.

(2) Jur. gén. V^{is} Vente n° 1295 et Oblig. n° 1425. En matière de

L'autorité de la chose jugée pose à propos de l'indivisibilité, des problèmes voisins de ceux auxquels elle donne lieu en matière de solidarité. Qu'il nous soit permis à ce sujet d'emprunter quelques lignes à la thèse de M. Seiler. Cette similitude provient certainement de ce que l'obligation au total existe dans les deux espèces d'obligations. « Seulement ce n'est qu'une analogie d'effet de laquelle on ne peut induire une identité de cause ; cette commune conséquence de l'indivisibilité et de la solidarité passive possède des origines différentes », qui sont, pour la première, la nature de la chose formant obstacle au fractionnement de la prestation, pour la seconde, l'unité d'obligation imposée légalement ou par la volonté des parties. L'idée de représentation ne peut trouver de véritable utilité que pour l'obligation solidaire. « L'analogie d'effet ne doit donc pas faire oublier la profonde différence de nature qui existe entre la solidarité et l'indivisibilité ». Nous n'y reviendrons plus, mais nous allons voir au cours du paragraphe suivant que la similitude d'effets entre ces deux espèces d'obligations se pose à nouveau au sujet du bénéfice des voies de recours (1).

procédure cf. Jur. gén. V^o exploit n^{os} 368 et s. ; Péremption n^o 329 ; Appel n^o 584, intervention n^o 67 ; Demande nouvelle n^o 70 ; Rodière n^o 122 ; Larombière, art. 1208, n^o 23. Jur. gén. VI^{is} Exploit n^o 405, Degrés de juridiction n^o 162, Arbitrage n^o 272, Surenchère n^o 103.

En matière de dépens : Civ. 11 Février 1889 (D. 89.1.316), 29 Octobre 1913 (D. 17.1.196), Req. 2 Février 1925 (D. 26.1.57, Note Savatier) et 3 Mai 1926 (D. H. 26.298) Civ. 18 Mars 1927 (D. H. 27.242).

Cf. aussi Req. 28 Juin 1928 (D. 30.1.153) et Civ. 26 Octobre 1931 (D. H. 31.569).

(1) Seiler, thèse précitée, p. 5 et s. : Cass. belge, 1^{er} Juillet 1880

§ 2. — *La question du bénéfice des voies de recours
au profit de tous les codébiteurs*

Au cas de poursuite générale des codébiteurs par le créancier aboutissant à un jugement de condamnation prononcé contre eux, une question, pratique cette fois, se pose fréquemment devant les tribunaux : c'est celle de savoir si la signification du jugement faite à un seul des débiteurs produit effet à l'égard des autres, en faisant courir les délais d'appel ou d'opposition à l'égard de tous, si l'appel ou l'opposition formé en temps utile par un codébiteur profite à tous ceux qui ont laissé passer les délais légaux, ou enfin si la cassation d'un arrêt obtenu par un codébiteur profite aux autres. Il y a là un aspect de la question plus général d'après laquelle lorsqu'un jugement a été rendu en première instance vis-à-vis de plusieurs personnes obligées à la même dette, l'appel régulier et interjeté par un seul ou contre un seul des codébiteurs ne produit qu'un effet individuel et restreint soit à celui qui a signifié l'acte soit à celui qui a été touché par cet acte, ou bien produit-il un effet collectif et de nature à être invoqué par tous les codébiteurs. Il ne s'agit pas de l'autorité de la chose jugée, c'est-à-dire des effets de l'arrêt d'appel, mais bien des effets de l'acte d'appel signifié. Quelques arrêts récents ont permis à la doctrine de mettre la question au point, notamment un arrêt de la Chambre des Requêtes en date du 28 juin 1928, qui a incité M. G. Holleaux à la résumer dans une dissertation remarquable et qu'on se permettra au cours de ce

(Pasicrisie belge 1800.1.259); Cour d'Appel mixte d'Alexandrie, 26 Décembre 1912 (*Bulletin de législation et de jurisprudence égyptiennes*, t. 25, p. 28); Contra art. 116 C. civ. soviétique.

paragraphe de mettre souvent à contribution (1). Voici d'abord ce que décide la jurisprudence : plusieurs codébiteurs ayant été mis en cause en première instance, l'appel utile de l'un rend recevable l'appel irrégulier ou tardif des autres (2). Un codébiteur en cause en première instance pourra toujours, bien que n'ayant pas paru sur l'appel de son coobligé, profiter de la réformation obtenue par celui-ci. L'appel formé par le créancier d'un jugement le déboutant, hors du délai prévu à partir de la signification est irrecevable même à l'égard du codébiteur qui n'a pas signifié le jugement. D'autre part, étant donné que l'article 443 C. pr. civ. d'après lequel la signification du jugement ne fait courir le délai d'appel qu'au profit du requérant ne s'applique ni en matière d'indivisibilité ni en matière de solidarité, la signification au créancier du jugement rendu en faveur des codébiteurs faite par un seul d'entre eux, fait courir le délai d'appel au profit de tous. Le mandat que les débiteurs solidaires sont réputés se donner entre eux s'il leur permet d'améliorer la condition de tous n'a pas pour effet de pouvoir nuire à celle-ci. Lorsque plusieurs parties ont été poursuivies solidairement à raison d'une faute commune, l'appel formé en temps utile contre quelques-unes d'entre elles ne conserve pas le droit de l'appelant vis-à-vis des autres ; l'appel formé tardivement contre l'un de ces

(1) D. 30.1.153 ; cf. aussi Trib. civ. Lille, 29 Avril 1931 (Lefort contre Dael) (D. H. 31.311) et Civ. 26 Octobre 1931 (D. H. 31.569) ; Cf. Rép. pratique V^o Appel en matière civile, n^{os} 305 et s. ; Req. 28 Juin 1928 (*Gaz. Pal.* du 30 Septembre 1928) ; Cass. crim. 3 Janvier 1931 (Sirey 1931.1.313).

(2) Cf. D.89.2.213 ; D. 82.2.193 ; Requ. 10 Nov. 1890 (D. 92.1.8) ; Caen, 5 Mars 1894 (D. 95.2.329).

derniers demeure irrecevable à son égard et dès lors, l'arrêt qui le déclare valable doit être cassé (1). Enfin, il a été précisé qu'au cas où des codébiteurs compris dans le même jugement de condamnation ont été par là-même mis individuellement en mesure de se défendre, chacun doit user des voies de recours comme il l'entend ou se joindre à celui qui en a utilisé une en temps utile, sous peine d'être présumé avoir acquiescé au jugement, et que par conséquent l'appel du codébiteur ne profite qu'à lui. La présomption d'acquiescement n'est que relative et pourra être détruite par la preuve contraire, par exemple, l'ignorance d'une condamnation par défaut jusqu'au moment des actes d'exécution exercés contre le débiteur de bonne foi (2). D'après l'article 447 du C. pr. civ. les délais de l'appel sont suspendus par la mort de la partie condamnée ; il s'ensuit que la signification collective faite aux héritiers au domicile du défunt ne fait courir les délais d'appel que si le défunt ayant reçu lui-même avant son décès la signification du jugement, le délai d'appel avait déjà commencé à courir, il avait été suspendu par le décès et qu'il ne s'est agi que d'en assurer la reprise. Dès lors, à défaut de signification du jugement à la partie condamnée avant son décès dont notification n'a pas été faite à l'adversaire, la signification collective est inopérante à l'égard des héritiers contre lesquels le délai d'appel ne court qu'à partir de la signification individuelle qu'ils ont reçue (3). D'après M. G. Hol-

(1) Civ. 21 Avril 1891 (D. 92.1.177, note Cohendy).

(2) Comp. Jur. gén. V^o Acquiescement n^o 46).

(3) Civ. 17 Avril 1929 (D. H. 29.282) ; Jur. gén. V^o Appel civil n^o 1917, Répertoire pratique *eodem verbo* n^o 525. Cf. art. 724 et 1122 du Code civil.

leaux, les principes consacrés par les récents arrêts cités plus haut accusent un déclin certain de la théorie autonome des effets secondaires de la solidarité dont l'élaboration a eu lieu au cours du XIX^e siècle. En effet, grâce à la confusion entre les deux notions d'indivisibilité et de solidarité qu'on a dénoncée au cours de l'introduction à la présente étude, la dérogation au principe du bénéfice personnel de l'appel s'est tout d'abord développée en matière indivisible depuis fort longtemps (1), et c'est de ce qu'en cette matière l'appel d'un co-intéressé profite à tous les autres co-intéressés que cette règle a été étendue sans autre formalité à la matière de la solidarité (2). La nature même de la dette

(1) Comp. quand il s'agit d'une dette divisible et de codébiteurs simplement conjoints (héritiers), l'effet individuel de l'appel: Civ. 16 Déc. 1879 (D. 80.1.378) et 24 Mars 1880 (D. 81.1.374); Jur. gén. V^o Appel civil n^o 883. Supplément V^o 1119; Civ. 11 Février 1889 (D. 89.1.316).

(2) En matière indivisible, on ne rappellera ici que les décisions nombreuses consacrant l'effet absolu de l'appel.

a) Metz, 29 mai 1812 (Jur. gén. V^o appel civil n^o 592); Amiens, 2 5Nov. 1824 (Jur. gén. V^o Appel civil n^o 596); Caen, 19 Février 1850 (D. 52.2.89); Civ., 7 Mars 1854 (D. 54.1.345); 14 Nov. 92 (D. 93.1.357); (27 Juin 1896, D. 94.1.512); Besançon, 6 Juillet 98 (D. 99.2.484); cf. aussi (D. 05.1.221); Rep. prat. V^o Appel en matière civile n^{os} 293 et s.; Req. 3 Février 1846 (D. 46.1.102): dans un cas d'opposition.

b) Art. 443 C. pr. civ. annoté n^{os} 439 et s.; Grenoble, 8 Décembre 1810 (Jur. gén. V^o appel civil n^{os} 1 à 46); Rennes, 25 Juin 1818 (Jur. gén. V^o Oblig. n^o 1580); Req. 30 Mars 1825 (Jur. gén. V^o Appel civil n^o 982); Toulouse, 27 Avril 1827 (Jur. gén. V^o Appel civil n^o 1040); Colmar, 28 Décembre 1839 (Jur. gén. V^o Appel civil n^o 1044) 3^e espt;

indivisible fait que l'appel ne peut produire un effet seulement relatif.

En effet, tant que la théorie de la représentation mutuelle des codébiteurs solidaires ne fut exposée que d'une manière incomplète et peu méthodique, le flottement de la jurisprudence est significatif ainsi que sa propension à recourir à la notion d'indivisibilité dans la plupart des cas (1). Il convient donc de rappeler en quelques mots l'évolution doctrinale et jurisprudentielle en matière d'indivisibilité relativement au bénéfice des voies de recours. Dans le cas où des co-intéressés ayant obtenu gain de cause en première instance, leur adversaire interjetant appel, cet appel régulier en la forme et utile contre l'un de ceux-ci couvre la nullité résultant de l'irrégularité de forme ou de la tardivité de l'appel. Un principe directeur se détache nettement selon lequel les conséquences de l'indivisibilité doivent dès leur application s'interpréter plutôt dans le

Civ. 5 Juillet 1852 (D. 52.1.181), 30 Août 1852 (D. 276), 5 Mai 1854 (D. 54.1.205), 25 Mars 1861 (D. 61.1.158); Req., 11 Mars 1867 (D. 67.1.352), 22 Janvier 1868 (D. 68.1.109); Lyon, 10 Décembre 1868 (D. 69.2.71); Civ. 12 Juin 1872 (D. 73.1.22); Paris, 24 Avril 1874 (D. 75.2.9); Req. 8 Mars 1875 (D. 75.1.482); Civ., 27 Février 1877 (D. 77.1.292); Nîmes, 7 Mai 1879 (D. 79.2.133); Riom, 21 nov. 1887 (D. 90.2.38); Req., 9 Nov. 1892 (D. 93.1.211), 3 Déc. 23 (D. H. 24.87); Montpellier, 23 Fév. 1827 (Mon. Jud. Midi 1^{er} Novembre 27); Douai, 29 Juin 27 (Reencil. Douai 27.225); Bordeaux, 23 Avril 28 (D. 29.2.165).

(1) Cf. Grenoble, 4 Janvier 1815 (Jur. gén. V^o Appel civil n^o 1048) qui décide en vertu d'une certaine idée de mandat que l'appel utile d'un codébiteur valide l'appel tardif de l'autre.

sens qui maintient et vivifie le droit des parties que dans celui qui tendrait à les anéantir sans examen (1).

La jurisprudence distingue pour des considérations de fait le défaut complet de mise en cause et une mise en cause irrégulière des co-intéressés (2) ; elle restreint ainsi autant que possible les cas d'irrecevabilité ; toute manifestation de volonté est considérée comme nécessairement générale en matière indivisible et comme exemple typique de ces règles où l'utilité pratique tient lieu de justification théorique. Pendant longtemps donc la notion d'indivisi-

(1) Civ., 14 Août 1866 (D. 66.1.483) Comp. Req. 27 Nov. 1905 (D. 1906. 1.309). Noter les références suivantes en cette matière. Rep. prat. V^o appel en matière civile n^o 330. Nouveau Code de proc. civ. ann. art. 443, n^{os} 637 et s.

Pour la tardiveté : Bourges, 23 prair. an 13, Jur. gén. V^o Appel civil n^o 1046, 16 août 1809 n^o 1044 ; Poitiers, 15 Décembre 1831, n^o 1046, Civ. 20 Juillet 1835 n^o 1046 ; Paris, 24 Avril 1874 (D. 75.29) ; Nîmes, 7 Mai 1879 (D. 79.2.133) ; Civ. 18 Juin 1895 (D. 45.1.471) ; Alger, 25 Novembre 1895 (D. 45.1.471) ; Alger, 25 Nov. 95 (D. 98.2.325) ; Paris, 30 Janvier 1908 (D. 08.2.168) ; Montpellier, 4 Février 1925 (Mon. Jud. du midi 25.88).

Pour la tardiveté : Bourges, 23 prair. an 13, Jur. gén. V^o Appel gén. V^o Appel civil n^o 626) ; Toulouse (13 Avril 1839, Jur. gén. V^o Exploit n^o 545) ; Toulouse, 13 Avril 1839 (Jur. gén. V^o Exploit n^o 545) ; Paris, 9 Février 1846 (D. 46.2.189) et sur pourvoi Req. 9 Mars 1847 (D. 47.1.137) ; Orléans, 25 nov. 1851 (D. 54.2.175) ; Civ. 29 Avril 1862 (D. 62.1.214) ; Dijon, 23 Décembre 1868 (D. 70.2.219) ; Civ. 12 Juin 1872 (D. 73.1.22) Limoges, 3 Mai 1887 (D. 90.2.129) Note Dramar ; Rennes, 11 Mars 1912 (Sirey, 13.2.75).

(2) Glasson, Tissier et Morel, *Traité pratique de proc. civ.*, t. 3, n^o 940.

lité, qui, en la matière, désigne une situation juridique telle que l'exécution simultanée de deux décisions divergentes qui ne seraient définitivement applicables qu'à une partie des co-intéressés apparaît impossible, a semblé susceptible d'être interprétée largement (1) ; l'application de ces règles au cas de la solidarité est l'illustration la plus nette de cette extension de la notion d'indivisibilité ; rien d'étonnant à cela lors d'une période pendant laquelle la théorie de la représentation mutuelle est trop peu développée encore pour fournir une base solide de décision (2). « La solidarité des condamnations qui fait que chaque partie est tenue pour le tout... produit une véritable indivisibilité ». C'est là d'ailleurs un mouvement jurisprudentiel qui s'appuie manifestement sur la doctrine d'auteurs qui à la même époque s'efforcent systématiquement à rapprocher et à confondre en partant des notions d'unité d'objet et d'obligation au tout, les deux idées de solidarité et d'indivisibilité (3).

Toute la théorie a reposé plus ou moins explicitement sur cette idée qu'en matière indivisible les co-intéressés sont de droit représentants ou mandataires judiciaires les uns

(1) Cf. Digeste 49.1.10. — 4 et Code 7.68.2. — Req. 14 floréal an 10 (Jur. gén. V^o Appel civil n^o 1042) ; Turin, 5 prairial an 12 et 28 Février 1810 (ibidem n^o 1041), 9 Mars 1811 (Sirey 1812.2.78).

(2) Req. 30 Mars 1825 (Jur. gén. V^o Appel civil n^o 982 et 27 Mai 1829 (loc. cit. V^o Oblig. n^o 1414) ; Colmar, 11 Mars 1807 ; Merlin, *op. cit.*, V^o Appel § 15, 2, t. 1. — Caen, 26 Juin 1837 (Jur. gén. V^o Appel civil, n^o 1044). Civ. 30 août 1852 (Sirey 52.1.87) ; Nancy, 16 Janvier 1836 (Jur. gén. V^o Appel civil n^o 1187).

(3) Toullier, *Droit civil français*, t. 10, n^{os} 206-208 ; Chauveau sur Carré, *Lois de la procédure* quest. 1561, édition 1843, t. 3, p. 613.

des autres (1) sans que ce mandat ait une portée générale. Par la suite, à cette notion large de l'indivisibilité dont l'idée de mandat constituait un ressort essentiel s'est progressivement substituée une conception différente. L'idée de représentation entre coobligés repoussée par toute la doctrine moderne en matière d'indivisibilité en général (2) s'efface peu à peu de la matière, de la jurisprudence au moment même où elle va prendre une si grande place en matière de solidarité (3) jusqu'à assimilation complète des effets amis auparavant en matière d'indivisibilité (4). Depuis 1891 s'est manifesté un déclin fort net de l'idée de représentation entre corréaux, en dehors des effets absolus de la chose jugée entre codébiteurs (5). Car il n'y a pas d'écas-tacle à ce que les effets ordinaires de la chose jugée puissent se produire et les motifs pour lesquels l'appel produit un effet collectif en matière d'indivisibilité ne se rencontrent plus en matière de solidarité, bien que le sort de chaque codébiteur soit lié à celui de ses codébiteurs dans une mesure presque aussi rigoureuse que lorsqu'il s'agit d'une obligation indivisible. Ce n'est pas une conséquence de la nature de la chose due, mais bien de cette représentation nou-

(1) Civ., 29 germinal an 11; Montpellier, 27 Juillet 1825 (Jur. gén. V^o Appel civil n^o 629); Caen, 19 Février 1850 (D. 52.2.89); Civ. 31 Décembre (D. 56.1.17); Dijon, 23 Décembre 1868 (D. 70.2.219).

(2) Bonnier, *Traité des preuves*, édition 1852, n^o 785, p. 729. — Baudry Lacantinerie et Barde, t. 2, n^o 1342, 4^o. — Capitant, t. 2, p. 196. — Planiol, t. 2, n^o 802.

(3) Comparer ce qui s'est passé relativement à l'effet de la chose jugée supra § 1^{er}.

(4) Req. 22 Janvier 1868 (D. 68.1.109).

(5) Civ. 16 Décembre 1891 (D. 92.1.177 et Sirey 93.1.81 note Tissier)

tuelle qui existe entre eux surtout lorsqu'il s'agit d'améliorer leur situation respective.

Si l'appel interjeté contre le créancier par un codébiteur profite à tous ceux qui pourraient intervenir en cause d'appel alors même qu'ils auraient formé un appel irrecevable (1), par contre la validité de l'appel interjeté par le créancier contre un des coobligés ne couvre pas la nullité de l'appel formé contre un autre, l'exception de nullité propre n'empêchant pas d'ailleurs, en raison de la divisibilité du litige, l'appel de suivre son cours à l'égard de celui contre qui il était formé (2). La doctrine qui appliquait en cette matière les règles de l'article 1205 a été longtemps opposée à cette manière de voir. En 1893, la Chambre civile de la Cour de Cassation dans un arrêt du 27 novembre (3) décidait que si un des coobligés ayant formé isolément un recours avait été déclaré irrecevable par une décision passée en force de chose jugée, il ne pouvait pas se prévaloir de décisions plus favorables (réduction du montant de

(1) Civ. 25 Mars 1861 (D. 61.1.158); Lyon, 19 Mai 1881 (D. 82.2.193); Paris, 10 Juin 1882 (D. 83.2.22); Limoges, 6 Avril 1888 (D. 89.2.213); Req. 10 nov. 1890 (D. 92.1.8).

(2) Dans le même sens que Civ. 16 Décembre 1891, Besançon, 14 Déc. 1892 (D. 93.2.279); Comp. Civ. 11 fév. 1889 (Sirey 89.1.201) qui donne implicitement la même solution. Cf. rapport conforme de l'avocat général Roussellier. Civ. 16 Déc. 1891 (Gaz. Pal., 92.1.494, colonne 1); Contra: Garsonnet Proc. civ. n° 637; Crépon, Traité de l'appel n° 1691; Jur. gén. V° Appel civil nos 584 et 631 et Supp. Code V° nos 114 et 131; Agen, 20 Juin 1860 (D. 60.2.176). Sur la solidarité imparfaite cf. Paris, 22 février 1870 (D. 71.2.164), 8 février 1877 (D. 77.2.88).

(3) Civ. 27 Novembre 93 (D. 94.1.378; s. 94.1.233 note Tissier).

la dette solidaire, en l'espèce) obtenues par ses consorts sur leur recours ultérieur : ceux-ci ne pouvaient plus être considérés comme l'agent représenté. Et dans ces conditions — point capital — le débiteur en question restait tenu du montant total de la dette primitive.

La Cour de Cassation ne s'arrêta pas là : en 1901, sa Chambre civile dans un arrêt du 1^{er} mai (1) restreignit encore le champ d'application de la notion de mandat en écartant résolument toute représentation mutuelle quant à l'exercice des voies de recours entre coobligés tous en cause en première instance et compris dans un même jugement de condamnation ; c'était limiter cette représentation au cas où un codébiteur serait seul poursuivi ainsi qu'au cas où un codébiteur condamné avec d'autres se joindrait en tout temps au recours formé par ses consorts. Quelle explication donner du maintien de l'idée de représentation en cette dernière hypothèse ? Il est impossible d'admettre (2) que la Cour de Cassation ait entendu maintenir dans cette mesure seulement le principe de la représentation entre corréaux ; l'arrêt lui-même met sur le même plan le fait par le codébiteur condamné avec d'autres de faire appel ou opposition et le fait de se joindre au recours utile d'un consort, considérant manifestement que ce ne sont là que deux formes (dont l'une simplifiée) de ce même acte de défense qu'en cas de condamnation commun chacun des condamnés est mis individuellement en demeure d'accomplir en dehors de toute idée de représentation nettement éliminée de cette hypothèse par la phrase immédiatement précédente.

(1) Civ. 1^{re} mai 1901 (D. 01.1.443 et Sirey 1902.1.433 note Lacoste).

(2) Glasson et Tissier, *op. cit.*, t. 3, n° 869.

Si donc dans le système de l'arrêt du 15 janvier 1873, il est tout naturel de permettre à un codébiteur de se joindre à tout moment en personne au recours de son consort, puisque représenté par ce dernier il est déjà par mandataire dans l'instance d'appel (dont le résultat favorable lui profitera même s'il n'y paraît pas en personne) ce raisonnement ne paraît plus possible depuis 1901 (1). Toutefois, pour expliquer le relief de déchéance d'appel maintenu par l'arrêt de 1901 on pourrait songer à d'autres considérations. En effet, même en dehors de toute idée de représentation, on comprend que dans toute hypothèse où un coobligé peut être appelé à profiter, même absent, pour une raison quelconque du recours exercé par un autre ou lui permettre d'intervenir en tout temps pour aider à obtenir ce résultat favorable dont de toute façon il doit bénéficier — c'est ce qui a lieu en matière indivisible où le relief de déchéance s'explique par le fait qu'en raison même de l'indivisibilité le co-intéressé peut toujours se prévaloir de ce qui a été décidé sur le recours d'un autre. On s'est alors demandé si en dehors de toute idée de mandat, — désormais abandonnée sur ce point, — un codébiteur solidaire ne pourrait pas être amené à profiter même non en cause en appel, de la réformation obtenue par un coobligé, en ce sens qu'il pourrait en tout cas opposer au créancier dans la mesure de la part du coobligé la diminution de dette par exemple obtenue par celui-ci sur son recours (2). Cet intérêt, encore que limité, au résultat du recours introduit par un autre servirait de support au relief de déchéance. Mais cette thèse, pour ingénieuse qu'elle soit, apparaît en elle-même bien fragile et de

(1) Sirey 1902.1.434.

(2) Sirey 1894.1.234. Glasson, *loc. cit.*

plus se heurte nettement à la doctrine de l'arrêt du 27 novembre 1893 (maintien de la dette au chiffre primitif au regard du codébiteur irrecevable à former recours). Dans ces conditions le plus simple est donc peut-être de considérer cette faculté (maintenue en 1901) de se joindre au recours utile d'un autre comme une faveur conservée sans fondement théorique bien précis mais par un sentiment évident d'équité afin précisément d'éviter autant que possible le résultat fâcheux commandé par les principes et admis en 1893. Il semble donc qu'en matière solidaire sur le point en question, l'exclusion de la notion de mandat a eu pour conséquence d'entraîner la nécessité de recourir à une de ces règles avant tout pratiques de la matière indivisible. Il reste à examiner le cas où le jugement donnant gain de cause à plusieurs codébiteurs, la signification du jugement par l'un d'eux fait courir les délais de recours impartis au créancier en faveur de tous les gagnants contre ce dernier. Cette règle est en effet admise comme aussi son corollaire d'après lequel le recours du créancier, s'il n'a pas eu lieu dans les délais ouverts par la première signification intervenue, sera par là-même tardif à l'égard de tous, quelles que soient les significations qui auraient pu être faites ultérieurement (1). On remarquera là encore les velléités de la juris-

(1) Idem en matière indivisible : civ. 31 Décembre 1855 (D. 56.1.17) ; Montpellier, 23 Avril 1863 et civ. 14 Août 1866 (D. 66.1.483) ; Alger, 29 Décembre 1882 (Sirey 84.2.35) ; Req. 13 Janvier 1886 (D. 86.1.359) ; Caen, 13 Février 1893 (D. 94.1.452 sous requête 25 Mai 1894) ; Douai, 26 Juin 94 (D. 95.2.188) ; Lyon, 19 Novembre 1925 (Gaz. Jud. et comm. de Lyon, 23 Février 1926). Répertoire pratique Dalloz V^o Appel en matière civile n^o 478 ; art. 443 Code de procédure civile annoté n^{os} 861, 866 et s. Solution implicite dans Poitiers 15 Décembre 1831 et civil 20 Juillet 1835 (Jur. gén. V^o Appel civil n^o 1046).

prudence à restreindre les effets de la représentation mutuelle ou tout au moins à ne pas recourir à l'idée de mandat ; en effet, dans aucune des décisions qu'on peut relever sur la question depuis 1855, on ne trouve invoquée cette idée de mandat. L'effet admis plus haut et son corollaire sont la conséquence d'une règle qualifiée préventive et de caractère essentiellement pratique. Une raison évidente d'équité rendrait difficilement admissible que lorsque l'un des co-intéressés gagnants a diligemment signifié la décision qui lui donne gain de cause, la négligence d'un de ses con-sorts peut permettre à l'adversaire par un recours formé après le délai à lui imparti par la première signification de remettre tout le litige en question à l'égard du signifiant lui-même qui avait pourtant fait tout ce qui était en son pouvoir pour rendre définitive en ce qui le concernait la décision intervenue.

Or, si l'on considère les arrêts précédents qui décident que l'appel utile contre l'un efface la déchéance à l'égard de l'autre, il n'apparaît pas que dans aucun, la question se posât sous le jour ci-dessus ; le recours utile considéré comme produisant relief de la déchéance semble bien être toujours intervenu contre l'un au moins des intéressés pendant le cours du délai ouvert par la première signification collective ou individuelle de la décision en cause. La situation était donc assez différente. Dans ces conditions en effet, on peut soutenir que personne n'avait en quelque sorte, un droit acquis au maintien de la décision. Il ne paraît donc pas y avoir en dépit des premières apparences aucune contradiction entre les deux séries de décisions.

C'est une de ces hypothèses (Jurisprudence exigeant une mise en cause générale) où le principe bienveillant de l'arrêt de 1873 cesse d'être applicable parce qu'il cesserait

d'être équitable. Il reste que sans doute on n'aurait pu atteindre le même résultat par une règle formulée autrement ; c'est ainsi qu'on aurait pu dire que le recours serait irrévocable à l'égard de tous en raison de sa tardivité à l'égard du signifiant au lieu de recourir par un artifice technique à la fiction d'une tardivité à l'égard de tous. Mais le procédé employé s'explique historiquement par la théorie du mandat sous les auspices de laquelle la solution envisagée a été prise.

C'est également dans la théorie du mandat qu'en matière solidaire la même solution a son origine ainsi qu'en fait foi l'arrêt de 1855, qui est unique en son genre. Il y a lieu de se demander si cette règle repose sur l'idée de représentation dans la dernière décision jurisprudentielle. Mais au préalable, il reste à savoir si en l'adoptant la Cour de Cassation ne s'est pas mise en contradiction avec l'arrêt du 16 Décembre 1891. Cette contradiction n'est qu'apparente et l'arrêt de 1891 n'a nullement sur le point en question la portée qu'on lui prête. Dans cet arrêt, la Chambre civile cassait un arrêt de la Cour de Paris du 1^{er} juin 1889 qui appliquait en matière solidaire la règle admise en matière indivisible que l'appel valable contre l'un, valide l'appel formé tardivement contre un autre, a décidé que s'agissait d'une matière solidaire, donc d'un principe divisible (et compte tenu de ce que le mandat entre corréaux ne saurait jouer *in deterius*). La validité de l'appel à l'égard de deux des codébiteurs ne l'empêchait nullement d'être néanmoins irrécusable comme tardif à l'égard d'un troisième. Or, de ce que les circonstances de la cause semblaient permettre l'application de la solution qui nous occupe (en s'aidant d'un appel à la notion de mandat jouant *in melius*) et de ce que la Chambre civile ne l'a pas appliquée, on a conclu qu'elle

l'avait volontairement évitée et par là implicitement condamnée. La situation était plus complexe et il est nécessaire de tenir compte de certaines particularités de la cause pour bien apprécier la portée de l'arrêt.

En réalité, certaines circonstances de fait étaient loin d'être, devant la Cour de Cassation, nettement établies et notamment ni les motifs très laconiques de l'arrêt attaqué, ni même ses qualités ne permettaient de se rendre compte avec certitude des conditions dans lesquelles la Cour de Paris avait déclaré cet appel valable, ni par conséquent des raisons de cette validité simplement affirmée (Rapport Rous-selier).

Dans ces conditions, la Chambre civile aurait pu évidemment prononcer une cassation par défaut de motifs la mettant hors d'état d'exercer son contrôle sur les raisons de cette validité d'appel. Elle ne crut pas devoir le faire pour des motifs qu'elle indique, l'arrêt attaqué ayant pu tenir sans autres explications pour constante la régularité d'un appel dont devant la Cour de Paris, nul n'avait le moins du monde contesté la validité. Mais dès lors la Chambre civile qui se borne, sans apprécier et sans approuver, à accepter comme un postulat et comme une donnée de fait, tendrait à substituer à la doctrine de l'arrêt attaqué une solution qui s'accordât avec cette validité d'appel à l'égard de deux des parties et n'exigeât pas un nouvel examen des faits. Toutefois, la réserve même des premiers motifs du présent arrêt et les termes du rapport permettent de croire que si des faits clairement établis l'avaient permis, la Cour de Cassation (cf. arrêt de 1855) eût en 1891 songé à adopter la règle qu'elle consacre aujourd'hui.

Quel est le fondement de cette solution dans le présent arrêt ? A première vue, il semble évidemment tout simple

de songer à l'idée de mandat, le codébiteur qui signifie agissant dans l'accomplissement de cet acte en qualité de mandataire légal de tous ses coobligés.

D'autre part, les restrictions apportées à la théorie du mandat en 1901 qui visent surtout l'exercice des voies de recours par des coobligés ayant succombé en première instance ne semblent pas *a priori* créer un préjugé défavorable à l'application de l'idée de mandat dans cette hypothèse qui est très différente. Toutefois le silence volontairement gardé par l'arrêt ci-dessus rapporté sur le fondement de la solution qu'il adopte, l'absence de toute allusion à l'idée de représentation, la façon dont à côté de la solution semblable admise en matière indivisible (où l'idée de représentation n'a plus de place) qui lui est en quelque sorte assimilée paraissent significatifs et font naître un doute. On est amené à se demander si la Cour suprême n'a pas conformément à la tendance de sa jurisprudence depuis les dernières années du siècle dernier, hésité à étendre à une hypothèse nouvelle la notion de mandats entre corréaux. Il semble donc qu'on soit ici en présence une fois encore d'une solution avant tout pratique suffisamment justifiée par son utilité qu'a rendue nécessaire (comme en 1901) le déclin de la théorie du mandat et par laquelle la Cour de Cassation manifeste son souci d'éviter chaque fois qu'elle le peut les conséquences fâcheuses que pourrait avoir en ce qui concerne l'incidence de la charge définitive de la dette, toute décision limitant à certains seulement des coobligés la recevabilité de l'appel au créancier.

Tels sont les principaux passages de la dissertation remarquable de M. G. Holleaux : sans doute la question est-elle dès lors au point et rares seront les arrêts qui auront encore à trancher de semblables difficultés.

Ces difficultés se sont d'ailleurs posées également en matière de pourvoi en cassation sur la possibilité pour un codébiteur de se joindre au pourvoi d'un coobligé ou de profiter de la cassation prononcée au profit d'un de ses conjoints (1).

La Cassation obtenue sur le pourvoi formé par l'un des codébiteurs solidaires profite aux autres (2) ; ainsi la Cassation d'un arrêt qui a maintenu à tort dans une contribution une collocation contestée par tous les créanciers colloqués profite à tous ces créanciers bien qu'elle n'ait été prononcée que sur le pourvoi d'un seul d'entre eux (3).

Vu : Le Doyen,

E. ALLIX.

Vu : Le Président de la Thèse,

R. DEMOGUE.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Le Recteur de l'Académie de Paris

S. CHARLETY.

(1) Cf. en matière indivisible Civ. 29 germinal an 11 ; Merlin, Questions de droit V^o Cassation § 22 fine (Ed. de 1827, t. 2, p. 175) ; Civ. 11 Avril 1853 (D. 1853.1.140) ; 30 Janvier 1883 (sol. a contrario) (Sirey 83.1.163), 16 Mai 1904 (D. 1904.1.367) ; 11 Avril 1922 (Sirey 23.1.20) 13 mars 1928 (Sirey 28.1.172), cf. également Besançon, 15 Juillet 1874 (Sirey 75.2.9) ; Civ. 24 Juillet 1888 (D. 89.1.417) ; Civ. 18 Mai 1897 (D. 98.1.97) ; Civ. 1^{er} Mars 1911 (D. 1913.1.89, 2^e espèce) ; Civ. 5 Juin 1918 (solution a contrario) (Sirey 20.1.366).

(2) Cass. 23 Juillet 1889 (Girerd Nicolas) (D. 91.1.342) Cf. aussi Civ. 17 Avril 1837 (Jur. gén. V^o Oblig. n^o 1427, 6^o) ; Civ. 4 Juin 1883 (D. 83.1.385) et 12 Juin 1883 (D. 84.1.72), 1^{er} Déc. 1885 (Sirey 1886.1.55).

(3) Civ. 26 Juillet 1852 (D. 52.1.298).

BIBLIOGRAPHIE

- AUBRY ET RAU. — *Cours de droit civil français* 1902, 5^e éd.
Tome 4, paragraphes : 298 ter, 301, 421.
- BAUDRY-LAGANTINERIE ET BARDE. — *Droit civil*, 14 éd. 1926.
Tome 2, n^o 1204 à 1301 est. 1775.
- BAUDRY-LAGANTINERIE ET WAHL. — *Des contrats aléatoires*,
n^o 1299.
- BRAVARD ET DEMANGEAT. — *Droit commercial*, Tome 3, 218
et s.
- BOUGERME. — *Traité de la procédure*, Tome 2, p. 545.
- CODE CIVIL ANNOTÉ DALLOZ. — Articles 1200 et s.
- COLIN ET CAPITANT. — *Droit civil*, 5 édition, Tome 2, p.
180 et s.
- DALLOZ. — *Dalloz hebdomadaire, périodique. Répertoire
méthodique et alphabétique de législation, de doc-
trine et de Jurisprudence ou Jurisprudence générale.*
V^{is} Obligation, etc. Supplément au répertoire (Edi-
tion de 1900).
- DELVINCOURT. — *Droit civil*, Tome 2, p. 510, Tome 3, p.
618 et 683.
- DEMANGEAT. — *Des obligations solidaires en droit romain*,
p. 280.
- DEMANTE ET COLMET DE SANTERRE. — *Cours analytique de
droit civil*, 2^e édition, Tome 5, n^o 134 bis à 161 bis,
236 bis. Tome 8, n^o 284 bis-III.
- DEMOGUE. — *Traité des obligations en général*, Tome V
(1923).

- DEMOLOMBE. — *Cours de Code Napoléon*, Tome 3, n° 290, 412 à 414, 625. Tome 26, n° 206, 207, 288, 291 et S., 316, 349, 358, 401, etc.
- DESJARDINS. — *De la compensation des demandes reconventionnelles*, n° 126.
- DOMAT. — *Lois civiles*, Livre III, titre 3, éd. Rémy, Tome 2, p. 71.
- DUCHON. — *Représentation mutuelle des codébiteurs*, Thèse Paris, 1907.
- DURANTON. — *Droit civil*, Tome XI, n° 188, 194, 231, 267. Tome XII, n° 429, 430. Tome XVIII, n° 382, note.
- DUMOULIN. — *Extrictio labyrinthi dividui et individui*.
- FERRIÈRE. — *Dictionnaire de droit et de pratique*, v° oblig. sol.
- GAUTHIER. — *De la subrogation*, n° 506.
- GENY. — *Méthode d'interprétation*, p. 149, seconde édition, nouveau tirage 1932.
- GIRARD. — *Manuel de droit romain*, p. 780 ets.
- GUILLOUARD. — *Traité des transactions*, n° 99. *Cautionnement*, n° 245.
- HUC. — *Commentaire du Code civil*, Tome VII, n° 309, 311, 314, 315, 326, 330, 331, 334. Tome XII, n° 252.
- LAIR. — *De la compensation*, p. 252.
- LAROMBIÈRE. — *Droit civil*. Tome II, art. 120, n° 22. Tome III, art. 1200 à 1215.
- LAURENT. — *Droit civil*, Tome II, n° 1227, 3 éd. 1878-1880. Tome XVII, n° 255, 277, 284, 285, 297, 300, 318 et s. 324, 339, 343, 347, 351, 363. Tome XXVII, n° 348, in fine, 342.
- LYON-CAEN ET RENAULT. — *Traité de droit commercial*, Tome III, n° 38.

MARCADE. — *Droit civil*, Tome IV, n° 619, 620 in fine, 625.
Tome V, n° 839.

MAISE. — *Droit commercial*, Tome III, n° 1908 et s. Tome
IV, n° 298. Tome V, n° 298. Tome VI, n° 398.

MASSE ET VERGE. — *Sur Sachariae*, Tome III, p. 354, note
2, § 528 et 763.

MERLIN. — *Questions de droit*, V° Solidarité, § 2 et 5.

MOURLON. — *Subrogation*, p. 514.

OUDINOT. — *De la représentation imparfaite en droit fran-
çais*, Thèse Paris, 1909.

PLANIOI ET RIPERT. — *Traité élémentaire*, Tome II ; *Traité
pratique*, Tome VII, n°s 1080 et s. et passim.

PILON. — *Essai d'une théorie générale de la représentation
dans les obligations*, thèse Caen, 1897.

PONT. — *Petits contrats*, Tome II, n° 369.

RAUTER. — *Législation criminelle*, tome I, p. 181.

POTHIER. — *Obligations*, éd. Bugnet, Tome II, n°s 258 et s.

RODIÈRE. — *De la solidarité et de l'indivisibilité*, 1852.

SEILER. — *De l'autorité de la chose jugée en matière de
solidarité passive*, thèse Paris, 1933.

SOURDAT. — *Traité de la responsabilité*, tome I, n°s 473 et s.,
704 et s.

SURVILLE. — *Droit civil*, tome II, n°s 269, 278.

THALLER. — *Droit commercial*, n° 1055, etc.

TOULLIER. — *Droit civil*, tome VI, n°s 621, 729, 733, 739 ;
tome VII, n° 377 ; tome X, n° 205 ; tome XVII.
n° 172 ; XI, n° 149 et s.

TROPLONG. — *Cautionnement*, n° 563.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	5
--------------------	---

PREMIÈRE PARTIE

DE L'OBLIGATION SOLIDAIRE EN TANT QU'OBLIGATION AU TOTAL ET DE SES CONSÉQUENCES	15
---	----

CHAPITRE I. — <i>Notions générales sur la divisibilité des obligations et sur les obligations plurales...</i>	15
---	----

CHAPITRE II. — <i>Conséquences de l'unité d'objet...</i>	27
--	----

Section I. — Conditions d'exercice du droit d'élection du créancier.....	27
--	----

Section II. — Moyens de défense du débiteur élu et de ses codébiteurs.....	32
--	----

§ 1 ^{er} . — Exception dilatoire de garantie..	32
---	----

§ 2. — Droit d'intervention de tout codébiteur	34
--	----

§ 3. — Exceptions résultant de la nature de l'obligation	35
--	----

CHAPITRE III. — <i>Conséquences de la pluralité de liens</i>	39
--	----

Section I. — Droit pour le créancier de poursuite successive	39
--	----

Section II. — Particularités pouvant affecter l'obligation du codébiteur et faisant entrave au droit de poursuite successive	42
--	----

§ 1 ^{er} . — Exceptions simplement personnelles : survivance du recours des autres débiteurs	42
I. Remise de dette	43
II. Confusion	44
III. Remise de la solidarité	44
1 ^{re} conséquence visée à l'article 1210	46
2 ^o conséquence visée à l'article 1215	48
§ 2. — Exceptions purement personnelles : absence de recours des autres codébiteurs	60
1 ^o Contestation de la solidarité	61
2 ^o Modalités suspensives	61
3 ^o Causes d'annulabilité	62
4 ^o Compensation	64
Section III. — Modes d'extinction de l'obligation solidaire	68
§ 1 ^{er} . — Du paiement de la dette	69
§ 2. — Autres modes d'extinction de la dette	71
a Remise de dette	71
b Novation	76
c Serment	81

DEUXIÈME PARTIE

DES EFFETS DITS SECONDAIRES

DE LA SOLIDARITÉ PASSIVE	83
------------------------------------	----

CHAPITRE I. — <i>Exposé et valeur doctrinale actuelle de la théorie de la représentation mutuelle des co-débiteurs et de la distinction de la solidarité parfaite et imparfaite</i>	83
---	----

CHAPITRE II. — <i>Effets secondaires engendrés par la solidarité passive</i>	99
<i>Section I.</i> — Effets secondaires antérieurs au Code civil	99
§ 1 ^{er} . — Effets de l'interruption de la prescription	99
§ 2. — Effets de la mise en demeure et de faute d'un ou de plusieurs codébiteurs...	109
<i>Section II.</i> — Effet secondaire introduit par l'article 1207 Code civil.....	116
<i>Section III.</i> — Effets secondaires nouveaux admis par la jurisprudence dans le domaine des actes judiciaires.....	119
§ 1 ^{er} . — Exceptions au principe de la relativité du jugement.....	119
§ 2. — La question du bénéfice des voies de recours au profit de tous les codébiteurs	132
BIBLIOGRAPHIE	149

